

Évaluation de la recherche de l'IPE

Rapport final

Abby Riddell
Muriel Visser-Valfrey
Noel F. McGinn

2012

Table des matières

Remerciements.....	ii
Avis de non-responsabilité.....	ii
Acronymes.....	iii
Résumé exécutif.....	iv
I. Introduction : Activité de recherche de l'IPE dans le contexte.....	1
II. Objet de l'évaluation, portée et méthodologie.....	2
1. Objectifs de l'évaluation.....	2
2. Approche et méthodologie de l'évaluation.....	4
3. Une théorie du changement plus explicite.....	8
4. Limitations.....	10
III. Description du programme.....	12
IV. Résultats et enseignements tirés.....	16
1. Introduction.....	16
2. Principaux résultats par ressources, produits et incidences.....	22
3. Enseignements tirés de l'évaluation.....	41
4. Un argument possible pour transformer la vision de l'IPE en matière de recherche 43	
V. Recommandations.....	52
1. Engagement stratégique et activités de plaidoyer.....	53
2. Partenariats et réseaux, y compris les institutions de recherche nationales et organismes de développement ou de financement.....	54
3. Une stratégie de diffusion qui inclut la langue.....	55
Annexe 1 Liste des personnes interrogées.....	56
Annexe 2 Outils de collecte des données.....	60
Annexe 3 Principaux documents consultés.....	65
Annexe 4 Résultats de l'enquête mondiale.....	68
Annexe 5 Termes de référence.....	78
Annexe 6 La théorie du changement implicite de l'IPE (TC).....	85
Annexe 7 Récapitulatif des projets de recherche de l'IPE.....	87

Remerciements

L'équipe d'évaluation souhaite remercier les nombreuses personnes qui ont accepté de se soumettre au pied levé à des entretiens individuels au Cambodge, au Vietnam, au Kenya et en Ouganda, mais aussi au siège de l'IIPE à Paris ; les nombreuses personnes qui ont pris le temps de répondre à nos questions par téléphone, surtout en Amérique latine ; et les personnes qui ont répondu à l'enquête mondiale des contacts de recherche de l'IIPE ayant complété les questionnaires transmis par e-mail.

En outre, l'équipe souhaite remercier Mme Sun Lei, du bureau de l'UNESCO à Hanoi, pour son aide dans l'aspect logistique des divers entretiens conduits au Vietnam ; le département de la planification du ministère central de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports de Phnom Penh, ainsi que Mme Rosemary Rugamba-Rwanyange de l'UNICEF qui a facilité les prises de contact en Ouganda.

Avis de non-responsabilité

L'évaluation a été menée en parfaite conformité avec les normes et les critères du Groupe d'évaluation des Nations Unies eu égard aux conflits d'intérêt potentiels. Les évaluateurs déclarent n'avoir aucun intérêt particulier dans les résultats de cette évaluation ni aucune motivation personnelle à présenter les conclusions de manière partielle.

Acronymes

ALC	Amérique latine et les Caraïbes
AT	Assistance technique
BAD	Banque africaine de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BLE	Bureau local d'éducation
BM	Banque mondiale
CC	Code de conduite
CEB	Centre des enseignants britanniques
CF	Coûts et financement
DC	Développement des capacités
DAAD	Service d'échanges académiques allemand
EAQ	Équité, Accès et Qualité
EPS	Enseignement postsecondaire
EPST	Enseignement postsecondaire technique
ES	Enseignement supérieur
ESARO	Office régional d'Afrique orientale et australe
GGE	Gouvernance et gestion de l'éducation
IIFE	Institut international de planification de l'éducation
MdE	Ministère de l'Éducation
MdEF	Ministère de l'Éducation et de la Formation
MIPP	Mesures incitatives pro-pauvres
NU	Nations Unies
OEI	Organisation des États ibéro-américains
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PFA	Programme de formation approfondie
PMT	Plan à moyen terme
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPP	Partenariats public/privé
SACMEQ	Consortium d'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation
SEAMEO	Organisation des ministres de l'éducation du Sud-Est asiatique
TC	Théorie du changement
TR	Termes de référence

Résumé exécutif

Cette évaluation de la recherche de l'IPE est une appréciation à mi-parcours du Plan à moyen terme (PMT) sur six ans que l'institut met en œuvre depuis cinq ans. Elle aborde principalement deux thèmes :

- L'influence de l'IPE sur la capacité de recherche des parties prenantes ; et
- L'impact de l'IPE sur le dialogue entre les parties prenantes et les priorités définies en matière de politique.

L'évaluation avait pour but de présenter les réalisations dans ces domaines et d'en dégager des enseignements en vue d'améliorer l'efficacité de l'IPE. L'évaluation a visé 10 des 19 projets qui composent le portefeuille de recherches actuel de l'institut. Pour ses besoins, 4 études de pays (Cambodge, Vietnam, Kenya et Ouganda) et deux études documentaires (Argentine et Chili) ont été conduites et le portefeuille de recherches a été considéré dans son ensemble au travers d'un questionnaire d'enquête distribué à l'échelon mondial parmi les contacts de recherche de l'IPE.

La réputation de l'IPE le précède : tous les thèmes de recherche ont été jugés « pertinents » voire « très pertinents » dans la plupart des cas par les personnes interrogées. L'IPE adapte ses missions de recherche au contexte de chaque pays. Dans cette optique, des ateliers de démarrage sont organisés à destination des équipes de recherche nationales dans le but de sélectionner ou adapter l'axe de la recherche et la méthodologie, en pilotant dans la plupart des cas les outils de recherche. L'IPE veut sa recherche bien conçue et cohérente, favorisant la participation locale, respectueuse de la participation des pays à la mise en œuvre de la recherche, et ouverte à la contribution des ministères de l'Éducation. La recherche de l'IPE s'intègre dans ses programmes de formation et dans son assistance technique mais ces activités essentielles de l'IPE n'étaient pas le sujet de cette évaluation.

Les participants à l'enquête mondiale ont massivement (84 %) jugé l'approche du développement des capacités de l'IPE « bonne » ou « excellente ». Ces appréciations positives s'expliquent notamment par les raisons suivantes :

- La nature pratique de la formation
- L'accent mis sur la recherche autour de « problèmes réels »
- Le recours à des experts locaux
- La mise en relation d'experts répartis partout dans le monde
- L'« ouverture, l'absence d'arrogance et le respect de la culture » dont l'IPE fait preuve
- Le caractère inclusif de l'approche qui permet l'implication d'un nombre significatif de parties prenantes et d'acteurs d'influence
- Un intérêt particulier pour les solutions novatrices (en termes de partenariats, de financement et de conceptions)
- L'importance accordée tant aux techniques de recherche qu'au contenu de la recherche

Ce résultat est d'autant plus positif qu'il ressort bien de l'évaluation que le développement des capacités n'était le point central d'aucun des projets de recherche étudiés.

Sur dix personnes interrogées dans le cadre de l'enquête mondiale, neuf (92 %) ont jugé l'influence de l'IPE sur la politique « modérée » ou « plus forte ». Lors de l'enquête plus nuancée portant sur l'influence politique dans les études de pays et documentaires, quatre des 10 projets étaient encore en cours. Jusqu'ici, une influence politique ou la probabilité d'une influence politique s'est révélée dans six de ces cas. En général, le lien entre l'influence politique et la recherche est peu probablement direct. Il est irréaliste d'attendre que la recherche en elle-même entraîne des changements politiques. On devrait se réjouir chaque fois qu'une évaluation a permis de déterminer que la recherche a entraîné des changements. Un changement politique peut être long à venir si bien que les tentatives actuelles d'influencer les politiques pourraient n'avoir d'effets visibles que dans un certain nombre d'années. Il est trop tôt pour juger de manière définitive de l'influence politique des projets en cours, mais aussi pour une vue globale de l'influence politique de certains des projets achevés. Les résultats sont donc très encourageants.

En dépit de ces résultats très positifs, l'évaluation a tout de même mis en lumière plusieurs domaines devant être améliorés en vue de renforcer l'efficacité de l'IPE. Les petits budgets accordés à la recherche de l'IPE se sont traduits en pratique par la tentative de l'IPE de trop en faire avec trop peu de ressources, diminuant à la fois l'impact sur le développement des capacités et probablement l'influence politique. Par exemple, l'attention accordée aux publications des synthèses comparatives au détriment des publications des études de cas nationales a limité l'activité de plaidoyer plus large qui pourrait être possible au sein des pays, soit par l'engagement direct de l'IPE, soit par des partenariats avec des institutions nationales. De la même manière, le développement des capacités de recherche des parties prenantes a été minime, voire exceptionnel, dans la mesure de son implication dans la conception des projets de recherche de l'IPE. Ce développement des capacités devrait inclure une recherche pour la planification, comme tel est le cas dans les programmes de formation de l'IPE, ainsi qu'une recherche pour le plaidoyer. Mettre ces facteurs en évidence a dénoté un manque de stratégie autour des conditions nécessaires à un impact sur la politique et sur le développement des capacités dans les pays impliqués dans les études de recherche et au suivi avec la diffusion et un engagement plus profond.

L'analyse des facteurs qui ont contribué aux meilleurs résultats à travers les différents projets de recherche étudiés a mené à la définition des recommandations suivantes, divisées ici en trois catégories :

Engagement stratégique et plaidoyer

- 1. Le processus de génération du thème de recherche devrait impliquer les pays et être plus ascendant.*
- 2. La recherche aurait probablement plus d'influence sur la politique si elle s'inscrivait dans le cadre de relations plus durables avec les institutions apparentées.*
- 3. L'IPE devrait poursuivre ses efforts dans la création de centres d'excellence régionaux.*
- 4. L'IPE devrait explorer les moyens de générer des synergies plus stratégiques entre ses activités de recherche, d'assistance technique et de formation.*

Partenariats et réseaux

- 5. En matière d'impact, l'IPE devrait envisager d'intervenir dans moins de contextes*

mais dans le cadre d'engagements plus durables.

- 6. Une politique de développement des capacités plus stratégique conjuguant son activité de recherche avec ses objectifs plus larges de développement des capacités devrait guider l'IPE dans son engagement avec les pays.*
- 7. L'IPE devrait poursuivre ses efforts à travailler en partenariat avec d'autres institutions afin d'attirer des fonds de recherche.*
- 8. L'IPE devrait continuer de développer de nouveaux partenariats, comme avec des ONG et à des fins de plaidoyer.*

Stratégie de diffusion tenant compte de la langue

- 9. L'implication de l'IPE ne devrait pas s'arrêter à la publication de l'étude de recherche. La conception des projets de recherche devrait plutôt intégrer une pensée claire et soignée à travers une stratégie de diffusion et d'influence politique.*
- 10. L'implication des ministères apparentés est absolument essentielle. Lorsqu'il conduit une recherche portant sur plusieurs pays, l'IPE endosse une responsabilité vis-à-vis des équipes nationales.*
- 11. L'IPE devrait renforcer sa stratégie de communication et de diffusion. La diffusion devrait faire partie du processus de recherche et l'IPE doit être engagé dans la phase de diffusion.*
- 12. La diffusion des résultats de la recherche aux parties prenantes locales devrait être l'une des principales missions de la recherche de l'IPE.*
- 13. La recherche sera plus pertinente si les études de pays (et pas uniquement les synthèses régionales) sont aussi publiées et distribuées dans le cadre d'une stratégie de diffusion/plaidoyer nationale.*
- 14. Le laps de temps entre la fin de la recherche et la publication/diffusion/distribution doit être beaucoup plus court.*
- 15. L'IPE devrait budgétiser la traduction des résultats de la recherche et des publications associées dans la langue locale.*

I. Introduction : Activité de recherche de l'IIPE dans le contexte¹

L'IIPE est un institut de catégorie I de l'UNESCO créé en 1963. Sur le plan institutionnel, l'IIPE fait partie intégrante de l'UNESCO mais il dispose d'une large autonomie. L'IIPE reçoit des dotations de l'UNESCO (représentant environ 20 % de son budget) et des contributions volontaires d'États membres ainsi que d'autres organisations/entités (les contributions de la Norvège, de la Suède, de la Suisse et des Pays-Bas représentent plus des trois quarts du budget).

La mission première de l'IIPE est le renforcement des capacités des États membres à planifier et gérer leur système éducatif. Traditionnellement, les deux domaines de prédilection de l'IIPE étaient la formation et la recherche. Ces deux domaines sont conceptualisés comme des contributions essentielles au renforcement des capacités nationales et ces deux « branches » sont au cœur de l'activité de l'institut.

Le programme de formation de l'IIPE offre des cours portant sur la planification de l'éducation qui peuvent être suivis dans les locaux de l'IIPE mais aussi à distance via Internet. La formation trouve ses racines dans la recherche fondée sur les faits. Elle se nourrit aussi du programme de recherche de l'IIPE qui s'y intègre. La composante recherche de l'IIPE définit également sa pertinence grâce au soutien à la formation et à la politique. Ces dernières années, l'IIPE a vu émerger en son sein un troisième domaine, de plus en plus important : l'assistance technique. Cette branche « assistance technique » est principalement axée sur les clients ; elle repose sur la fourniture par l'IIPE des ressources techniques nécessaires aux projets spécifiques de formation et de recherche proposés par les clients. Dans un climat économique de plus en plus tendu, la composante assistance technique a permis à l'IIPE de générer des ressources supplémentaires.

Le portefeuille de recherches de l'IIPE est l'axe principal de cette évaluation. Traditionnellement, ce portefeuille de recherches était caractérisé par une recherche axée sur des questions d'importance fondamentale relatives aux systèmes éducatifs plutôt que sur une recherche fondamentale en tant que telle. La plupart des projets de recherche sont donc définis par la nécessité de s'assurer que l'enquête est pertinente et que les résultats seront axés sur les aspects pratiques et opérationnels pouvant être immédiatement mis en application par les décideurs. En outre, un certain effort a été fait pour apporter des données comparables issues de contextes différents, principalement au travers d'études comparatives internationales. Ces caractéristiques distinguent l'IIPE d'autres institutions qui s'engagent dans une recherche fondamentale plus théorique, souvent beaucoup plus large en termes de conception (à l'image de la recherche menée par la Banque mondiale).

Le portefeuille de recherches de l'IIPE s'est adapté au fil du temps pour suivre l'évolution des débats à l'échelon international, régional et national, mais aussi pour continuer de refléter les priorités des programmes de développement internationaux. Partant des objectifs principaux des premières années de l'expansion de l'éducation et de l'efficacité interne, le portefeuille a évolué, s'intéressant aux disparités et à l'efficacité externe, au développement et à la diversification technologiques, et plus récemment aux questions de qualité des systèmes éducatifs et de gestion institutionnelle, ainsi qu'aux résultats en matière d'éducation (ce qui couvre la qualité, les coûts et la gouvernance).

Cette évaluation analyse l'activité de recherche de l'IIPE dans le cadre du Plan à Moyen Terme (PMT) que ce dernier met en œuvre actuellement. Par rapport aux plans antérieurs,

¹ Ce chapitre s'appuie fortement sur la présentation faite par M. N.V. Varghese, « IIEP Research: Its Evolution, Processes and Themes » (Recherche de l'IIPE : son évolution, ses processus et ses thèmes) lors du séminaire organisé pour le personnel sur le projet de rapport d'évaluation le 11 septembre 2012, à Paris.

le PMT actuel a conceptualisé la composante recherche différemment. Dans les plans antérieurs de l'IPE, la recherche était vue essentiellement comme une ressource pour les fonctions de formation et de développement des capacités de l'institut. Dans le PMT actuel, la composante recherche sert à la fois la fonction de développement des capacités et la fonction d'influence politique au niveau national (tout en s'intégrant dans le programme de formation de l'IPE). Déterminer le potentiel de la composante recherche en termes de résultats (et ce que l'on est en droit d'espérer d'elle d'un point de vue réaliste) est une question clé de cette évaluation.

II. Objet de l'évaluation, portée et méthodologie

1. Objectifs de l'évaluation

Cette évaluation a été commanditée dans le but d'orienter la conception du programme en vertu de la prochaine stratégie à moyen terme de l'IPE ainsi que les décisions relatives aux éléments dérivés de la recherche et à leur diffusion. L'évaluation intervient comme une appréciation à mi-parcours du PMT sur six ans que l'IPE met en œuvre depuis cinq ans.

Tel qu'il est formulé dans les termes de référence de l'évaluation (voir Annexe 5), l'évaluation avait pour principal but d'analyser et d'apprécier les effets des activités de recherche de l'IPE sur les capacités de recherche et les processus décisionnels des instituts partenaires du secteur de l'éducation.

L'évaluation s'est centrée sur ces trois points principaux :

1. Définir la mesure dans laquelle la recherche fondée de l'IPE a :
 - a. renforcé les capacités des parties prenantes à entreprendre de la recherche ;
et
 - b. impacté le dialogue entre les parties prenantes et les priorités définies en matière de politique dans les pays participants.
2. Identifier les principaux facteurs/éléments de réussite en matière de développement des capacités et d'influence sur la planification, le dialogue et la prise de décisions politiques.
3. Dégager les enseignements à tirer dans les domaines de la planification, de la mise en œuvre et de la diffusion de la recherche qui permettront à l'IPE de devenir plus pertinent et plus efficient (rentable) dans son appui aux instituts partenaires du secteur de l'éducation

Il est ressorti des discussions avec l'IPE qui ont suivi la soumission du projet de rapport d'évaluation que l'intérêt particulier de cette évaluation pour le développement des capacités en matière de recherche et pour l'impact politique traduit un recentrage sur l'évaluation du portefeuille de recherches de l'IPE.

Pour répondre à ces questions, l'évaluation a suivi une approche de théorie du changement (TC) qui est exposée plus en détail dans la méthodologie ci-après et qui place les objectifs de recherche de l'IPE dans un cadre historique plus large.

Portée de l'évaluation

L'évaluation portait sur la période de 2008 à 2011. Étant donné que certains projets avaient un historique/prenait leur source dans un PMT antérieur de l'IPE, l'expérience de la période précédente a été prise en compte dans l'analyse et les conclusions tirées par l'évaluation. Dans ces cas, l'évaluation a effectivement couvert une plus longue période.

Un exercice de cartographie du portefeuille de l'IPE a été conduit afin d'identifier et de sélectionner des projets qui reflètent la diversité en termes de modules thématiques, de projets, de situations de recherche, de stades de mise en œuvre, de portée géographique, etc.

L'évaluation a porté sur dix des 19 projets de recherche de l'IPE, issus de deux des trois modules thématiques de l'IPE : Équité, accès et qualité ; et Gouvernance et gestion de l'éducation². Quatre études de pays ont été menées (Cambodge, Kenya, Ouganda et Vietnam)³ alors que les termes de référence prévoyaient deux visites de terrain⁴, ainsi qu'une étude documentaire dans deux autres pays (Argentine et Chili) de la région ALC. Ceci a permis d'évaluer des projets de recherche de toutes les régions géographiques, et de garantir que l'évaluation tiendrait compte de l'approche de recherche particulière (et des projets) développée dans la région ALC, région dans laquelle l'IPE conduit sa recherche au travers du bureau de Buenos Aires (la seule région disposant d'un bureau de l'IPE).

Étant donné que les projets de recherche de l'IPE en étaient à des stades différents de mise en œuvre, la sélection des projets à évaluer a également dû tenir compte de la nécessité de couvrir une certaine variété de projets, et notamment des programmes de recherche de longue date portant par exemple sur l'éthique et la transparence dans les systèmes éducatifs, la décentralisation et les réformes de gouvernance dans l'enseignement supérieur, mais aussi des thèmes de recherche relativement nouveaux comme l'éducation dans les situations de post-crise et de post-catastrophe, les coûts de l'éducation pour les ménages, les politiques et la gestion dans le développement des compétences, et les programmes de formation. Douze des dix-neuf projets étaient en cours ou pas encore achevés.

Tel qu'il a été précisé précédemment, la recherche relative au SACMEQ était exclue du cadre de l'évaluation, sachant qu'une évaluation portant à part entière sur le SACMEQ avait été réalisée en 2008.

Voici la répartition des pays sélectionnés pour toute la gamme des projets de recherche :

Mes. incitatives pro-pauvres	Gestion de l'ens. supérieurÉgalité des sexes	
Cambodge	Cambodge	Vietnam
Vietnam	Vietnam	Kenya
	Kenya	Argentine

² Le troisième module thématique « Coûts et financement » n'a pas été traité par l'évaluation, les projets de recherche en question ne se trouvant pas dans les pays sélectionnés pour les visites ou les études documentaires, ceci élargissant la couverture du portefeuille de recherches.

³ La première proposition de l'équipe d'évaluation d'enquêter au Lesotho et au Laos s'est avérée trop ambitieuse au vu du temps imparti. Néanmoins, tel qu'il a été précisé précédemment, l'évaluation a porté sur quatre pays (deux visites de terrain et deux études documentaires) de plus que ce que prévoyaient les termes de référence.

⁴ Le nombre de visites étant passé à trois lors des discussions initiales avec l'IPE.

<u>Bureaux locaux d'éducation</u>	<u>Bourses scolaires</u>	<u>Ens. postsec. technique</u>
Kenya	Kenya	Brésil
Ouganda	Ouganda	Colombie
		Mexique
<u>Développement des capacités</u>	<u>Diversité culturelle</u>	<u>Adolescents</u>
Argentine	Argentine	Paraguay
Chili	Chili	
Vietnam		
<u>Sciences naturelles et mathématiques</u>	<u>Situation post-crise</u>	
Argentine	Cambodge	

L'essentiel des conceptions de recherche comptait des études de cas, des synthèses et des forums politiques, certaines comprenant des supports de formation et des notes d'orientation, qui correspondaient largement aux différentes conceptions de recherche que l'IIPE avait mises en œuvre.

2. Approche et méthodologie de l'évaluation

La recherche de l'IIPE implique un processus de changement systématique et par étapes. Les étapes comptent l'identification du thème de recherche, la constitution et la formation des équipes nationales, la conduite de la recherche, et la mise en forme, la communication et la diffusion des résultats de la recherche. Par ces étapes, l'IIPE cherche à développer les capacités internes des pays et contribuer à influencer le dialogue politique, la définition des priorités et le processus décisionnel. L'Annexe 6 représente schématiquement ces étapes, ainsi que les interactions existant avec l'environnement externe et les résultats/impacts escomptés des interventions de l'IIPE.

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'intérêt spécifique de cette évaluation a explicitement mené à la théorie du changement implicite, à l'impact et aux résultats de la recherche de l'IIPE sur le développement des capacités et l'influence sur la politique, représentés en bas à droite du schéma de l'Annexe 6. Bien que l'objectif premier de l'IIPE soit le renforcement des capacités des États membres à planifier et gérer l'éducation, à travers les programmes de formation et d'assistance technique qui constituent l'essentiel de ses travaux, ces domaines de prédilection de l'activité de l'IIPE sont restés exclus des termes de référence de cette évaluation. Par conséquent, il est important de reconnaître le rôle historique que la recherche de l'IIPE a joué en faveur de ces deux autres domaines et de la même manière, de reconnaître la mesure dans laquelle la formation et l'assistance technique ont influencé le programme de recherche.

Cette théorie du changement implicite, qui détaille les étapes logiques suivies par l'IIPE pour mener à bien sa fonction de recherche, a été utilisée dans le cadre de l'évaluation comme document de base pour répondre aux questions d'évaluation, marquant la distinction entre les processus de changement à travers :

- les modules thématiques de recherche
- les projets de recherche, et

- les situations de recherche (notamment lorsque différentes formes de partenariats sont impliquées)

En analysant l'efficacité en pratique de la théorie du changement implicite dans différents contextes et différentes situations de recherche, l'évaluation cherchait à déterminer, au travers d'une revue documentaire, d'entretiens individuels et d'une enquête auprès des parties prenantes, si différentes versions de la théorie du changement s'appliquent à différents contextes et à différentes situations de recherche et formes de collaboration. De cette manière, l'évaluation a entrepris d'examiner les divers modèles de changement ayant été utilisés dans la pratique et de procéder à une appréciation des modèles et des modalités qui se sont révélés les plus efficaces.

La compréhension du développement des capacités exposée dans les termes de référence au titre de l'évaluation est limitée au renforcement des capacités des parties prenantes à entreprendre de la recherche. Cette compréhension limitée ne rend pas justice au rôle plus étendu de développement des capacités de l'IPE, qui fait sa réputation. Par conséquent, s'il s'avère que les capacités des parties prenantes à entreprendre de la recherche n'ont connu aucun renforcement à travers la recherche spécifique, cela ne signifie pas pour autant que d'autres capacités n'ont pas été renforcées. Généralement, le développement des capacités est réputé englober le développement des capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles. L'un des premiers objectifs du PFA de l'IPE est d'engendrer l'exploitation des résultats de la recherche à des fins d'élaboration de politique et de planification. Une évaluation plus large de l'influence de l'IPE sur le développement des capacités dans sa globalité nécessiterait d'élargir sensiblement le cadre de temps de la recherche en question ainsi que le cadre des chercheurs eux-mêmes de manière à englober les ministères de l'Éducation, les ONG, les OSC, la communauté du développement et le grand public dans l'exploitation des résultats de recherche. Par exemple, une évaluation du développement des capacités dans un ministère de l'Éducation comprendrait le processus de collecte des données pour des besoins de planification et la décision d'inclure ou non les résultats de la recherche dans ce processus.

Un aspect important de l'approche d'évaluation consistait à placer et considérer la théorie du changement dans le contexte général dans lequel elle s'inscrit. Cela a permis à l'évaluation de prendre en compte les divers facteurs qui ont façonné les choix, les processus et les résultats. Il convenait alors d'étudier notamment :

- dans quelle mesure le contexte politique général (au niveau national mais aussi au sein de l'IPE) a influencé les priorités politiques
- quelles étaient, au départ, les hypothèses de changement des parties prenantes, aux différents échelons, et dans quelle mesure elles ont influencé les choix
- Quels facteurs ont contribué aux résultats et leur impact

L'évaluation s'est déroulée en trois phases :

- Une phase de lancement
- Une phase de collecte des données
- Une phase d'analyse des données et de préparation des rapports

Chacune de ces phases est brièvement décrite dans les paragraphes suivants.

Phase 1. Le lancement

La phase de lancement englobait une recherche et une étude documentaires (notamment le rassemblement des données des projets de l'IPE et le développement par les principales parties prenantes d'un cadre d'échantillonnage), des réunions avec le personnel et la direction de l'IPE à Paris, une réunion avec le comité de pilotage de l'évaluation, des entretiens téléphoniques sélectionnés et la rédaction d'un rapport de lancement. La phase de lancement a permis de mieux appréhender le portefeuille de recherches de l'IPE. Grâce à cette phase, l'équipe a pu sélectionner les projets à étudier en consultation avec l'IPE. En outre, l'équipe a consacré du temps au perfectionnement de la méthodologie et au développement des outils de recherche (directives relatives aux entretiens semi directifs et un questionnaire) à utiliser éventuellement dans la phase de collecte des données.

Afin de saisir la diversité de la recherche dans le but d'en dégager des enseignements et des recommandations en vue du prochain PMT, la phase de lancement a intégré une étape clé, celle de l'élaboration d'une matrice du portefeuille de recherches de l'IPE, porteuse d'informations sur : le module thématique, le projet de recherche, le stade d'avancement de la recherche, la source de financement, le budget, les régions, les pays, les partenaires et les réseaux de mise en œuvre, la conception, et la communication/diffusion. L'Annexe 7 fournit une reproduction de cette matrice.

La matrice a permis d'identifier les quatre pays qui feraient l'objet de visites ainsi que les deux pays qui feraient l'objet d'études documentaires. D'ailleurs, un accord a été conclu avec l'IPE à ce sujet.

Phase 2- La collecte des données

Cette phase a englobé :

- des visites de pays
- Des études documentaires comprenant des entretiens téléphoniques
- Un questionnaire auprès des parties prenantes nationales

Les visites de pays ont été assurées par Mme Abby Riddell au Cambodge et au Vietnam et par Mme Muriel Visser au Kenya et en Ouganda. Les données ont été collectées au cours d'entretiens individuels conduits à l'échelon national. Les entretiens se sont centrés sur :

- La pertinence des priorités de recherche de l'IPE par rapport aux priorités nationales
- L'approche de l'IPE de l'influence politique (comparée aux prévisions de la théorie du changement) et les forces et faiblesses de la méthode appliquée au niveau national
- L'approche de l'IPE sur le développement des capacités
- Les produits et résultats de l'intervention de l'IPE à ce jour :
 - Quels processus ont été mis en œuvre ?
 - Quelle capacité a été renforcée ?
 - Quels produits ont été engendrés ?
 - Quelle élaboration/quel changement de politique a eu lieu ou va probablement avoir lieu ?
- Enseignements tirés : quels ont été les facteurs de réussite, les occasions manquées, les lacunes ?
- Recommandations pour l'avenir

Les visites de pays ont également fourni des occasions de collecter au besoin de la documentation supplémentaire. Les consultants ont chacun produit un rapport sur les études de pays. Ces rapports ont été utilisés par l'équipe pour documenter la collecte de données et diffuser l'information au sein de l'équipe.

Pour compléter le processus de collecte des données composé d'études de pays et documentaires, un **questionnaire** (voir l'Annexe 2) a été envoyé aux principales parties prenantes des trois régions. Le questionnaire ciblait les parties prenantes nationales et a été envoyé à une sélection de personnes :

- fonctionnaires des ministères de l'Éducation
- personnels et chercheurs universitaires
- personnels et chercheurs d'autres institutions de recherche
- réseaux appuyés par l'IIPE, Nations Unies et autres agences internationales, bureaux de l'UNESCO
- membres des organisations de la société civile (OSC) et communauté des donateurs

Le questionnaire était axé sur les opinions des parties prenantes à propos de la qualité et de la pertinence des activités de l'IIPE et de leurs résultats. Les résultats de l'enquête sont présentés en détail à l'Annexe 4. Le questionnaire a été envoyé à 92 contacts de l'IIPE au total, et un taux de réponse de 43 % a été obtenu après l'envoi d'un seul rappel.

Les études documentaires ont été menées par M. Noel McGinn en Argentine et au Chili. Elles se fondaient sur trois sources d'information : les propositions de recherche et les rapports finaux éventuellement disponibles, les entretiens téléphoniques avec les chercheurs directement concernés par les divers projets, et un questionnaire d'enquête distribué aux donateurs, aux partenaires et à d'autres personnes maîtrisant le sujet des projets de recherche de l'IIPE en Amérique latine (quasiment identique à l'enquête qui a été envoyée aux autres pays). L'étude documentaire était essentiellement axée sur les projets de recherche suivants de l'IIPE :

- l'enseignement postsecondaire technique, sur la base des études de cas au Brésil, en Colombie et au Mexique
- le développement des capacités, sur la base de l'étude documentaire sur les récents processus de réforme des systèmes éducatifs en Argentine et au Chili
- l'égalité des sexes, sur la base d'une analyse de l'égalité des sexes dans l'administration de l'éducation en Argentine ; et
- Le rapport entre équité en éducation et inégalités sociales (diversité culturelle), sur la base des études de cas en Argentine, au Chili et au Pérou

Pour la région ALC, une information documentaire a également été revue concernant deux autres petites études commanditées par l'IIPE/BA :

- Une recherche évaluative relative à un programme pour l'amélioration de l'enseignement des sciences naturelles et des mathématiques en Argentine ; et
- Les adolescents au Paraguay

Phase 3- L'analyse des données et la préparation des rapports

Les différents produits de la phase de collecte des données ont été rassemblés par l'équipe une fois terminées les visites de pays et les études documentaires, y compris les entretiens

téléphoniques et électroniques, la revue de la documentation et la réception des questionnaires remplis par les parties prenantes. La phase de rédaction et de préparation des rapports finaux a englobé une action de suivi faisant suite à la collecte des données et aux discussions relatives aux résultats et à l'analyse avec les membres clés du personnel de l'IPE. Le projet de rapport a été présenté à l'IPE lors d'un séminaire qui s'est tenu pour le personnel et la direction le 11 septembre 2012, à Paris, à la suite d'une réunion avec le conseil d'administration de l'IPE. Les commentaires découlant de ces deux réunions ont été pris en compte dans la rédaction du présent rapport final.

3. Une théorie du changement plus explicite

Théorie du changement pour l'activité de recherche de l'IPE

Selon la définition de Weiss (1995), une théorie du changement (TC) explique comment et pourquoi une initiative est efficace. Une approche de la théorie du changement décrit un ensemble de conditions nécessaires et suffisantes qui précèdent la concrétisation du changement voulu, tel que stipulé dans une déclaration de résultats ou d'impact. La TC expose donc, dans un **cadre de résultats**, comment l'initiative est censée influencer les résultats, immédiats comme intermédiaires, et l'impact. **La TC s'accompagne d'un ensemble d'hypothèses** qui expliquent le lien entre les résultats en voie de changement et articulent les contraintes dans l'environnement qui pourrait entraver ou favoriser la concrétisation de l'objectif à long terme ; justifient le **choix des interventions** planifiées pour amener les résultats sur la voie du changement ; et définissent un **ensemble d'indicateurs** destinés à traduire l'ampleur des changements attendus au cours d'une période définie et pour une population cible spécifique, afin d'être en mesure de déclarer des résultats positifs.

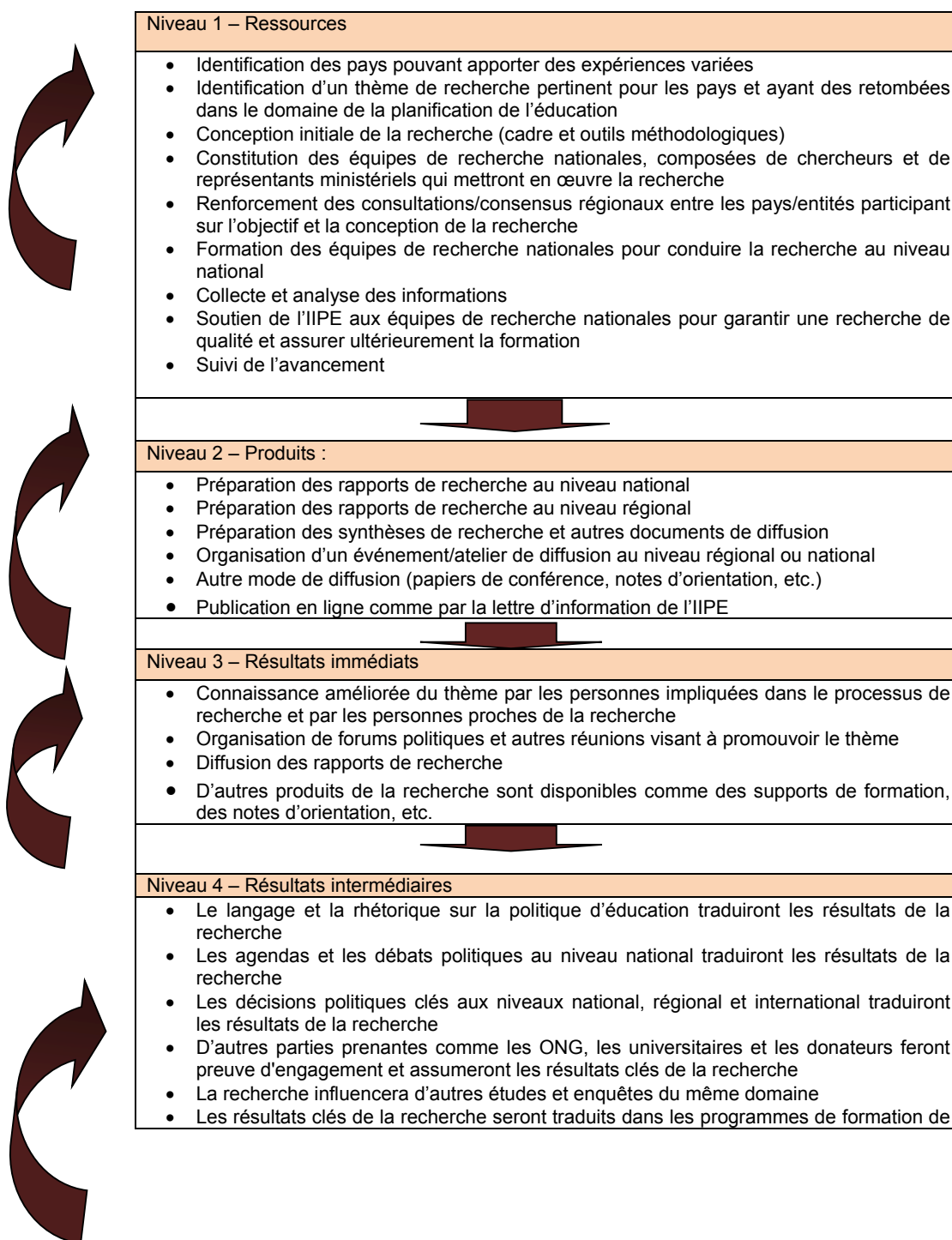
Malgré l'absence de TC explicite dans la documentation fournie à l'équipe d'évaluation, il a été possible d'élaborer une TC implicite sur la base des premiers contacts pris avec l'IPE et d'après les informations internes et les termes de référence de l'évaluation. Nos conclusions sont présentées à l'Annexe 6. Au cours de l'évaluation et d'une documentation plus approfondie, nous avons élaboré la TC explicite présentée schématiquement ci-après.

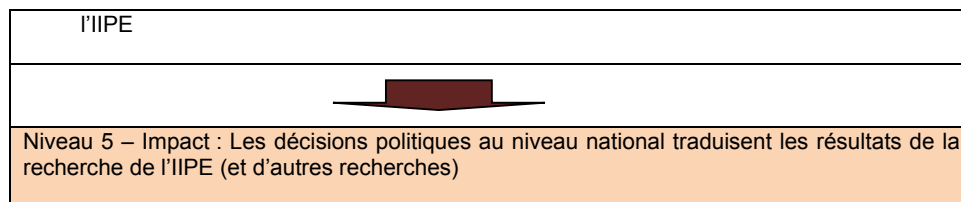
En se basant sur ses lectures et sa compréhension, l'équipe d'évaluation a pu identifier un certain nombre d'hypothèses pour ce modèle de changement. Elles comprenaient les suivantes :

- Des thèmes d'intérêts existent dans les pays et peuvent être identifiés
- La recherche est un élément/facteur clé du processus d'élaboration/prise de décisions politiques dans les pays avec lesquels l'IPE collabore
- Inclure les fonctionnaires des ministères de l'Éducation dans l'activité de recherche, de la conception à la livraison, renforcera l'engagement et contribuera à influencer la politique
- Les agendas politiques nationaux peuvent être influencés par une recherche de qualité et d'avant-garde
- Il existe un intérêt au niveau national pour la recherche portant sur plusieurs pays
- Les ministères de l'Éducation seront intéressés/désireux/capables financièrement de participer activement au processus de diffusion pour la recherche dans un pays
- Les capacités ont besoin d'être renforcées pour que le travail des équipes de recherche nationales soit efficace

- Le développement des capacités interviendra au niveau individuel mais aussi aux niveaux institutionnel et organisationnel et au sein des réseaux
- Des rapports de synthèse saisisront de manière efficace les messages clés issus de la recherche (multi)nationale et présenteront de l'intérêt pour les décideurs
- Les études régionales offrent une valeur ajoutée en ce sens qu'il est possible d'effectuer des comparaisons internationales tout en préservant sa pertinence locale
- La recherche s'intégrera dans d'autres domaines de l'activité de l'IPE

Illustration 1 : Cadre de résultats pour l'objectif de la recherche de l'IPE





Dans ce contexte, les indicateurs d'un changement réussi incluraient :

- L'amélioration des capacités nationales à conduire une recherche
- Une meilleure connaissance des questions clés de planification de l'éducation qui ont émergé de la recherche
- Des liens renforcés entre les données de la recherche et les décisions et les changements politiques
- Un plus grand engagement de la part des décideurs politiques vis-à-vis des résultats clés de la recherche, tel qu'il a été exprimé lors des réunions de planification et de politique
- Le fait démontré que les agendas/débats politiques dans les pays participants font référence aux résultats clés et à recommandations issues de la recherche
- Le fait démontré que les priorités et les documents en matière de politique traduisent et renforcent les résultats de la recherche

4. Limitations

L'évaluation s'est déroulée sur une courte période, entre mi-juin et fin août 2012, avec un nombre réduit de jours consacrés à la consultation (60 au total). De la durée dépendaient les nombres de projets, de pays et de thèmes qu'il était possible à l'équipe d'évaluation de couvrir. Malgré tout, celle-ci est convaincue que compte tenu de cette limitation, et grâce aux précieux efforts des consultants, un échantillon représentatif a pu être traité.⁵ Par ailleurs, la période d'évaluation, qui coïncidait avec les vacances d'été dans l'hémisphère nord, a eu quelques incidences sur la disponibilité des personnes à interroger (surtout les donateurs au niveau national), notamment les personnes à qui l'on a demandé de répondre au questionnaire envoyé par e-mail, dont certaines n'étaient pas à leur bureau à ce moment là.

L'évaluation a été délibérément axée sur une sélection de projets de recherche anciens et récents. Cependant, l'inclusion des projets plus récents (projets de recherche pas encore achevés) impliquait la difficulté, dans le cadre de l'évaluation, d'apprécier aussi bien leur résultat que leur niveau d'impact. Néanmoins, l'impact probable de ces projets a pu être apprécié sur la base des entretiens et de l'analyse conduits à l'échelon national, ainsi que des ressources apportées par les informateurs de l'I'IPE.

⁵ La cohérence des résultats dans les diverses situations de recherche semblerait confirmer que la sélection des pays et des régions était appropriée, et a permis à l'équipe d'évaluation de tirer des conclusions qui sont représentatives du portefeuille dans son ensemble.

L'IPE ne dispose pas d'une base de données exhaustive pour l'ensemble de ses projets de recherche. Il ne tient pas non plus à jour de liste centralisée de ses collaborateurs et des formes de partenariats dans lesquelles il est engagé. Le regroupement de ces informations ayant demandé beaucoup de temps, l'équipe d'évaluation a dû faire des choix au niveau de l'échantillonnage en l'absence de liste complète, et dans certains cas, le contact avec les personnes à interroger/informateurs a été pris très tardivement. L'autre conséquence a été le fait que le questionnaire e-mail n'a pas été envoyé aux informateurs impliqués dans les projets de recherche cités ci-après et se trouvant hors des pays ciblés du fait qu'aucune liste de contacts n'avait été fournie les concernant : les Bureaux locaux d'éducation, les bourses scolaires, la diversification de l'enseignement postsecondaire.

Le contexte historique de l'activité de recherche de l'IPE (dont les contours sont définis au chapitre I) et les effets de l'interprétation des termes de référence n'ont pas été exposés à l'équipe d'évaluation, ni apparemment au personnel de l'IPE en général, jusqu'à ce qu'une discussion sur le projet de rapport s'ensuive. Cela a eu pour effet une remise en cause des résultats de cette évaluation, en particulier en termes d'impact direct sur le développement des capacités et d'influence sur la politique, la majorité du personnel de l'IPE voyant la contribution de la composante recherche dans la nature du lien symbiotique entre les deux domaines de prédilection de l'IPE (la formation et l'assistance technique) tandis que les termes de référence de l'évaluation cherchaient à établir une contribution plus restreinte de la composante recherche à l'élaboration de politique et aux capacités de recherche au niveau national. Le faible intérêt porté à ces domaines dans les termes de référence est regrettable puisqu'il restreint la portée de l'analyse effectuée par l'évaluation. D'un autre côté, une approche plus large consistant à prendre en compte également les deux autres « branches » de l'activité de l'IPE aurait dépassé le cadre du budget et des journées alloués à cette mission.

III. Description du programme

Dix neuf projets de recherche composent l'ensemble du portefeuille de recherches de l'IIPE. Le SACMEQ ayant fait l'objet d'une évaluation en 2008 n'était donc pas concerné par cette évaluation.⁶ Le tableau III.1 donne un aperçu du statut d'avancement de ces différents projets, des régions et des pays impliqués, ainsi que des sources de financement. Les 19 projets sont divisés en modules thématiques et répartis en termes de coordination entre les deux bureaux de l'IIPE, celui de Paris (IIPE) et celui de Buenos Aires (IIPE/BA). Les trois principaux modules sont les suivants :

- Gouvernance et gestion ;
- Coûts et financement ; et
- Équité, accès et qualité

Au sein de ces modules, certaines recherches sont relativement récentes, d'autres entrent dans le cadre de recherches amorcées depuis longtemps, à l'image du travail effectué en faveur des domaines de l'enseignement supérieur, des enseignants, de la décentralisation, et de la transparence et de l'éthique. De même, l'origine de la recherche en Amérique latine sur l'équité en éducation et les inégalités sociales remonte à une dizaine d'années.

La recherche dans son ensemble se caractérise par des études de cas, à l'exception des projets de recherche portant sur l'enseignement en Argentine et les adolescents au Paraguay. Toutes les recherches sont des recherches qualitatives, les seules exceptions étant celles portant sur le SACMEQ (non traité ici), les coûts de l'éducation pour les ménages et les bourses scolaires, et l'enseignement des mathématiques et des sciences dans la région ALC, lesquelles sont à la fois quantitatives et qualitatives en termes de conception.

Les pays à traiter dans le cadre de l'évaluation ont été sélectionnés par l'IIPE. Les critères semblent couvrir différentes régions et une large étendue de pays dans et entre les régions. Apparemment, les élèves du PFA et d'autres réseaux informels ont contribué à la sélection des pays et des chercheurs nationaux. Les critères de sélection des participants sont vagues mais semblent inclure des personnes bien connues de l'IIPE du fait d'une précédente interaction et participation à la recherche, à la formation et aux forums politiques.

Les publications de synthèse et certains rapports de forums politiques, ainsi que les forums et les séminaires eux-mêmes (principalement les forums régionaux ou internationaux) sont les principaux vecteurs de diffusion, avec la lettre d'information de l'IIPE (version papier et électronique) qui est lue par près de 22 200 lecteurs dans 4 langues.⁷

⁶ De cette évaluation ont été exclus les projets de recherche basés sur les données contenues dans le SITEAL, une base de données en ligne conviviale fournissant des informations sur l'éducation et sur les analyses effectuées dans 19 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce système d'information a été créé et mis en place par l'IIPE/BA. Le SITEAL compte plus de 35 000 utilisateurs inscrits. La base de données la plus téléchargée est celle qui concerne les « Indicateurs ». Cette dernière fournit des données actualisées sur un certain nombre de dimensions de l'efficacité du système.

⁷ Autres informations concernant l'IIPE/BA : Toutes les publications publiées après 2007 sont disponibles sur le site Internet de l'IIPE/BA. Près de 3 500 exemplaires sont téléchargés chaque mois. En 2011, le site Internet a compté 4 462 visiteurs, dont 65 % étaient de nouveaux utilisateurs. Le personnel de l'IIPE/BA est régulièrement invité à produire des présentations pour les gouvernements, les universités et lors de conférences internationales, réalisant en moyenne 28 présentations par an.

Par ailleurs, la formation et l'assistance technique de l'IIPE constituent un vecteur de diffusion informel supplémentaire. À l'exception de certaines recherches concernant l'Amérique latine, il n'est pas habituel d'organiser des séminaires de politique nationaux pour discuter des résultats de la recherche. Dans plusieurs cas, cependant, les ateliers de l'IIPE ont utilisé les conférences des partenaires ou co-organisées avec des partenaires, amplifiant ainsi la diffusion de la recherche de l'IIPE elle-même. L'atelier de Hanoi en 2010 pour la recherche sur la réforme de la gestion de l'enseignement supérieur, qui a utilisé comme toile de fond la conférence du programme du Service d'échanges académiques allemand (DAAD) ; la conférence anti-corruption de 3 jours sponsorisée par U4 à Hanoi en 2010, lors de laquelle l'IIPE a produit des présentations sur ses travaux antérieurs ; et le séminaire de politique régional de mars 2012 à Addis Abeba sur la recherche en matière de bourses scolaires co-organisé avec l'UNICEF en sont trois exemples.

Comme le montre le Tableau III.1, la plupart des recherches coordonnées depuis Paris ont bénéficié d'un financement de base, avec seulement deux projets entièrement extra-budgétaires, et six projets combinant des financements de base et extra-budgétaire. À l'exception de la recherche sur l'enseignement postsecondaire technique, qui a bénéficié d'un financement de base pour toutes les études de cas sauf pour la Colombie, l'autre recherche concernant l'Amérique latine a été entièrement extra-budgétaire, ce qui est la norme pour le bureau de Buenos Aires.

Tableau III.1 : Aperçu du portefeuille de recherches de l'IIPE concerné par l'évaluation

Projet de recherche	Régions	Pays	Statut	Financement et commentaires
Gouvernance et gestion				
Réformes de la gestion de l'enseignement supérieur	Afrique orientale/australe Afrique centrale/occidentale Asie	Kenya Afrique du Sud Ghana Nigéria Burkina Faso Cameroun Maroc Sénégal Cambodge Chine Indonésie Japon Vietnam	En cours	De base Programme de recherche à long terme Études de cas : 1 université par pays Diffusion : publications, séminaires
Enseignement supérieur dans les petits États	Afrique centrale/occidentale Asie Amérique latine et les Caraïbes (ALC)	Gambie Îles Fidji Sainte Lucie Oman Malte	Achevé	De base Études de cas : Forum politique 2011
Fonctionnement des bureaux locaux d'éducation	Afrique orientale/australe, Asie	Kenya Lesotho Ouganda Philippines Sri Lanka Pakistan	En cours	De base et FTI (FDPE) Né de la recherche sur la décentralisation Études de cas Philippines et Sri Lanka en cours ; les autres sont achevés Diffusion : publications, séminaires
Diversification de	Afrique centrale/occidentale	Nigéria Azerbaïdjan	Presque achevé	De base Études de cas

Projet de recherche	Régions	Pays	Statut	Financement et commentaires
l'enseignement postsecondaire	Asie ALC	Malaisie République de Corée Chili	(Pub. sur l'Asie non encore disponible)	Diffusion : publications, séminaires
Bourses scolaires	Afrique orientale/australe Asie	Éthiopie Kenya Malawi Ouganda Lesotho Indonésie Vanuatu Timor-Leste Mongolie Laos	En cours	De base et UNICEF (Kenya, Ouganda, ESARO) Né de la recherche sur la décentralisation Études de cas Recherche Asie orientale/Pacifique lancée 2012/13 Diffusion : publications, séminaires
Développement des capacités	Afrique orientale/australe Afrique centrale/occidentale Asie ALC	Éthiopie Bénin Vietnam Bangladesh Argentine Guyane Moldavie Hongrie	Achevé	Extra-budgétaire Ministères norvégiens de l'Éducation + Affaires étrangères Études de cas + revues Diffusion : publications, séminaires, portail
Gestion et déploiement des enseignants		Maroc Thaïlande Ghana (et d'autres)	En cours	De base et département d'État américain Lancé seulement pour le Maroc Études de cas Diffusion : publications, séminaires
Coûts et financement				
Suppression des frais de scolarité	Afrique orientale/australe Asie	Éthiopie Tanzanie Lesotho Népal	En cours	De base Éthiopie et Lesotho achevés ; Népal et Tanzanie en cours Études de cas Diffusion : publications, séminaires
Coûts pour les ménages	Afrique orientale/australe Afrique centrale/occidentale Asie	Malawi Burkina Faso Congo-Brazzaville RDP lao	En cours	De base et UNICEF (Brazzaville) Lao et Malawi lancés ; étude achevée pour le Burkina Faso Études de cas Diffusion : forum politique
Partenariats public/privé	Afrique centrale/occidentale	Sénégal Côte d'Ivoire	En cours	De base et minist. français des Aff. étrangères+Orange+Microsoft Diffusion : séminaires
Équité, accès et qualité				
Mesures incitatives pro-pauvres	Afrique orientale/australe Asie ALC	Afrique du Sud Cambodge Vietnam Inde Brésil Pérou	En cours	De base Projets d'études de cas achevés ; Diffusion : publications, conférence, séminaires Conférence IT 2012
Code de		Liste -	Achevé	De base et CIDA

Projet de recherche	Régions	Pays	Statut	Financement et commentaires
conduite des enseignants (CC)		nombreux		Études de cas+revues Diffusion : publications, séminaires, portail, formation
Égalité des sexes et qualités de leader dans l'éducation	Afrique orientale/australe Asie ALC	Kenya Ouganda Vietnam Argentine	En cours	De base et à des fins génériques de la part des Pays-Bas Études de cas achevées ; Diffusion : Forum politique 2011 ; ateliers à Nairobi 2012
Conflit et reconstruction	Afrique orientale/australe Afrique centrale/occidentale Asie Europe	Burundi Libéria Afghanistan Cambodge Bosnie-Herzégovine	Achevé	Extra-budgétaire Pays-Bas, CfbT, UNICEF Études de cas+guide Diffusion : publications, séminaires, AT
Recherche au bureau de Buenos Aires				
Équité en éducation et inégalités sociales	ALC	Argentine Colombie Chili Pérou	Achevée et nouveaux travaux possibles	Extra-budgétaire Fondation Ford Programme de recherche à long terme Études de cas Diffusion : 12 publications, forum international 2010
Amélioration de l'enseignement des sciences naturelles et des mathématiques	ALC	Argentine	Achevé	Extra-budgétaire BID+MdE Argentine Diffusion : Présentations BID+MdE
SITEAL	ALC	Liste - nombreux	En cours	Extra-budgétaire OEI + Fondation Ford Diffusion : Base de données en ligne, rapports annuels, profils de pays
Adolescents	ALC	Paraguay	Achevé	Extra-budgétaire MdE Paraguay Diffusion : publication
Enseignement postsecondaire technique	ALC	Brésil Colombie Mexique Pérou Chili Argentine Bolivie El Salvador Nicaragua	En cours	De base et Restrepo Barco (pour la Colombie) Études de cas Brésil, Colombie et Mexique rédigées (financements du MdE+de base) ; rapport final non rédigé Diffusion : publication

IV. Résultats et enseignements tirés

1. Introduction

Le chapitre II décrivait en détail la méthodologie appliquée, les pays et les thèmes de recherche couverts par les visites ou les études documentaires, mais aussi les entretiens complémentaires et l'enquête réalisés à l'échelle mondiale. Avec la revue du document, le présent chapitre offre, à partir de ces sources, une synthèse des résultats et des enseignements tirés de cette évaluation de la recherche de l'IIPE. Le chapitre débute par un examen des principaux résultats avec les six domaines d'interrogation d'après la théorie du changement implicite décrite dans le rapport de lancement (voir Annexe 6). Ils sont ventilés selon les trois niveaux de recherche suivants :

Niveau 1 : Ressources de l'IIPE

1. Le choix du thème de recherche et son application au pays/à la région
2. La conception de la recherche
3. La mise en œuvre de la recherche

Niveau 2 : Résultat de la recherche

4. Produit de la recherche et diffusion

Niveau 3 : Résultats de la recherche : Développement des capacités et influence sur la politique

5. Le fait avéré que les capacités des parties prenantes à entreprendre de la recherche ont été renforcées
6. Le fait avéré que les résultats de la recherche sont exploités à des fins d'analyse politique, de planification, de dialogue politique et de prise de décisions politiques réelle

Le tableau IV.1 fournit un bref aperçu de certains des résultats de la recherche issus des études de cas du Cambodge, du Kenya et du Vietnam et des entretiens conduits dans le cadre de la recherche concernant l'Amérique latine, et en particulier l'Argentine et le Chili. (En l'absence d'informations, aucune preuve ne s'est révélée au cours des études de pays.) La première colonne du tableau décrit le projet de recherche et son statut, qu'il soit achevé ou en cours dans les pays en question. Les informations complémentaires fournies dans les autres colonnes sont le fruit des entretiens et de la consultation documentaire, et des tentatives de saisir, quoique de manière trop brève pour assurer l'intensité de la preuve, les résultats de l'évaluation qui sont développés plus en avant dans ce chapitre. Les deux dernières colonnes du tableau doivent être interprétées avec beaucoup de retenue et comme un résumé des preuves recueillies pour répondre aux questions très spécifiques des TR. Par conséquent, il s'agit de ne pas considérer ces résultats d'évaluation comme définitifs, notamment concernant le laps de temps nécessaire au changement politique ou les processus de développement des capacités mentionnés précédemment. Ils apportent surtout un résumé de preuves révélées pendant l'évaluation du développement des capacités de recherche des parties prenantes et en particulier dans le cas des projets en cours. Les informations de la dernière colonne sur l'influence sur les politiques, sont seulement des données « à ce jour » et concernent tous les résultats directs, comme il a été mis en évidence dans l'évaluation. Gardant à l'esprit qu'aucun chercheur n'a été sélectionné dans un projet de recherche pour ses besoins de développement de capacités, les résultats ne devraient pas surprendre : leurs capacités de recherche étaient manifestes et n'avaient pas besoin d'être développées. Le chapitre suivant met en relief les problèmes qui sont

survenus au cours de l'évaluation et qui ont mené à la rédaction des enseignements tirés et des recommandations du Chapitre V.

Tableau IV.1 Bref aperçu de certains des résultats de recherche découlant des études de pays						
Projet de recherche (statut)	Choix du thème de recherche/pertinence	Conception de la recherche	Mise en œuvre/ Formation	Produits de la recherche/ Diffusion	Développement des capacités à entreprendre de la recherche* (DC)	Influence sur la politique à ce jour
<p>Réformes de la gestion de l'enseignement supérieur</p> <p>(en cours)</p>	<p>Conçu par le siège de l'IIPE et fondé sur les recherches passées/</p> <p>Kenya – très pertinent</p> <p>Vietnam – très pertinent</p> <p>Cambodge – bien que pertinent, pour les informateurs, l'objectif de la recherche aurait pu être plus approprié</p>	<p>Conçu par le siège de l'IIPE</p> <p>Kenya : accent mis sur les contrats de performance</p> <p>Vietnam : accent mis sur l'autonomie</p>	<p>Kenya : Atelier d'Addis Abeba 2010</p> <p>Cambodge+Vietnam : Atelier de Bangkok 2010</p>	<p>Kenya – Atelier de politique d'Accra 2012</p> <p>Vietnam+Cambodge –Atelier de politique de Jakarta 2011</p> <p>Aucune stratégie de diffusion au niveau national au-delà de la publication ; études de pays non publiées</p>	<p>DC limité – principalement par des ateliers initiaux au niveau régional et le soutien aux équipes locales lors du processus de collecte des données</p>	<p>Kenya : trop tôt mais optimisme : influence étant donnée l'importance des contrats de performance, qui est un point important du programme du gouvernement kenyan, dans lesquels il a beaucoup investi</p> <p>Vietnam – aucune influence manifeste à ce jour malgré un potentiel</p> <p>Cambodge – aucune influence manifeste à ce jour, forte influence improbable car l'étude était conçue et mise en œuvre indépendamment des autres initiatives</p>
<p>Fonctionnement des bureaux locaux d'éducation</p> <p>(achevé)</p>	<p>Paris – d'après les recherches passées/</p> <p>Kenya+Ouganda – très pertinent</p>	<p>Conçu par le siège</p> <p>Représente une décentralisation particulière</p>	<p>Kenya+Ouganda : Atelier d'Entebbe 2008</p>	<p>Séminaire de politique régional d'Entebbe 2010</p> <p>Aucune stratégie de diffusion au niveau national au-delà de la publication</p>	<p>DC limité-</p> <p>Principalement par des ateliers initiaux au niveau régional et le soutien aux équipes locales lors du processus de collecte des données</p>	<p>Aucune influence manifeste à ce jour, bien qu'une influence pourrait se produire à travers les directives pour une allocation de financement</p>
<p>Bourses scolaires</p> <p>(achevé)</p>	<p>Paris – d'après les recherches passées/</p> <p>Kenya+Ouganda – très pertinent</p>	<p>Conçu par le siège</p> <p>Sélection de bourses spécifiques</p>	<p>Kenya+Ouganda : Atelier d'Entebbe 2011</p>	<p>Séminaire de politique d'Addis Abeba 2012</p> <p>Aucune stratégie de diffusion au niveau national au-delà de la publication attendue 2013</p>	<p>DC limité-</p> <p>Principalement par des ateliers initiaux au niveau régional et le soutien aux équipes locales lors du processus de collecte des données</p>	<p>Kenya : recommandations de transfert ; proposition de passer d'allocations per capita à des bourses - inespéré</p> <p>Ouganda : aucune influence manifeste à ce jour. Projet insuffisamment intégré dans le programme du gouvernement</p>

Tableau IV.1 Bref aperçu de certains des résultats de recherche découlant des études de pays						
Projet de recherche (statut)	Choix du thème de recherche/ pertinence	Conception de la recherche	Mise en œuvre/ Formation	Produits de la recherche/ Diffusion	Développement des capacités à entreprendre de la recherche* (DC)	Influence sur la politique à ce jour
Développement des capacités (achevé)	Paris/ Argentine + Chili – très pertinent Vietnam – pertinent mais déconnecté	Conçu par Paris mais en ALC, adapté largement par les chercheurs, en particulier selon les conditions politiques (ALC)	Aucune, sauf ALC, utilisation d'un pack logiciel pour faciliter l'analyse qualitative des données	Pas de signe de stratégie de diffusion au niveau national pour aucun pays ; l'Argentine a préconisé de ne pas distribuer de rapport sans l'accord de l'UNESCO ; pas de signe d'implication de la part des parties prenantes	Le DC ne fait pas partie de la conception	La manière dont le gouvernement chilien ou argentin va s'appropriier les résultats pour ses propres besoins reste floue Vietnam : aucune influence manifeste
Mesures incitatives pro-pauvres (en cours)	Paris – d'après les recherches passées/ Cambodge/ pas très pertinent étant donné les recherches passées mais Arg+Chili très pertinent Vietnam – très pertinent, surtout contexte plus large d'Arg+Chili	Cambodge+Vietnam : par chercheur après contrat	Recherche passée couverte à l'atelier de Hanoi 2010 mais liens non établis	Trop tôt ; forum politique 2012 prévu au Brésil	Le DC ne fait pas partie de la conception	Trop tôt, les stratégies de diffusion/communication seront essentielles si une influence sur la politique doit se produire
Égalité des sexes et qualités de leader dans	Paris/ Vietnam – très pertinent Argentine – pas un « problème »	Vietnam : Chercheur avec TR de Paris ; discussions avec les leaders nationaux Argentine : chercheur	Vietnam : L'équipe s'est rencontrée, a conduit la recherche, a envoyé au coordinateur qui a rédigé ; rien depuis	Vietnam - rien malgré le forum politique 2011 Argentine – non publiée et	Le DC ne fait pas partie de la conception	Trop tôt, les stratégies de diffusion/communication seront essentielles si une influence sur la politique doit se produire Argentine : la façon dont le gouvernement va s'appropriier les résultats pour ses propres

Tableau IV.1 Bref aperçu de certains des résultats de recherche découlant des études de pays						
Projet de recherche (statut)	Choix du thème de recherche/pertinence	Conception de la recherche	Mise en œuvre/ Formation	Produits de la recherche/ Diffusion	Développement des capacités à entreprendre de la recherche* (DC)	Influence sur la politique à ce jour
l'éducation (en cours)	pour le gouv. malgré des préoccupations : inégalité des sexes et discrimination par les personnes concernées Kenya (coordonnées de contact enregistrées après une visite de pays au Kenya)	a fourni les TR	Argentine : discussions avec le chercheur au Vietnam	préconisation de ne pas distribuer de rapport sans l'accord de l'IIPE – Rapport du forum enregistré en anglais Atelier Kenya, juillet 2012		besoins reste floue
Équité en et éducation inégalités sociales (diversité culturelle) (achevé)	Directeur IIPE/BA avec Fondation Ford/ très pertinent	TR rédigés avec le coordinateur par les auteurs de l'étude de cas après les études passées ; accent mis d'abord sur les mécanismes spécifiques qui contribuent à changer les réactions inégalitaires des enseignants vis-à-vis des étudiants selon leur identité.	Auteurs rencontrés 1-2x/an ; formation en méthodes de recherche qualitative sur site	Nestor López (Coordinateur), <i>Escuela, Identidad y Discriminación</i> , Buenos Aires : IIPE, 2012. Nestor López (Coordinateur), <i>Equidad Educativa y Diversidad Cultural en América Latina</i> , Buenos Aires : IIPE, 2012. Certains ont organisé des colloques, débats publics, média ; moins organisé qu'avec les deux premières sessions	Le DC ne fait pas partie de la conception	Attention attirée par les décideurs : fournit un riche fond d'exemples fondés sur la recherche de la manière dont les éducateurs et les organisations éducatives répondent différemment aux étudiants d'identités différentes ; prévoit un socle pour élaborer un cadre conceptuel cohérent qui recommandera une série de politiques que les ministères de l'Éducation pourraient adopter étant donné les diverses identités des étudiants.

Tableau IV.1 Bref aperçu de certains des résultats de recherche découlant des études de pays						
Projet de recherche (statut)	Choix du thème de recherche/pertinence	Conception de la recherche	Mise en œuvre/ Formation	Produits de la recherche/ Diffusion	Développement des capacités à entreprendre de la recherche* (DC)	Influence sur la politique à ce jour
Amélioration de l'enseignement des sciences naturelles et des mathématiques (achevé)	Préoccupations de l'IIPE/BA et du min. argentin ; gouv. Paraguay et Uruguay/ très pertinent	Le personnel du ministère et contractuel de l'IIPE/BA ont conçu les outils	Pas de formation	Laura Fumagalli (Coordinatrice), Programa de la Mejora de la Enseñanza de las Ciencias Naturales y la Matemática: Evaluación, Buenos Aires: IIPE, 2010.	Le DC ne fait pas partie de la conception. Néanmoins, selon les informateurs, il est probable qu'une influence se produise sur le DC en raison de la qualité des activités et du fait que le niveau de professionnalisme amplifie les connaissances autour de l'éducation.	Changements observables dans les pratiques d'enseignement et impact sur le programme
Adolescents (achevé)	IIPE/BA et min. Paraguay – réponse à la demande très pertinent	Le personnel ministériel a participé à la conception et au travail de terrain	Pas de formation		Le DC ne fait pas partie de la conception	Les résultats de cette étude ont constitué la base pour la reconception du programme scolaire secondaire au Paraguay
Enseignement postsecondaire technique (en cours)	Paris/ très pertinent – intérêt depuis longtemps des gouv.	TR détaillés fournis par Paris ; adaptés aux pays par les chercheurs	Pas d'atelier ni de formation ; pas de discussions dans les pays	Conférence prévue octobre 2012	Le DC ne fait pas partie de la conception	Le projet a généré de l'intérêt (au Brésil) où les résultats ont été diffusés ; pas de signe à ce jour d'impact sur la prise de décisions politiques pour le développement des compétences et la formation, mais trop tôt

* Gardant à l'esprit que les chercheurs ont été sélectionnés grâce à leur capacité à entreprendre de la recherche et non en fonction de leurs besoins de développement des capacités, cette colonne illustre simplement que les TR de l'évaluation posaient la mauvaise question.

2. Principaux résultats par ressources, produits et incidences

Les résultats relatés dans ce chapitre se réfèrent essentiellement aux 10 projets de recherche traités par les visites de pays et les études documentaires : réformes de la gestion de l'enseignement supérieur, fonctionnement des bureaux locaux d'éducation (BLE), bourses scolaires, développement des capacités (DC), mesures incitatives pro-pauvres (MIPP), égalité des sexes, équité en éducation et inégalités sociales (diversité culturelle), amélioration de l'enseignement des sciences naturelles et des mathématiques, adolescents au Paraguay et enseignement postsecondaire technique. Le cas échéant, les résultats de l'enquête mondiale (voir l'Annexe 4) sont cités. Il est toutefois important de souligner que seul dans les cas de preuve à partir des 6 pays et des projets de recherche étudiés, il est possible de trianguler les résultats, selon le besoin.

Choix des thèmes et des pays de recherche

Les résultats de l'enquête mondiale mettent en évidence que **dans la plupart des cas, la recherche est jugée comme pertinente par rapport au contexte de chaque pays**. Les personnes interrogées ont avancé un certain nombre de raisons au fait que l'objet principal de la recherche de l'IIEP avait été jugé « très pertinent », comme le fait qu'une telle recherche :

- aborde les problèmes clés du système
- offre une perspective différente
- vise en particulier à combler un manque de connaissances dans les domaines critiques de l'éducation
- est fondée sur une compréhension solide des priorités des pays en matière d'éducation et de développement
- offre l'occasion de comparer un système éducatif à ceux du reste du monde
- porte une attention particulière à la « réalité du terrain » par rapport aux réalisations du programme EPT

Les études de pays et les études documentaires de l'évaluation ont aussi clairement établi qu'à l'exception de certaines recherches dirigées par le bureau de Buenos Aires, le choix des thèmes et des pays de recherche est fait par l'IIEP/Paris plutôt qu'au niveau national. Dans la plupart des cas, le premier contact avec le pays/ensemble de pays est pris lorsque le thème général de recherche est décidé. La grande pertinence des études jugée par les personnes ayant répondu à l'enquête met en relief le fait que, fort de ses années d'expérience, l'IIEP/Paris dispose d'une excellente compréhension des problèmes et des priorités de l'éducation dans les divers pays et régions.

Plusieurs fois, les thèmes de recherche ont pu être définis de façon plus précise à partir de travaux antérieurs dans des domaines associés. Ainsi, la décision de suivre, par exemple, des réformes de gouvernance dans l'enseignement supérieur a été prise d'après les travaux réalisés préalablement sur l'assurance qualité de l'enseignement supérieur et la certification, mais aussi d'après les recherches passées sur la gestion institutionnelle de l'enseignement supérieur et la restructuration institutionnelle. De même, les travaux sur l'enseignement supérieur en Afrique ont découlé de travaux effectués sur le même sujet en Asie. Aussi, le focus sur les BLE et les bourses scolaires tient son origine des travaux antérieurs sur la décentralisation plus généralement, et le focus sur le flux de financement des mesures incitatives pro-pauvres a émergé des travaux antérieurs sur la transparence et l'éthique dans le domaine de l'éducation.

Concernant la recherche dirigée par l'IPE/BA, les thèmes de l'enseignement postsecondaire technique ainsi que celui de l'égalité des sexes et du développement des capacités ont été décidés par le bureau de Paris. La première recherche sur la diversité culturelle a été proposée par le directeur de l'IPE/BA de l'époque. Cependant, comme les recherches lancées depuis longtemps à Paris, les recherches associées qui ont suivi ont découlé des travaux effectués antérieurement dans ce domaine. Par contre, les deux études concernant l'enseignement des sciences naturelles et des mathématiques et les adolescents au Paraguay ont découlé directement de l'intérêt exprimé par les membres des gouvernements paraguayen et argentin lors de leurs conversations avec le personnel de l'IPE/BA.

L'évaluation a révélé que la méthode utilisée par l'IPE/BA pour décider des thèmes de recherche diffère de celle de l'IPE/Paris en ce que les professionnels assistants se rencontrent régulièrement pour sélectionner des plans d'éducation nationaux afin d'identifier les points d'intérêt et les besoins de recherche des gouvernements, et les associer aux déclarations de mission et aux rapports annuels des bailleurs de fonds potentiels. (L'IPE/BA compte essentiellement sur des financements extra-budgétaires pour sa recherche, contrairement cependant à l'IPE/Paris.)

Dans presque tous les cas cités précédemment, le choix des pays couverts par la recherche s'est également fait à Paris, et le choix des régions déterminé de manière à couvrir une grande diversité de pays. Par exemple, le choix ciblé de l'Asie comme région de recherche pour les travaux effectués antérieurement sur la réforme de la gestion de l'enseignement a conduit à opter, dans le cas de l'Afrique, pour une région contrastée.

Le fait que les thèmes de recherche aient été choisis centralement (ou régionalement dans le cas de l'IPE/BA) ne signifie pas que les thèmes en eux-mêmes n'étaient pas pertinents, ni qu'ils n'auraient pas été choisis par les pays concernés pour la plupart d'entre eux s'il un processus délibéré de consultation et d'identification avait été mis en place à l'échelon national sur le thème de recherche. En effet, comme l'illustre l'Encadré 1 avec la citation d'une personne interrogée de la région ALC, la réputation et la légitimité de l'IPE lui sont utiles.

Encadré 1

Pertinence de la recherche : Légitimité des IPE

« Fort heureusement, la légitimité de l'IPE/BA est assurée aux yeux du gouvernement, mais le temps alloué [par les gouvernements] pour la prise de décisions n'est pas toujours suffisant pour prendre les résultats de recherche en compte. A cet égard, les gouvernements devraient adopter surtout une planification plus minutieuse afin de considérer les problèmes avec anticipation d'une part, et pour que la recherche se concentre sur les priorités éducatives du pays d'autre part. »

Nous le verrons plus tard, dans la plupart des cas, les ateliers initiaux des équipes nationales sélectionnées ont impliqué quelques ajustements de l'objet réel de la recherche (mais pas du thème), et à peu d'exceptions près, les personnes interrogées n'ont exprimé aucun doute quant à la pertinence des thèmes pour les pays concernés. Ceci s'est également appuyé sur les résultats du questionnaire mondial qui montre qu'**une majorité des personnes interrogées a indiqué que le programme de recherche était « très pertinent » (24 sur un total de 32 réponses à cette question)**. La plupart des personnes interrogées ont suggéré que la compréhension de l'IPE des systèmes éducatifs ainsi que sa grande expérience du développement des capacités et de la formation ont probablement contribué à leur choix de sujets pertinents et à leur acceptation par les pays concernés, bien qu'il n'ait pas été demandé aux parties prenantes dans les pays à quelle recherche la

priorité devait être accordée avant qu'il leur soit demandé de participer à la recherche en question.

La conception de la recherche

Globalement, les études de cas et l'enquête mettent en évidence que la majorité des projets de recherche sont bien conçus. Les projets de recherche sont cohérents, avec des pistes de questionnement claires et un lien logique et bien pensé entre l'objet de la recherche, les questions de recherche spécifiques et les techniques de collecte des données. Dans de nombreux cas, la conception de la recherche garantit une mise en œuvre expéditive des projets de recherche. L'implication des chercheurs locaux dans la préparation de la collecte des données et en tant que principaux enquêteurs dans la phase de collecte des données est considérée comme un aspect très positif, en particulier si on la compare à d'autres projets de recherche davantage pilotés de l'extérieur.

Cependant, dans la plupart des cas, la conception et la méthodologie de la recherche, comme le choix du thème, ont été conceptualisés à Paris, avec seulement une implication limitée des pays. Cela englobe le type de données à collecter (généralement qualitatives), l'approche de la collecte des données (comme la recherche par l'action) et l'ampleur de la recherche (soit le nombre d'institutions ou de personnes interrogées). L'approche classique consistait à planifier un atelier initial de lancement/formation auquel les équipes nationales étaient invitées. À ces ateliers, il était alors possible d'affiner le thème de recherche choisi. En ce qui concerne la recherche sur l'enseignement supérieur en Asie qui a été conduite à Bangkok en 2010, un focus sur l'autonomie institutionnelle a été convenu pour les cinq cas de la région. En ce qui concerne la recherche sur l'enseignement supérieur en Afrique qui a été conduite à Addis Abeba en 2010, le focus a été arrêté sur les contrats de performance, par exemple, (seulement pour l'étude du Kenya), illustrant l'adaptabilité de l'IPE aux contextes nationaux. Les outils de collecte des données étaient généralement conçus de manière générique avant d'être présentés aux équipes de recherche nationales lors de ces ateliers initiaux au cours desquels ils étaient expérimentés.

La plupart des personnes interrogées ont jugé ces ateliers initiaux très utiles pour définir et décider des points spécifiques de la recherche, mais aussi pour recueillir un certain soutien pour le processus de recherche et garantir que les principaux acteurs font preuve de compréhension et d'engagement. L'accent mis lors des ateliers sur l'affinement de la conception de la recherche, et en particulier sur l'expérimentation et la mise à l'épreuve des outils de collecte des données, s'est avéré particulièrement efficace. **La qualité et le professionnalisme du personnel du siège de l'IPE, ainsi que sa capacité d'écoute, apparaissent comme l'une des plus importantes contributions de cette phase.**

Dans le cas des recherches sur le développement des capacités, sur l'égalité des sexes et sur l'enseignement postsecondaire technique, les termes de référence ont été rédigés par l'IPE/Paris et les chercheurs les ont ensuite adaptés aux contextes spécifiques des pays.

La mise en œuvre de la recherche

Comme il a été évoqué précédemment, **l'implication des chercheurs locaux dans la mise en œuvre de la recherche, et le degré élevé d'autonomie et de responsabilité qui leur est accordé dans le cadre du processus de collecte des données se compare avantageusement aux autres projets de recherche** (financés/pilotés par d'autres organisations/donateurs) dans lesquels leur implication se limite souvent à des tâches moins intéressantes. La plupart du temps, les membres du personnel du siège de l'IPE gèrent parfaitement leur propre implication dans le processus de recherche, apportant la bonne proportion de soutien technique (qui est en général de très bonne qualité) tout en respectant toujours l'appropriation du pays de la mise en œuvre de la recherche.

La sélection des chercheurs ne semble pas suivre un processus strict. Dans la plupart des cas, elle a été le fruit d'un travail informel en réseau, de prises de contact préalables et d'un examen de l'expérience des personnes envisagées. La sélection n'a pas donné priorité aux chercheurs nécessitant un renforcement de leurs capacités, et dans certains cas, la notion d'équipes nationales à proprement dite était plutôt flottante, avec l'association titulaire des fonctionnaires du ministère de l'Éducation sur les équipes ainsi qu'une représentation différente par les membres des équipes aux différents ateliers/séminaires. Par exemple, dans certains cas, la représentation ministérielle au sein des équipes a été exigée principalement afin d'autoriser le travail de recherche, permettant ainsi l'organisation des entretiens et l'accès à d'autres sources d'information, y compris au sein des établissements d'enseignement supérieur. C'est ce qui s'est produit pour les recherches sur l'enseignement supérieur au Cambodge et au Vietnam, et pour les recherches sur la décentralisation et les bourses scolaires au Kenya et en Ouganda. L'équipe d'évaluation s'est vue expliquer dans ces pays que l'IIPE considérait nécessaire de garantir une certaine impartialité de la recherche en attribuant au MdE (le client final de la recherche) un rôle de superviseur plutôt qu'un rôle participatif. Dans le cas de l'Ouganda, cela aurait affecté le degré d'appropriation du département de planification du MdE, qui était le client final de la recherche mais qui a exprimé son regret de ne pas avoir été impliqué concrètement dans la recherche. Dans les deux cas de recherche sur l'enseignement supérieur en Asie, le personnel de différents ministères a participé aux ateliers individuels, de l'atelier initial de Bangkok aux ateliers ultérieurs de Hanoi et Jakarta. Et dans les deux cas, concrètement, la recherche a été conduite pratiquement par une seule personne et non par une équipe à proprement dite. Dans le cas de la recherche sur les BLE et les bourses scolaires en Ouganda, des problèmes de discontinuité de la représentation ministérielle ont également été rencontrés mais une formation pratique a été dispensée aux chercheurs réels impliqués.

L'IIPE, comme n'importe quel autre institut de recherche orienté vers la politique, doit faire face à des contextes difficiles dans l'identification des chercheurs, la constitution d'équipes de recherche capables de conduire la recherche mais aussi d'établir les liens entre les politiques, et l'implication des groupes appropriés de parties prenantes. La continuité de la représentation ministérielle n'est que l'un de ces défis. Dans la sélection des chercheurs, cependant, la décision paraît évidente d'opter pour des chercheurs ayant déjà des capacités plutôt que pour des chercheurs nécessitant un renforcement de leurs capacités. Par ailleurs, la création d'équipes nationales destinée à établir le lien entre la recherche et la politique a constitué un autre défi. Ces difficultés font ressortir une rupture entre les hypothèses à la base de la théorie du changement et les incidences du travail de l'IIPE à l'échelon national (qui, comme l'illustre le Tableau IV.1, ne met pas particulièrement l'accent sur le DC).

Deux à trois modèles de travail sembleraient avoir été appliqués dans les différents projets de recherche :

- Le premier consiste à réunir les équipes lors d'un atelier initial dans le but de discuter de la recherche, d'affiner la conception, de tester les outils, puis de mettre en œuvre la recherche. Ce modèle a été appliqué dans le cadre de la recherche sur l'enseignement supérieur en Asie ainsi qu'en Afrique, et de celle sur les BLE et les bourses scolaires.
- Le deuxième modèle consiste à attribuer un contrat de recherche individuel à un chercheur incluant des termes de référence spécifiques concernant l'exécution des recherches, en général, au travers d'études de cas. Ce modèle a été utilisé dans le cadre des recherches sur les mesures incitatives pro-pauvres au Cambodge et au Vietnam, sur l'égalité des sexes et les qualités de leader dans l'éducation en Argentine et au Vietnam, sur l'enseignement postsecondaire technique et le développement des capacités en Argentine et au Chili. Il est à noter, cependant, qu'au Vietnam, c'est un chercheur de l'IIPE accompagné d'autres membres de l'équipe UNESCO qui a conduit la recherche.

- Un troisième modèle, dans lequel la conception et la mise en œuvre étaient plus proches des besoins nationaux et plus réactives à la demande, a été utilisé dans le cadre des recherches sur l'équité et sur l'enseignement et les adolescents. Les termes de référence de la recherche sur l'équité ont été rédigés par les auteurs de l'étude de cas et par le coordinateur de la recherche. Pour les deux autres projets, ils ont été établis par le personnel du ministère et de l'IPE/BA. En outre, dans le cas de la recherche sur l'équité, les chercheurs rencontraient habituellement le coordinateur une à deux fois par an, et certains chercheurs ont organisé des colloques dans le but de présenter et d'analyser les résultats préliminaires, auxquels des directeurs d'établissements scolaires ont pu assister dans certains cas, et auxquels des enseignants et d'autres chercheurs ont participé dans la plupart des cas. Par ailleurs, l'un des membres de l'équipe, formé en méthodes de recherche qualitative, a rencontré les chercheurs de terrain pour leur dispenser une formation sur site.

Même si ces trois modèles n'ont eu aucun impact évident sur la mise en œuvre de la recherche à proprement dite, ils ont quand-même produit différents effets en termes d'influence sur la politique, comme nous le verrons plus tard.

Produit et diffusion de la recherche

En général, le produit final des projets de recherche de l'IPE est une publication de synthèse (qui rassemble dans certains cas les résultats de plusieurs études de pays) préparée à Paris et un forum politique organisé pour la région concernée. L'objet du forum politique est généralement d'analyser les résultats de la recherche, le partage d'expérience entre les ministères et les partenaires de la région, et l'identification, avec eux, de recommandations en matière de politique. La publication de synthèse résume/regroupe en général les résultats des études de pays ou internationales, et dans certains cas, elle comprend le bilan du forum politique.

Surtout, les produits de la recherche de l'IPE utilisent une approche efficace de la présentation des résultats de la recherche. Les rapports de recherche offrent une vision claire du processus de recherche et comprennent des recommandations utiles et pertinentes sur la manière dont le domaine de la recherche pourrait être davantage développé et dont les résultats de la recherche pourraient être exploités. **La qualité des produits de la recherche traduit la longue expérience et le travail de l'IPE dans ce domaine.** Il convient de noter que plus récemment, l'IPE a investi du temps et des efforts pour produire des notes destinées aux décideurs, ces derniers présentant à leur tour les résultats de façon plus succincte.

L'évaluation s'est beaucoup appuyée sur les ouvrages d'Ines Aguerrondo et ses collègues, mais aussi de Nestor Lopez et son équipe du bureau de Buenos Aires. Ils contiennent non seulement des informations uniques sur la recherche en matière d'éducation mais leur présentation est très efficace. De la même manière, l'ouvrage plus bref de Natalia Gherardi s'avère très utile et le résumé du forum sur l'égalité des sexes contenait des suggestions pratiques sur les politiques pour plus d'égalité. L'étude sur l'éducation et la fragilité au Cambodge a été chaleureusement accueillie par la communauté du développement, bien qu'elle n'ait pas inspiré le dialogue politique avec les grands groupes de parties prenantes (ni avec le gouvernement), et qu'elle soit inconnue de la plupart des ressortissants malgré son analyse incisive. La recherche sur les bourses scolaires, par contre, bénéficie d'un bon suivi grâce au partenariat avec l'UNICEF.

En revanche, l'efficacité du produit de la recherche se trouve affectée par l'absence de signe, dans presque tous les projets de recherche étudiés, d'une stratégie de diffusion à l'échelon national au-delà de la distribution des publications. De plus, dans un certain nombre de cas, le bilan était centré sur les résultats globaux de la recherche (issus de multiples pays) mais ne comprenait pas la publication des études de pays. Même si dans

certains cas, comme dans le cadre de la recherche sur les mesures incitatives pro-pauvres, cela sera attribué au fait que la recherche était en cours (et que les études de pays individuelles n'étaient pas achevées), le plus souvent, cela serait dû à l'attention particulière portée par la recherche coordonnée par Paris à l'étude de synthèse comparative et non aux études de cas nationales elles-mêmes. En effet, les forums politiques organisés marqueraient la fin de l'implication dans la recherche. Parfois, les chercheurs eux-mêmes n'ont pas été à même d'y assister, comme cela a été le cas des chercheurs sur l'égalité des sexes au Vietnam qui n'ont pas pu assister au forum politique de Paris en 2011. Dans certains cas, les chercheurs n'ont pas reçu l'instruction de distribuer leurs rapports de pays, à l'image des rapports sur le développement des capacités et l'égalité des sexes en Argentine, ou n'ont pas eu accès à la version finale des rapports de pays, comme cela a été le cas au Kenya et en Ouganda. Dans le cadre de la recherche sur les bourses scolaires au Kenya, les chercheurs et le personnel du MdE impliqués se sont montrés enthousiastes à l'idée d'inscrire l'analyse du rapport à l'ordre du jour d'une réunion avec un directeur d'établissement national. Par ailleurs, ils ont demandé à cette équipe d'évaluation de faire remonter à l'IIPE le fait qu'ils n'avaient pas reçu de retours sur leur proposition de stratégie de diffusion, laquelle avait été rédigée et soumise à l'IIPE bon nombre de mois au préalable.

Dans plusieurs cas, un manque de connaissance de la recherche conduite est apparu, non seulement de la part du personnel du ministère de l'Éducation impliqué d'une façon générale dans les domaines de l'étude, mais aussi de la part des personnes impliquées de façon spécifique dans le domaine de recherche concerné, et de celles qui avaient participé à l'un des ateliers de l'étude. La discontinuité de la représentation ministérielle et de la communication intraministérielle est souvent un défi sous-jacent et important à cet égard, en dépit des efforts de l'IIPE pour assurer la continuité. C'est un problème qui est survenu lors des recherches sur l'enseignement supérieur au Cambodge et au Vietnam. Si une communication efficace avait été mise en place à la suite des ateliers/forums, elle aurait certainement atteint au moins le niveau du secrétaire permanent. Et dans le cas de la recherche sur les mesures incitatives pro-pauvres, personne parmi les personnes interrogées, dans aucun pays, n'était au courant de cette recherche, ni celles au Vietnam qui avaient participé à l'atelier de Hanoi, y compris son principal coordinateur, ni celles au Cambodge impliquées dans le programme scolaire en cours de revue, ni les départements compétents du ministère. (Voir le paragraphe sur l'influence sur la politique ci-dessous pour en savoir plus.)

Lors de la dernière recherche sur la diversité culturelle en Amérique latine, certains chercheurs ont organisé eux-mêmes des colloques et des débats publics. La diffusion était encore mieux organisée et plus dynamique dans les études précédentes de cette série. Dans le cadre de ces dernières, des conférences avaient été organisées dans les divers pays en collaboration avec les universités et les ministères de l'Éducation afin de présenter les résultats et les ouvrages publiés et activement recommandés par l'IIPE/BA. Le rapport final de la recherche actuelle vient d'être publié sous forme de livre. Il ne tire aucune conclusion ni ne soumet aucune suggestion quant à la méthode à appliquer pour organiser l'éducation afin de répondre aux possibilités et aux besoins des groupes de cultures diverses. Le coordinateur du projet a plutôt demandé au bailleur de fonds, la Fondation Ford, si les fonds alloués pour une dernière conférence pourraient être utilisés pour financer l'élaboration d'une théorie complète et d'un ensemble de recommandations en matière de politique fondé sur les séries d'études. Comme indiqué dans l'Encadré 2, le chemin menant de la recherche à l'élaboration de politique est souvent indirect et même avec une présence et une action de plaidoyer s'inscrivant dans le long terme, il pourrait ne pas être évident pendant de nombreuses années. (Le paragraphe relatif à l'influence sur la politique revient plus précisément sur ce point.)

Encadré 2 De la recherche à la politique en Amérique latine : recherche sur la diversité culturelle

Le chemin menant de la recherche à la politique est souvent indirect. Dans un premier temps, les chercheurs en Amérique latine ont entrepris d'étudier les aspects de l'organisation de l'école qui compliquent l'apprentissage des étudiants issus de familles à faible revenu. Selon l'hypothèse, l'imposition (indirecte) par des écoles organisées de frais (transport, matériel, vêtements) que les familles pauvres ne pouvaient pas prendre en charge constituait une entrave à l'apprentissage de leurs enfants. Leur première étude a confirmé cette hypothèse mais a aussi mis au jour d'autres aspects des écoles représentant des causes plus importantes d'inégalité et de différences sociales. En tête de ces aspects arrivaient les différences culturelles (qui se reflètent notamment dans la langue parlée, le comportement, le respect de l'autorité, la ponctualité, l'habillement) qui ont joué en défaveur de certains enfants (indépendamment de la faculté de la famille à supporter les frais scolaires indirects). Les hauts et les bas des économies locales ont aussi affecté la faculté de certains enfants, mais pas tous, dans une région donnée, à réussir à l'école.

Après chaque étude, les résultats ont fait l'objet de discussions avec les enseignants, les administrateurs, les représentants ministériels et d'autres chercheurs. De chaque cycle de discussions est né un nouvel ensemble de points de vue sur les façons dont l'organisation des écoles affecte, différenciellement, la réussite des enfants. Sur une période de 10 ans, les chercheurs ont réalisé une série d'études, chacune se fondant sur les enseignements de la précédente. Chaque série d'études a permis d'élever les niveaux de sensibilisation sur les problématiques de la diversité et de l'égalité, et a ainsi contribué aux discussions de politique. Cependant, c'est seulement aujourd'hui que la compréhension de ces problématiques complexes est assez mûre pour envisager de formuler une approche globale de politique.

Dans le cas de la recherche sur l'enseignement postsecondaire technique en Colombie, des discussions ont eu lieu récemment entre le coordinateur et le gouvernement ainsi qu'avec la Banque mondiale, certains instituts de formation, certains chercheurs, et certaines ONG et associations d'étudiants.

Dans le cas de la recherche sur les bourses scolaires au Kenya, les chercheurs ont pris l'initiative de diffuser les résultats à leurs collègues universitaires et d'intégrer les enseignements tirés de la recherche de terrain dans leurs cours à l'université. Sur les projets kenyan et ougandais, les chercheurs ont eu un regret cependant, l'absence de retours sur les résultats de la recherche aux niveaux des entités locales des écoles impliquées dans la recherche, dans la mesure où ils auraient pu alimenter les réflexions et la pratique à ces niveaux.

Les résultats du questionnaire ont également révélé des préoccupations autour de la diffusion des résultats de la recherche. Par exemple, l'influence « modérée » de la recherche de l'IPE sur la politique a été attribuée aux limitations de la distribution/diffusion des études ainsi qu'à une interaction insuffisante avec les hauts décideurs. Comme l'a indiqué une personne interrogée :

« En Éthiopie, très peu de rapports ont été lus et aucun n'a été mis en circulation » (décideur politique),

et une autre :

« La recherche est bonne mais l'inefficacité apparente de la diffusion des résultats a ébranlé les efforts accomplis pour influencer les politiques » (décideur politique).

Une personne interrogée au Népal a indiqué :

« L'activité de recherche est bonne mais l'interaction avec les hauts décideurs politiques est trop faible pour que des changements politiques soient mis en œuvre sur la base des résultats de la recherche. »

Parmi les importants domaines de préoccupation soulevés, les chercheurs nationaux ont évoqué en particulier le long laps de temps entre le moment où le processus de recherche s'achève et celui où le rapport de recherche est produit par l'IPE. Cela affecte le potentiel

d'utilisation des résultats de la recherche, et signifie souvent que l'étude a été « mise aux oubliettes » et que d'autres priorités ont émergé entre temps. L'équipe d'évaluation n'a pas clairement compris pourquoi la finalisation des rapports de recherche (qui consiste essentiellement à éditer et publier/imprimer) est si longue.

Incidences de la recherche : développement des capacités et influence sur la politique

Il est important de mettre en contexte les résultats de cette évaluation en matière de développement des capacités et d'influence sur la politique, que l'équipe d'évaluation était chargée d'apprécier. Précisons tout d'abord qu'il est trop tôt pour juger des incidences et de l'impact des projets de recherche encore en cours. Sur les 10 projets traités par les études de pays et documentaires, 4 sont en cours et 6 sont achevés. Nous pourrions nous avancer sur la probabilité ou non d'incidences particulières d'après les données dont on dispose déjà, mais un jugement définitif est impossible. Même en ce qui concerne les 6 projets achevés, les incidences positives pourraient ne pas être directes et impliquer une longue attente d'ici à ce qu'elles soient concrètes. L'Encadré 2 ci-dessus illustre cette longueur dans le cadre de la recherche qui est menée depuis dix ans sur la diversité culturelle. Par ailleurs, les termes de référence sont absolument spécifiques au développement des capacités et à l'influence sur la politique, si bien que les jugements sur l'un ou l'autre doivent être compris comme des réponses aux questions suivantes issues des TR :

Dans quelle mesure la recherche actuelle a-t-elle réussi :

- à renforcer les capacités des parties prenantes à entreprendre de la recherche ?
- à enclencher un débat politique dans les pays participants et à renseigner les méthodes de planification ?
- à attirer l'attention des décideurs politiques ?
- à trouver sa voie parmi les priorités politiques et les documents politiques ?
- à influencer d'autres parties prenantes comme des ONG, des universitaires et des bailleurs de fonds ?

Résultats sur le développement des capacités

Les éléments de développement des capacités du processus de recherche (souvent sous forme d'ateliers ainsi que de travaux collaboratifs de terrain entre les chercheurs locaux et l'équipe de l'IIPE/Paris) sont généralement jugés être de bonne qualité. Ce jugement se fonde sur les preuves recueillies suite aux études de pays et documentaires ainsi que d'après l'enquête mondiale. À de nombreuses reprises, les participants ont souligné le fait que les ateliers offrent une occasion très appréciée et précieuse d'échanger les expériences entre pays. **Les participants à l'enquête mondiale ont massivement (84 %) jugé l'approche du développement des capacités de l'IIPE « bonne » ou « excellente ».** Ces appréciations positives s'expliquent notamment par les raisons suivantes :

- La nature pratique de la formation
- L'accent mis sur la recherche autour de « problèmes réels »
- Le recours à des experts locaux
- La mise en relation d'experts répartis partout dans le monde
- L'« ouverture, l'absence d'arrogance et le respect de la culture » dont l'IIPE fait preuve
- Le caractère inclusif de l'approche qui permet l'implication d'un nombre significatif de parties prenantes et d'acteurs d'influence

- Un intérêt particulier pour les solutions novatrices (en termes de partenariats, de financement et de conceptions)
- L'importance accordée tant aux techniques de recherche qu'au contenu de la recherche

Ce résultat est d'autant plus positif qu'il ressort bien de l'évaluation que le développement des capacités n'était le point central d'aucun des projets de recherche étudiés. Les participants ont reconnu la valeur des différents ateliers et forums politiques, et surtout des échanges d'informations entre pays. Pourtant, peu de personnes interrogées ont évoqué le développement des capacités comme une incidence particulière de leur implication. Cependant, il convient de reconnaître, en vertu de la TC explicite, que dans le cadre d'une recherche de l'IPE, toute évaluation des incidences sur le développement des capacités devrait s'intéresser aux trois branches de l'activité de l'IPE et pas uniquement au développement individuel des personnes impliquées dans les projets de recherche de l'IPE.

Pour le personnel technique et consultatif du MdE, un certain potentiel de développement des capacités existe autour de certains types de techniques de recherche. Par exemple, certains informateurs au Kenya ont cité la rédaction de monographies comme une technique innovante et efficace. En revanche, selon les chercheurs universitaires/MdE plus expérimentés, les ateliers n'auraient fourni aucune importante opportunité de développer les capacités, bien que jugés précieux dans l'affinement de la conception de la recherche.

Comme évoqué précédemment, les chercheurs n'ont pas été sélectionnés sur la base de leur besoin de développement des capacités. L'approche du bureau de Paris, qui a vu naître l'essentiel de la recherche, consistait plutôt à identifier les chercheurs capables d'entreprendre de la recherche à travers les ateliers initiaux visant à développer les outils de conception et de collecte. Les représentants ministériels, pour la plupart, n'ont pas été directement impliqués dans la recherche mais ont pris part aux discussions autour du lancement de la recherche, des projets de rapports et des forums politiques. Comme indiqué précédemment, en Ouganda, l'équipe d'évaluation a été notifiée du choix délibéré de l'IPE d'assurer une certaine impartialité dans la manière de conduire la recherche. Notons que les fonctionnaires du MdE n'ont pas totalement approuvé cette approche, alléguant que ces préoccupations pourraient être résolues par une conception solide de la recherche et une assurance de sa qualité, et qu'une plus grande implication du MdE dans la recherche pourrait engendrer d'importants bénéfices en termes d'appropriation et de responsabilité. Dans le cadre de la recherche sur le développement des capacités au Vietnam, conduite par une équipe de l'UNESCO, selon le ministère de l'Éducation et de la Technologie (MdET), l'étude aurait été plus objective sans sa participation, et par ailleurs, le personnel du MdET est trop occupé et n'a pas de temps à consacrer à de telles études.

Les résultats du questionnaire ont également révélé des défauts de l'approche sur le développement des capacités. Les problèmes notés dans la section libre du questionnaire à ce sujet concernent : la capacité financière limitée l'IPE et les restrictions que cela induit sur la portée de la recherche, la durée et le type de développement des capacités ; la nature hautement centralisée des études régionales et l'impact que cela produit sur le degré d'implication au niveau national ; et un certain nombre de questions autour de la participation et du suivi du développement des capacités qui trouvent un écho dans les conclusions des études de pays et documentaires. Selon les termes des personnes interrogées :

- L'implication nationale est souvent limitée et les études sur le renforcement des capacités sont de courte durée. « L'IPE finance de petites études de cas qui ne requièrent pas un grand apport de travail (peut-être parce que les fonds de donateurs sont maigres ou qu'ils sont répartis avec parcimonie sur toute la planète), leur impact sur le développement des capacités, surtout chez les jeunes chercheurs, est très limité » (chercheur majeur). Quelques personnes ont aussi évoqué

l'insuffisance de fonds alloués aux activités de développement des capacités une fois la recherche achevée.

- Les études régionales présentent la faiblesse majeure de traiter tous les pays de la même manière : « *Dans les études régionales, c'est comme si quelqu'un avait déjà un programme et que les pays tentaient juste de s'adapter à ce programme. Les rapports sont rédigés selon la volonté des organisateurs mais pas nécessairement des gouvernements. Les études régionales sont hautement centralisées par l'IPE et il ne reste pas grand chose à faire pour les pays après la phase de collecte des données* »
- « *Je parle du point de vue des pays en développement... dans ces pays, la capacité de recherche est généralement faible. La durée de la recherche et l'approche adoptée affecteront sensiblement le développement des capacités dans le pays en question. Je pense que d'autres améliorations peuvent être faites sur ces aspects, comme une extension de la durée et une participation locale accrue à la collecte et à l'analyse des données.* »

Il convient de noter, cependant, que seul un petit nombre de participants au questionnaire a jugé le développement des capacités « raisonnable » ou « médiocre ». Les principales raisons attribuées aux quelques appréciations négatives semblaient être liées à une mauvaise coordination de la part de l'IPE (recherche sur l'égalité des sexes), au court délai accordé pour assurer le développement des capacités et conduire la recherche, à la qualité médiocre du processus même de recherche/développement des capacités, à l'inefficacité de la diffusion ultérieure (recherche sur l'égalité des sexes), ainsi qu'au manque d'implication des bureaux locaux de l'UNESCO.

Résultats sur l'influence stratégique

L'influence sur la politique est rarement directement et uniquement attribuable à la recherche. En fait, comme le souligne un récent document de l'ODI (institut de développement d'outremer) préparé par Harry Jones (2011), qui cite les recherches de Jones and Villar (2008), et Keck and Sikkink (1998), l'impact politique devrait être vu comme ayant différentes dimensions possibles, y compris celle :

1. de définir des cadres pour les débats et d'inscrire les problèmes à l'agenda politique : comme l'indique l'article, il s'agit principalement de « changer les comportements, attirer l'attention sur de nouvelles problématiques et influencer sur la sensibilisation, les attitudes ou les perceptions des parties prenantes décisives » (Jones, 2011, p.2).
2. d'engendrer des changements en termes « d'engagements discursifs de la part des états et d'autres acteurs politiques » : cela se traduira principalement au niveau « du langage et de la rhétorique », ce qui pourrait se reporter sur des approches, des groupes cibles ou des engagements/déclarations/objectifs régionaux et internationaux spécifiques.
3. d'assurer le changement au niveau national, régional ou international en termes de « processus par lequel les décisions politiques sont prises, telles que l'ouverture de nouveaux espaces pour le dialogue politique » (Jones, 2011, p.2).
4. d'entraîner des changements au contenu de la politique : comme l'indiquent les auteurs, cela ne représente pas l'étendue totale du changement politique mais devrait être vu comme un élément important.
5. d'influencer un changement de comportement chez les acteurs clés : ceci est essentiel pour que la mise en œuvre soit effective et durable.

Jones (2011) souligne également que les politiques peuvent être influencées par des activités très diverses et qu'il est nécessaire de distinguer les « approches qui empruntent le couloir intérieur, qui induisent une étroite collaboration avec les décideurs, des approches empruntant le couloir extérieur, qui cherchent à engendrer des changements par la

contrainte et la confrontation ... (mais aussi) ... de marquer la distinction entre les approches fondées sur les faits et la recherche et les approches qui impliquent, principalement, des valeurs et des intérêts » (Jones, 2011, p. 2).

Il ressort de l'analyse que le lien entre l'influence sur la politique et la recherche est peu probablement direct et qu'il est irréaliste d'attendre que la recherche en elle-même engendre des changements politiques. On devrait se réjouir chaque fois qu'une évaluation permet de déterminer que la recherche a entraîné des changements.

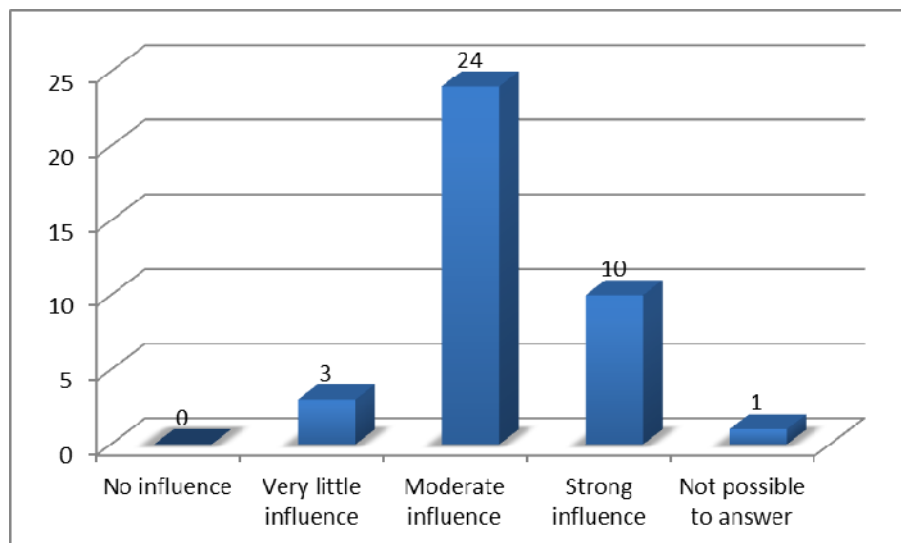
Deux autres points méritent d'être mis en lumière avant de procéder à l'analyse de l'influence sur la politique. Tout d'abord, l'influence sur la politique (comme le reflètent particulièrement les points 4 et 5 ci-dessus) pourrait être longue à venir, si bien que les tentatives actuelles d'influencer les politiques pourraient n'avoir d'effets visibles que dans un certain nombre d'années (comme évoqué précédemment, les travaux de l'IPE dans la région ALC semblent en témoigner). Ensuite, l'influence sur la politique doit être vue comme un vaste programme de changements à appliquer tout au long d'un continuum de changement.

Les résultats de l'enquête relative à l'influence sur la politique

Les participants à l'enquête ont dû apprécier l'activité de l'IPE en matière d'influence sur la politique en répondant à la question suivante : « Comment évaluez-vous la contribution de l'IPE à l'influence sur la politique ? »

Comme le montre l'illustration ci-dessous, sur dix participants à l'enquête mondiale, neuf (92 %) ont jugé l'influence de l'IPE sur la politique « modérée » ou « forte ». Il convient de noter dans ce contexte que la question n'induisait pas la distinction entre les différents degrés/types d'influence (voir l'analyse ci-dessus), et que cela explique probablement l'écart entre cette appréciation largement positive des personnes interrogées et les conclusions plutôt plus nuancées des études de pays (présentées et analysées ci-dessous).

Illustration 2 – Évaluation par les participants de l'impact politique de l'IIPE (nombre de réponses)



Aucune influence	Faible influence	Influence modérée	Forte influence	Impossible à définir
0	3	24	10	1

Les participants à l'enquête mondiale ayant jugé « forte » l'influence sur la politique de l'IIPE ont avancé les facteurs suivants :

- La légitimité de l'IIPE aux yeux des gouvernements lui permet de plaider en faveur de réformes politiques (expert technique issu d'une autre institution)
- La combinaison recherche/développement des capacités/forte volonté d'inclure les décideurs politiques et les représentants nationaux est puissante (chercheur)
- Les personnes impliquées dans la recherche ont également participé aux grands forums politiques. Par exemple, au Kenya, les chercheurs font partie de l'équipe technique chargée de la réforme de l'éducation. Comme l'indique le participant de ce pays « *Cela m'a donné l'occasion d'intégrer quelques bonnes leçons dérivées du rapport de recherche* » (décideur politique).
- L'IIPE a réussi à créer et à s'engager dans une relation durable avec de hauts fonctionnaires du MdE et des partenaires de développement (donateur ; conseiller issu d'une autre institution)
- L'IIPE s'est déjà engagé pendant de longues périodes à travers des projets à long terme comme le SACMEQ (chercheur/politique)

Les personnes ayant jugé « modérée » l'influence sur la politique de la recherche de l'IIPE ont pointé les facteurs suivants :

- La distribution/diffusion limitée des études
- Cette politique n'est pas forcément fondée sur les faits et comprend d'autres facteurs comme la politique, le contexte, les mécanismes de prise de décisions politiques, et le fait qu'une seule étude est souvent insuffisante pour produire une forte influence
- Le manque d'interaction avec les hauts décideurs (l'IIPE cible le personnel technique)
- La portée limitée de la recherche et/ou le manque de représentation de l'échantillon, qui a une incidence sur la mesure dans laquelle les résultats sont pris au sérieux.

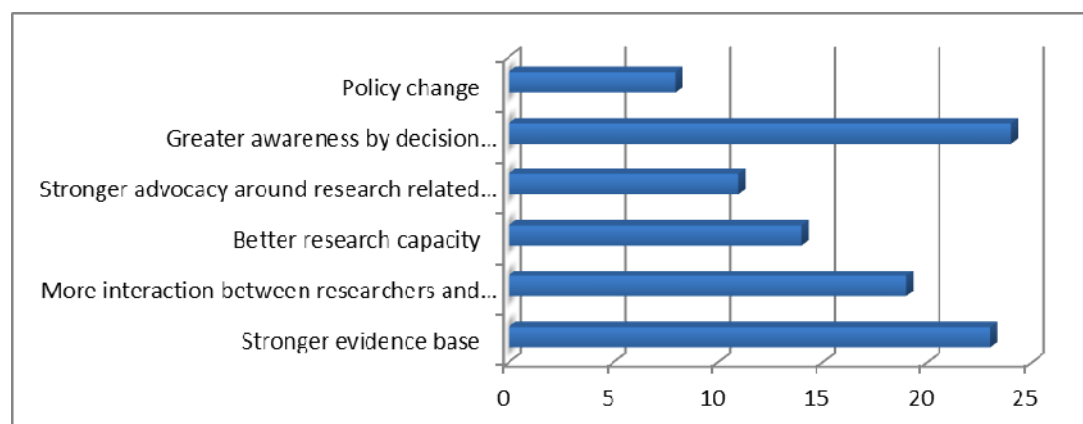
Les trois personnes ayant jugé « faible » l'influence sur la politique de l'IIPE ont évoqué les raisons suivantes :

- Une seule étude ou intervention ne peut pas produire de changement
- L'IIPE dispose de peu de capacités de ciblage et de suivi
- L'IIPE n'est pas présent localement et l'influence sur les politiques exige un engagement soutenu au niveau national
- La qualité de la recherche n'est pas suffisamment représentative (seulement dans un district, une université, etc.)
- Les résultats de la recherche sont présentés dans de brefs articles qui, au final, n'ont aucun effet concret sur les réflexions ou les compréhensions

Les résultats de l'enquête mondiale sont expliqués plus précisément par la réponse à la question de suivi « Quels changements les interventions de l'IIPE ont-ils apporté ? » (question fermée à choix multiples). Les résultats présentés ci-dessous montrent qu'un certain nombre de ces changements se rapportent en fait aux diverses dimensions de l'influence sur la politique mises en avant par Jones (2011) comme des contributions à l'influence sur la politique, en particulier en ce qui concerne la « Meilleure prise de conscience de la part des décideurs » et le « plaidoyer autour des sujets liés à la recherche ».

Illustration 3 -

Évaluation par les participants de l'impact de l'action de l'IIPE (nombre de personnes interrogées par catégorie de réponses)



Changements politiques	Meilleure prise de conscience de la part des décideurs ...	Plaidoyer renforcé autour des sujets liés à la recherche	Amélioration des capacités de recherche	Plus d'interaction entre les chercheurs et...	Données plus solides
------------------------	--	--	---	---	----------------------

Comme le montre l'illustration 3, huit participants au questionnaire ont indiqué avoir observé un changement politique direct. Une analyse plus approfondie de ces données a révélé que cinq de ces participants provenaient d'Amérique latine (une région qui a fait l'objet d'une approche de recherche différente, identifiée précédemment comme le troisième modèle, qui veut une conception et une mise en œuvre plus proches des besoins nationaux et plus réactives à la demande, et qui repose essentiellement sur des financements extra-budgétaires).

Les participants à l'enquête ont exprimé un certain nombre de suggestions sur la manière éventuelle de renforcer l'influence sur la politique. Ces suggestions cherchent à apporter

des solutions à certains des problèmes identifiés par les participants dans des sections précédentes de l'enquête :

- Un engagement stratégique avec des partenaires décisifs qui peuvent garantir l'exploitation de la recherche. Ces partenaires pourraient être des fonctionnaires d'autres ministères (comme le ministère des Finances) et d'autres sphères du gouvernement (comités parlementaires), mais aussi des hauts fonctionnaires du secteur de l'éducation.
- Une diffusion plus rapide, c'est-à-dire un délai plus court entre les résultats de l'étude et leur publication
- Une diffusion plus stratégique qui comprend des formats personnalisés selon les différents publics, des formes de communication plus innovantes/différentes, la mise à profit des réunions/séminaires locaux (revues des donateurs), et un engagement à long terme dépassant le cadre du processus de recherche lui-même à travers une recherche de suivi, une formation plus complète, des publications complémentaires, une implication dans les forums politiques et une collaboration avec un partenaire local (comme l'UNICEF ou une autre organisation disposant de capacités reconnues sur le terrain), etc.

Les résultats issus des études de pays et documentaires concernant l'influence sur la politique

En ce qui concerne les projets en cours, il serait injuste de juger définitivement l'influence sur la politique étant donné le délai existant entre la recherche et la politique, même lorsque des liens directs sont établis. Néanmoins, il est possible d'indiquer si, dans le contexte général, une influence sur la politique est probable ou non, au vu des activités et des produits de la recherche observés à ce jour et à la lumière des activités qui sont encore prévues.

Les paragraphes suivants résument les résultats et les conclusions clés d'une sélection de projets et de pays de recherche. Elles figurent également au Tableau IV.1. Le présent chapitre et le tableau précité recherchent les signes évidents d'une influence sur la politique, du point de vue de la définition restreinte des TR de l'évaluation (voir la page 2 et l'Annexe 5) mais aussi du point de vue plus large proposé par Jones (2011), analysé précédemment et mettant en avant certaines des étapes les plus intermédiaires vers une influence sur la politique, comme les changements de comportement.

Réformes de la gestion de l'enseignement supérieur

Kenya

Au Kenya, l'objet de la recherche sur la réforme de la gestion de l'enseignement supérieur était l'évaluation de l'impact des contrats de performance au niveau universitaire. Les représentants universitaires et le MdE ont démontré un intérêt et un engagement profonds pour ce sujet. Cet intérêt existait déjà en partie avant la recherche de l'IPE. En effet, le gouvernement kenyan avait déjà à gérer un programme de promotion des contrats de performance bien chargé. L'influence sur la politique pourrait être limitée à une certaine mesure en raison du fait que cette recherche ne s'est intéressée qu'à une seule université. D'autre part, le programme chargé du gouvernement et le fait qu'aucune institution gouvernementale n'avait fait l'objet d'une recherche de ce type auparavant laissent présager une influence sur la politique à moyen terme, sous réserve d'élaborer une stratégie de diffusion et de communication bien conçue ciblant des événements et des occasions clés.

Cambodge

Au Cambodge, l'objet de la recherche sur la réforme de la gestion de l'enseignement supérieur était l'autonomie institutionnelle et la responsabilité, un thème décidé lors de l'atelier initial de Bangkok en 2010. Plusieurs personnes interrogées dans ce pays considéraient pourtant ce thème inapproprié, sachant qu'un ancien ministre de l'Éducation détient l'une des universités et que le personnel continue d'être nommé sur des critères politiques (droit de présentation). En outre, le fait que le vice-premier ministre préside le comité d'accréditation compromet l'autonomie et l'indépendance de cet organe, et implique qu'il n'ait pas de compte à rendre au gouvernement, bien que géré par celui-ci. Malgré l'intérêt et la connaissance de la recherche par le MdE, qui faisait donc partie de l'équipe nationale, rien n'a permis d'affirmer que la recherche a produit une influence sur la politique, directement ou indirectement. Au Cambodge, les personnes interrogées ont évoqué en particulier le manque de lien entre les résultats de la recherche, en général, et la prise de décisions politiques, rendant l'objectif de l'influence sur la politique beaucoup plus difficile à atteindre. Enfin, la recherche de l'IIPE sur l'enseignement supérieur au Cambodge n'a pas été bien intégrée dans d'autres efforts de recherche menés par la communauté des donateurs, réduisant ainsi son impact potentiel et marquant la discontinuité de la représentation ministérielle aux ateliers et le manque de contact depuis le forum politique de Jakarta.

Vietnam

Contrairement au cas du Cambodge, au Vietnam, le thème de l'autonomie institutionnelle et la responsabilité a été jugé extrêmement pertinent et a appelé l'implication des chercheurs de l'Organisation des ministres de l'éducation du Sud-Est asiatique (SEAMEO). Le MdE avait connaissance de la recherche malgré le fait qu'aucune documentation n'avait été ni diffusée à la suite de l'atelier initial 2010, ni présentée au forum politique de Jakarta en 2011. À ce jour, rien ne permet d'affirmer que la recherche a produit une influence sur la politique mais cela ne signifie pas pour autant que les résultats de la recherche ne pourraient pas être exploités à l'avenir au Vietnam étant donnée leur pertinence, ou dans le cadre d'une prochaine formation ou assistance technique.

Fonctionnement des bureaux locaux d'éducation - Kenya et Ouganda

Très peu d'éléments permettent d'affirmer que cette étude a produit une influence sur la politique, que ce soit au Kenya ou en Ouganda. En Ouganda, l'étude s'est terminée en 2009 et a généralement été jugée pertinente mais le MdE ougandais doit encore organiser une action de diffusion (lors d'une réunion conjointe avec l'équipe d'évaluation, le MdE et l'UNICEF, cette dernière ayant indiqué qu'elle pourrait débloquer des fonds à cet effet cette année). Au Kenya, l'étude n'a pas été diffusée à l'échelon national.

Bourses scolaires

Kenya

L'expérience de la recherche sur les bourses scolaires au Kenya est analysée à l'Encadré 3. Dans le cas du Kenya, les représentants ministériels qui avaient été désignés pour participer aux ateliers de l'IIPE et pour superviser la recherche sur les bourses scolaires, ont tous deux été nommés pour intégrer l'équipe chargée de la réforme technique du ministère et donc, leur connaissance des résultats de la recherche pourrait être mise à profit. L'exemple du Kenya est intéressant en ce qu'il met en lumière les changements qui sont manifestes dans au moins trois des cinq dimensions citées par Jones (2011).

1. Les questions de financement de l'éducation ont, de façon avérée, été inscrites à l'agenda politique du MdE de façon interne (elles ont été intégrées dans la loi sur l'éducation de base du ministère de l'Éducation) et de façon externe, par exemple dans les débats parlementaires. Cela est de bon augure pour « changer les comportements, attirer l'attention sur de nouvelles problématiques et influencer sur la

sensibilisation, les attitudes ou les perceptions des parties prenantes décisives », Jones (2011).

2. Un changement en termes « d'engagements discursifs » a, de façon avérée, été adopté par les acteurs politiques par l'inclusion, dans la documentation interne et externe, d'un langage adapté à ces approches spécifiques
3. Preuve est également faite d'une contribution au changement dans la politique éducative. Cela est limité à la documentation interne du MdE (manuel d'administration et de gestion du matériel pédagogique des écoles primaires) mais reste un bon indicateur de la prise en compte ou non des résultats et des recommandations issues de l'étude.

Cependant, comme l'indique l'encadré, l'influence sur la politique a été en grande partie le fruit du hasard plutôt que d'une conception efficace (les bonnes personnes au bon endroit au bon moment). Dans d'autres contextes, de telles occasions sont rares, et il pourrait être nécessaire d'intégrer à l'approche de la recherche des stratégies plus réfléchies d'exploration des occasions et de recherche d'influence pour plus d'influence sur la politique. En fait, en dépit de ces indications positives sur l'influence, le MdE a regretté de n'avoir pas pu bénéficier d'une collaboration plus étroite avec l'IIPE dans la phase de diffusion de la recherche (l'IIPE n'avait collaboré que jusqu'au séminaire de diffusion régional). Par ailleurs, les chercheurs de l'université de Kenyatta qui avaient soumis une stratégie très précise de diffusion à l'IIPE à la suite de l'atelier de validation/diffusion d'avril 2012 n'ont jamais reçu de réponse ou de retours à leur proposition. En fait, les personnes interrogées ont cité un certain nombre d'événements spécifiques et très pertinents comme autant d'occasions potentielles de diffuser les résultats de la recherche sur les bourses scolaires au Kenya. Ces événements comprenaient une réunion nationale de l'association kenyane des directeurs d'établissement du primaire dont la tenue était prévue deux semaines après la visite d'évaluation (fin juillet 2012) et à laquelle plus de 20 000 directeurs d'établissement ont participé. C'est un manque de financement et l'absence d'une version finale du rapport qui a expliqué que l'on n'ait pas profité de cette occasion.

Encadré 3 Kenya : Une influence sur la politique due à la conception ... ou à la chance ...

Au Kenya, la recherche sur l'amélioration du financement de l'éducation a produit un impact sur un certain nombre de domaines d'influence sur la politique :

- Les recommandations issues de l'étude liée au transfert ont été intégrées dans la loi sur l'éducation de base du ministère de l'Éducation et dans le document de session.
- Une proposition de budget pour l'exercice 2010/2011 a été présentée au parlement kenyan en vue d'une transition vers un financement ciblé des bourses scolaires. Bien qu'infructueuse, cette proposition a été une belle tentative d'influencer la politique.
- Une proposition de transition vers des bourses basées sur les besoins des établissements scolaires (et pas seulement une allocation par élève) a été incluse dans le projet de document de session du MdE. La proposition suggérait aussi de réformer la gestion des RH dans le but d'encourager une plus grande mobilité au sein du système éducatif. Cette proposition est en attente d'une décision.
- Le manuel d'administration et de gestion du matériel pédagogique des écoles primaires, un ouvrage utilisé dans toutes les écoles au Kenya, a été actualisé afin d'inclure les enseignements tirés de l'étude sur l'amélioration du financement de l'éducation. La politique nationale sur la publication, l'achat et la fourniture de matériel pédagogique sera révisée dans le même sens dans un futur proche.

Dans ce cas, l'influence sur la politique a surtout découlé du fait que les fonctionnaires du MdE ayant participé aux ateliers de l'IIPE ont été nommés pour intégrer l'équipe chargée de la réforme technique du MdE, laquelle a récemment joué un rôle décisif en proposant des réformes dans divers domaines. Cependant, la nomination de ces fonctionnaires au sein de l'équipe chargée de la réforme technique a été un événement hasardeux, comme l'a indiqué l'une des personnes interrogées « Ce fut une heureuse coïncidence, nous n'aurions pas eu beaucoup d'influence sans cela ».

Ouganda

Dans le cadre du même projet de recherche, l'expérience kenyane ci-dessus s'oppose à l'expérience ougandaise. En Ouganda, aucun élément n'a permis d'affirmer l'occurrence d'une influence sur la politique, dans aucune des cinq dimensions mises en avant par Jones. Le MdE n'était pas certain du stade atteint par le projet. Des problèmes de continuité de ses fonctionnaires ont été rencontrés et le ministère a montré peu d'appropriation de la recherche (qui avait été confiée à une équipe de recherche externe de l'université de Makerere). Aucune stratégie ni aucun engagement clair en vue d'un processus de diffusion n'a émané de l'IIPE.

Développement des capacités

Vietnam

À la suite du projet de rapport sur le développement des capacités rédigé par l'équipe UNESCO/IIPE, le MdE a soumis des commentaires mais le rapport n'a été ni publié ni mis en circulation.

Argentine et Chili

Les analyses, aussi longues qu'un livre, de la réforme de l'éducation dans ces deux pays ont été soumises à l'IIPE mais n'ont été ni présentées ni analysées au niveau national. D'autre part, les auteurs, qui au cours des années précédentes ont occupé des postes politiques au sein de leur ministère de l'Éducation, restent actifs et en contact avec les fonctionnaires de l'état.

Mesures incitatives pro-pauvres

Cambodge

La recherche sur les mesures incitatives pro-pauvres au Cambodge a inclus l'une des six études de pays entreprises afin de comparer le transfert de fonds en termes de transparence et d'anti-corruption. En raison du travail approfondi déjà accompli pour l'évaluation du programme particulier du Cambodge⁸, les enseignements tirés et leur application en vue de faire adopter par le gouvernement ce qui avait été un projet pilote soutenu par des donateurs, l'influence de la recherche de l'IIPE sur la politique n'était ni manifeste ni probable : au Cambodge, cela s'est révélé superflu. Aucune personne interrogée n'avait connaissance de la recherche, celle-ci ayant été conduite séparément par une ancienne AT. Étant donnée la nécessité d'une action anti-corruption au Cambodge, il

⁸ Filmer, Deon and Schady, Norbert, Are There Diminishing Returns to Transfer Size in Conditional Cash Transfers? (1er juillet 2009). Rapport de recherches sur les politiques de la Banque mondiale 4999. Accessible à l'adresse SSRN : <http://ssrn.com/abstract=1437951>; Schady, Norbert and Filmer, Deon, Getting Girls into School: Evidence from a Scholarship Program in Cambodia (1er mai 2006). Rapport de recherches sur les politiques de la Banque mondiale 3910. Accessible à l'adresse suivante :

<http://elibrary.worldbank.org/content/workingpaper/10.1596/1813-9450-3910>.

semblerait qu'il y ait eu une occasion manquée d'établir le lien entre cette étude (au vu de son focus sur l'action anti-corruption) et les parties prenantes compétentes. Notons qu'il est possible que de tels liens puissent encore être établis puisque le projet est en cours, et qu'ils soient inscrits à l'ordre du jour d'une conférence internationale sur la transparence au Brésil, plus tard en 2012. Il ne fait aucun doute que les travaux seront associés à la formation de l'IPE, à l'image des travaux antérieurs sur l'éthique et la transparence.

Vietnam

Au Vietnam, la recherche a été précédée par la participation de l'IPE à un atelier anti-corruption à Hanoi en 2010, au cours duquel une grande partie des recherches antérieures de l'IPE sur l'éthique et la transparence a été présentée. Avant d'interroger les parties prenantes à Hanoi, l'équipe d'évaluation pensait que de nouveaux partenariats étaient en cours de mise en place, surtout avec des partenaires capables de jouer un rôle important de plaidoyer comme le groupe de partenaires de développement anti-corruption U4⁹, l'Oxfam, Transparence Internationale, Action Aid, etc. Pourtant, malgré leur participation à l'atelier 2010, aucun des partenaires compétents interrogés, qui connaissaient le travail de l'IPE grâce à ses présentations, n'avait connaissance de la recherche sur les mesures incitatives pro-pauvres. Comme pour l'étude au Cambodge, un consultant indépendant a été engagé pour accomplir le travail, sous la suggestion du coordinateur de l'atelier initial. Il s'agit d'un projet en cours dont les études de cas demeurent au statut de projet. Donc, même si à ce jour, aucune influence sur la politique n'est manifeste, un dialogue sur le thème de l'action anti-corruption s'est instauré dans la communauté gouvernement-développement, ce qui pourrait être exploité ultérieurement. Néanmoins, l'IPE s'est déconnecté de son rôle vis-à-vis de ces groupes dans la planification de la recherche ciblée sur le Vietnam et son exploitation à l'échelon national.¹⁰

Égalité des sexes

Vietnam

Sachant que cette recherche était en cours et qu'il aurait été possible d'établir plus de liens, surtout avec le chercheur national principal qui s'avérait aussi représenter le point de contact pour l'égalité des sexes du MdE, une fois la recherche terminée, aucun autre contact n'a été pris. Le chercheur principal vietnamien n'a pas été invité à participer au forum politique de Paris en 2011. La recherche n'a pas non plus été diffusée au Vietnam.

Argentine

Le rapport de la recherche sur l'égalité des sexes au sein du ministère de l'Éducation argentin est disponible en anglais. Il n'a pas été traduit en espagnol ni distribué en Argentine mais a été présenté en anglais lors d'une conférence internationale qui s'est tenue à Paris.

Diversité culturelle

L'étude récemment achevée a été publiée et est disponible en ligne sur le site Internet de l'IPE/BA. Les résultats préliminaires ont donné lieu à une étude sur les adolescents au Paraguay (voir ci-dessous). Le rapport fait le résumé des résultats pour chaque pays individuellement mais n'inclut pas de chapitre sur les recommandations en matière de politique. Les résultats n'ont pas été présentés lors des conférences nationales.

⁹ Les agences de développement partenaires de l'U4 comprennent les agences belge, canadienne, finlandaise, allemande, norvégienne, suédoise et britannique.

¹⁰ Au cours des entretiens ultérieurs, il s'est avéré que le bureau local de l'UNESCO s'était volontairement écarté de cet atelier 2010, s'opposant à l'implication que l'IPE avait annoncée dans ce domaine politiquement si sensible à l'occasion du 1000^e anniversaire de la cité de Hanoi.

Adolescents – Paraguay

Les résultats de cette étude ont constitué la base pour la reconception du programme scolaire secondaire au Paraguay.

Amélioration de l'enseignement des sciences naturelles et des mathématiques - Argentine

Le personnel du ministère de l'Éducation relate que suite à cette étude, des changements ont été mis en œuvre à l'échelon national dans la pédagogie et les programmes scolaires.

Enseignement postsecondaire technique

Les rapports de pays relatifs à cette étude n'ont pas été présentés de manière formelle aux ministères nationaux de l'Éducation ou aux institutions participantes. En Colombie, une prise de contact informelle avec le ministère de l'Éducation a facilité l'analyse de certains résultats. Les rapports de pays seront présentés et analysés lors d'une conférence internationale prévue en novembre à Buenos Aires.

Encadré 5 Commentaires d'un participant à la recherche sur l'équité/diversité culturelle en Amérique latine

« Je suis convaincu que [la majorité des éducateurs comprendront les résultats et les conclusions]. Le contenu d'un ouvrage dont je suis le co-auteur est utilisé pour former des directeurs d'écoles dans la province de Buenos Aires. L'article "Actors, Relations and Territory" est également utilisé, fondamentalement dans le cadre de la formation des directeurs et des enseignants. Je pense que le livre sera très utile en phase finale à la communauté de l'éducation. Il remet en question les points de vue stigmatisants que les adultes ont des adolescents et donne la parole à ces derniers, dévoilant l'autre côté de l'expérience de l'école. »

D'autres facteurs sont susceptibles de restreindre l'influence sur la politique au niveau national, comme la participation limitée des différentes parties prenantes nationales aux forums politiques régionaux (en raison, vraisemblablement, de budgets insuffisants) et le manque d'ateliers nationaux qui pourraient intégrer des présentations et des discussions nationales sur les résultats de la recherche.

Résumé

Le modèle de travail des synthèses comparatives internationales souligne que des domaines de réussite se sont révélés dans certains projets et pays, un motif de réjouissance quand on connaît les défis reconnus à relever pour influencer les politiques, mais aussi que dans d'autres contextes, la recherche d'une telle influence à l'échelon national a suscité des difficultés considérables, malgré les résultats positifs de l'enquête.

Un certain nombre de facteurs clés internes et externes semblent intervenir dans la détermination du potentiel d'influence sur la politique à l'échelon national. Ces facteurs comprennent :

- L'attention (en termes de continuité et de niveau) accordée aux difficultés rencontrées par les parties prenantes décisives nationales
- Le degré d'implication et d'engagement du MdE, et la manière dont les mécanismes de reddition de comptes et incitatifs fonctionnent au sein des structures gouvernementales

- Le niveau des connaissances et des compétences sociales dont disposent les personnes sélectionnées pour intégrer les équipes nationales et prérequis pour participer à la promotion des résultats de l'étude
- Le degré d'approbation par les parties prenantes décisives (comme en Ouganda) de l'approche et de l'organisation de l'étude
- Les caractéristiques externes de certaines questions : comment les décisions politiques sont-elles prises ? Qui sont les acteurs réels/principaux ? Qu'est-ce qui engendre le changement ?
- Le budget (et ses contraintes) et la mesure dans laquelle il permet la prise en charge de la diffusion
- Le degré de flexibilité et d'engagement de l'IPE pour le rallongement du processus (au-delà du processus de recherche lui-même)
- Le niveau d'engagement et d'implication vis-à-vis des partenaires locaux (surtout au vu de la présence limitée de l'IPE dans certains pays)
- Le laps de temps entre la finalisation de la recherche et sa publication, qui affecte la disponibilité de la recherche en temps opportun
- Les décisions autour du format et du type de publication (par exemple, des résumés nationaux plutôt que régionaux)

L'expérience de l'Argentine et du Chili (relatée à l'Encadré 6) illustre l'importance (souvent imprévisible) des structures et des processus politiques pour améliorer la contribution de la recherche à la politique.

Encadré 6 Des contextes différents en Amérique latine

Les nouveaux gouvernements démocratiques argentin (1984) et chilien (1990) ont rapidement entrepris d'importantes réformes dans leur système éducatif. Une action concertée a été facilitée par l'existence de réseaux de chercheurs qui avaient étudié pendant des années les problèmes du secteur de l'éducation. Ces réseaux avaient été créés alors que gouvernements militaires en place avant le retour à la démocratie n'avaient que faire des sciences sociales. À l'époque, malgré cela, des agences et des fondations internationales (dont bon nombre avaient été formées à l'étranger) étaient prêtes à financer la recherche sur l'éducation. Manquant d'accès au système officiel, les chercheurs ont exploré de nouveaux objectifs, procédés, contenus et de nouvelles structures pour l'éducation. Une fois la démocratie restaurée, ces chercheurs ont remplacé les décideurs politiques conservateurs dans les ministères de l'Éducation. En Argentine, les réformes ont inclus la décentralisation de la gouvernance des écoles, une restructuration de l'enseignement primaire et secondaire, des changements radicaux du contenu des programmes, et la création d'un système d'évaluation national. Au Chili, avant même d'arriver au pouvoir, le gouvernement démocratique acceptait les financements de la Suède et du Danemark afin d'accorder des subventions spéciales aux 900 écoles les moins performantes du pays. Les salaires des enseignants ont sensiblement augmenté, les journées d'école ont rallongé de plusieurs heures et des réformes majeures des programmes ont été mises en œuvre. **La recherche est devenue partie intégrante du processus de prise de décisions.**

3. Enseignements tirés de l'évaluation

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette évaluation du portefeuille de recherches de l'IPE. Suivre la théorie du changement implicite ne crée pas (forcément) les conditions qui auront un impact sur les capacités, la politique et les réseaux. Par conséquent, le futur ne sera peut être pas celui des changements attendus. Néanmoins, il est évident que la valeur de la recherche de l'IPE est pertinente et reconnue par la plupart des personnes interrogées lors des entretiens dans les pays et dans les bureaux et dans le cadre de l'enquête mondiale des contacts.

L'IPE manque de présence à l'échelon national tout autant qu'à l'échelon régional, en dehors du bureau de Buenos Aires. Même si l'IPE garde contact avec des élèves du PFA, ses rapports avec les décideurs politiques de haut niveau des ministères de l'Éducation sont naturellement sporadiques et son instinct de « retour », puisqu'il s'agit d'un institut de planification de l'éducation, le conduit vers le groupe de planification des ministères de l'Éducation.

La plupart des recherches effectuées s'inscrit dans le cadre d'une étude comparative des pays, ce qui réduit l'importance particulière à l'échelle nationale des synthèses réalisées. En effet, les synthèses comparatives intéressent les pays de manière individuelle mais les études de cas nationales toucheront toujours un plus grand nombre car elles analysent des situations que beaucoup de partenaires connaissent. Cependant, ces études de cas ne font pas souvent l'objet de publication ni de diffusion, ni même de débats lors des forums sur les politiques nationales.

Malgré le caractère approfondi des activités de développement des capacités mises en œuvre par l'IPE dans le cadre de ses programmes de formation et d'assistance technique, le développement des capacités de recherche n'est pas un élément fondamental de ces activités, ni des recherches menées par l'IPE et faisant du développement des capacités un objectif central à atteindre. Les résultats de cette évaluation révèlent que le développement des capacités, tout comme l'influence sur les politiques, est davantage fortuit que planifié et recherché.

Ainsi, la question qu'il convient de traiter dans les sections suivantes est la théorie du changement en elle-même. Quels enseignements peuvent être tirés de cette étude sur le portefeuille de recherches de l'IPE visant à déterminer la théorie du changement qui convient *réellement* ?

Cette évaluation a permis de découvrir *trois modèles de travail différents* (voir page 23) : les trois suivent la théorie du changement implicite. Cependant, dans le premier modèle, l'IPE à Paris identifie les thèmes de recherche, le plan de recherche, la composition des équipes de recherche, leur « formation », la préparation d'une synthèse de recherche et laisse ensuite à des ressortissants - qui pour la plupart ont été chercheurs plutôt que décideurs politiques - le soin de diffuser les résultats. Une synthèse de données internationales – même dans le cas où elle est réalisée par une « équipe nationale » – n'est généralement pas suffisante pour avoir une influence stratégique. Le second modèle est aussi dirigé par les bureaux à Paris, mais des experts et des consultants (n'étant pas forcément des ressortissants des États) ont été nommés afin de conduire la recherche. Le troisième modèle – qui repose sur le bureau régional de Buenos Aires – dispose de fonds extrabudgétaires et bien sûr de consultants liés aux ministères et en contrat avec l'IPE à Buenos Aires. C'est le seul modèle qui commence à combler les lacunes entre les différentes étapes de la théorie du changement de l'IPE et un nombre suffisant de thèmes, modèles de recherche, un plaidoyer et une diffusion à l'échelle nationale – plutôt que d'être choisis par Paris ou Buenos Aires – et qui repose en grande partie sur des chercheurs formés. Le développement des capacités ne s'obtient donc pas en renforçant les capacités de recherche des individus mais plutôt en intégrant les résultats de recherche aux établissements et aux organismes éducatifs et aux portefeuilles de données, de dialogue et de prise de décision des décideurs. *Le principe qui sous-tend la théorie du changement implicite de l'IPE est que les produits de la recherche suffiront à attirer les partenaires et les décideurs politiques même lorsque très peu d'efforts ont été réalisés pour qu'ils s'engagent dans les étapes préalables du processus de recherche – de l'identification des thèmes à la diffusion.*

Les autres enseignements de cette évaluation sont liés aux maillons manquants qui sont à la base du processus de recherche. Ainsi, avant de préciser les recommandations pour répondre à ce problème, voici une liste des lacunes à combler :

- Des partenariats et un plaidoyer stratégiques
 - Le changement politique est un processus complexe au sein duquel les

- données (de recherche) sont seulement l'un des facteurs qui ont un impact.
 - L'influence sur les politiques ne peut pas faire l'objet d'une supposition, il est essentiel que la recherche s'inscrive stratégiquement dans un processus de dialogue / d'échange / de réflexion afin qu'elle puisse avoir un impact. Prenons pour exemples le ministère de l'Éducation du Kenya et la région ALC.
 - Un processus délibéré de planification pour l'impact de la recherche est nécessaire afin d'obtenir une influence sur les politiques.
 - Pour être prise au sérieux, la recherche doit répondre aux critères de validité et de fiabilité (y compris en termes de taille de l'échantillon et d'échantillonnage).
- Des partenariats et des réseaux qui prennent en compte les institutions nationales de recherche et les organismes de développement / de financement
 - Il a été accordé une grande importance aux échanges régionaux mais il est également nécessaire de donner une place à l'engagement spécifique, aux rapports et au dialogue nationaux autour des résultats de recherche et de leurs implications. L'IPE est responsable face aux équipes nationales lorsqu'il conduit une étude comparative internationale.
 - Entrer en relation avec un partenaire à l'échelon national (par exemple une université, un institut d'enseignement ou une autre agence de l'ONU) peut se révéler être d'une importance primordiale pour garantir le suivi et assurer à l'IPE une présence locale.
 - Il est essentiel qu'un dialogue soit établi avec les « bonnes personnes » dans les ministères de l'Éducation, et que l'engagement et la continuité de la présence de ces personnes soit assuré (la participation de certains est nécessaire tout au long du processus).
- Une stratégie de diffusion qui tient compte de la langue
 - Les documents doivent être écrits et diffusés dans la langue du pays.
 - Les rapports nationaux – et pas uniquement les synthèses des études de cas comparatives – doivent être diffusés.

Avant d'aborder les recommandations concernant ces maillons manquants, la section 4 s'interroge sur l'apparente contradiction de l'étude de l'IPE : il ne met pas totalement en œuvre son mandat de développement des capacités dans les pays où il conduit des projets de recherche malgré la place centrale occupée par le développement des capacités dans les deux autres cordes à son arc, la formation et l'assistance technique.

4. Un argument possible pour transformer la vision de l'IPE en matière de recherche

Le programme de recherche de l'IPE vise à conduire des recherches qui 1) seront consultées par l'UNESCO et d'autres bailleurs de fonds pour leur importance et leur grande qualité; et 2) permettront d'améliorer les capacités, ce qui revient à contribuer au développement. Si l'IPE reçoit actuellement davantage de demandes d'assistance (en matière de recherche) qu'elle ne peut en traiter, elle sera amenée à être plus sélective dans ses choix de projets et cherchera à optimiser la réalisation des objectifs 1 et 2. Si les demandes reçues sont peu nombreuses, ou bien si des projets sont attribués à l'IPE (par exemple par l'UNESCO), il semble important de se concentrer davantage sur la bonne réalisation du premier objectif.

Les réponses tirées de nos entretiens et enquêtes soutiennent deux points de vue opposés sur le succès de l'actuelle politique de l'IPE, qui consiste à utiliser la recherche pour améliorer les capacités.¹¹ La plupart des études suivaient de près les étapes prévues par la théorie du changement implicite de l'IPE. Les projets de recherche ont en grande partie vu le jour à Paris sans que les autorités nationales aient été consultées de manière formelle; dans la majorité des pays il n'y a pas de sentiment de « propriété » vis-à-vis des études. Les décideurs en matière d'éducation n'ont eu qu'un rôle minimal à jouer dans la conception et la mise en place des études. Peu d'efforts explicites ont été réalisés pour former les chercheurs nationaux; pour la plupart des études, les chercheurs étaient embauchés en raison de leur vaste expérience, connue du chercheur basé à Paris. Les rapports de recherche n'ont pas été traduits dans les langues nationales et diffusés dans les pays. Les conférences internationales de l'IPE sont en concurrence contre de nombreuses autres conférences pour attirer l'attention : elles ont compris que le succès dépend non seulement de la qualité des études présentées mais aussi de la concentration des sujets sur un thème central.

Même si la théorie du changement a été appliquée et la plupart des personnes interrogées dans le cadre de notre enquête a jugé l'étude de l'IPE de manière positive, il est difficile de réellement percevoir les résultats qui étaient attendus en matière de développement des capacités et d'influence sur les politiques – du moins selon la théorie du changement implicite. Certaines des hypothèses qui sous-tendent cette théorie du changement implicite nous aident à comprendre ce manque (voir page 12).

La recherche incluse dans notre étude est récente et l'impact sur les politiques n'est donc pas très visible, mais le processus a eu une influence sur les attitudes des participants. Ils ont attribué à l'IPE une grande réputation et ont considéré que la recherche était pertinente. Les décideurs ont déclaré avoir hâte de mettre en œuvre les résultats (une fois qu'ils seront connus). Là où l'implication de l'IPE est la plus ancienne, l'impact sur les prises de décision est visible. Les chercheurs ainsi que les décideurs sont désireux de participer aux futures recherches de l'IPE.

Cela laisse à penser que l'IPE est moins apprécié pour son impact direct sur les politiques éducatives que pour sa contribution à l'amélioration de la compréhension nationale du système éducatif. Il se peut qu'à la longue cette compréhension entraîne d'importants changements de politique. En attendant, l'apport principal a été (quelques) cours de formation expérimentaux destinés au personnel de recherche. L'amélioration de la prise de décision sera visible sur le long terme, les informations disponibles devenant plus nombreuses et étant de meilleure qualité.

Si les niveaux actuels de financement se maintiennent, quelle possibilité a l'IPE d'utiliser à meilleur escient son programme de recherche? Quels enseignements l'IPE doit-il tirer afin d'améliorer ses propres capacités ?

Le programme actuel poursuit deux stratégies

Les études examinées suggèrent que l'IPE poursuit deux stratégies différentes lors du choix de thèmes de recherche. La stratégie dominante semble préférer les thèmes qui font actuellement l'objet de discussions à l'échelle internationale au sein des organismes de recherche, d'assistance et les établissements de crédit, les gouvernements et l'ONU. Bien sûr, ces thèmes ont fait l'objet de synthèses de recherche et de construction de bases de données pertinentes avec des indicateurs nationaux. Mais la plupart des études proposées

¹¹ Ces « points de vue » sont élaborés sous la forme de descriptions de pratiques plutôt que sous la forme de procès d'intentions. En fonction de plusieurs facteurs (par ex. le niveau de financement), le programme de l'IPE peut considérablement changer.

sont des évaluations qui portent sur l'efficacité de la politique nationale en vigueur ou sur la conformité des systèmes avec les normes définies à l'échelle internationale. Ce deuxième type d'études est plus courant que le premier.

Stratégie de transfert des connaissances

Dans cette stratégie, les propositions de recherche sont génériques à l'échelle internationale mais autorisent de petits ajustements aux circonstances nationales. Les chercheurs sont davantage choisis sur la base de leur compétence reconnue et leur lien avec l'IPE que sur leur connaissance du pays étudié. Les résultats font l'objet de débats lors de conférences internationales (mais pas forcément à l'échelle nationale). Les conclusions de ces conférences incluent souvent des recommandations générales de réforme. La recherche et les recommandations sont parfois présentées à des représentants de pays en développement lors des conférences. Les recommandations les plus fréquentes sont importées par les agences internationales et associées à des offres de crédit ou à des subventions ainsi qu'à l'assistance technique lors de la mise en place.

C'est ce que l'on peut qualifier de stratégie de « transfert de connaissances ». Le développement des capacités s'effectue en transférant, dans des pays qui possèdent moins d'expérience et de connaissances, les compétences et le savoir-faire qui ont prouvé leur utilité dans d'autres cadres.

Stratégie de création de connaissances

La seconde stratégie nécessite un engagement à plus long terme dans un pays. Dans le cadre de circonstances idéales, l'IPE contribue à la préparation d'un ensemble de chercheurs et de décideurs nationaux qui connaissent les principes généraux de méthodologie de recherche. Cette préparation est généralement assurée dans le pays par un ou plusieurs chercheurs expérimentés (qui peuvent être des expatriés). Les formateurs essaient de développer les compétences de recherche des chercheurs nationaux afin qu'ils puissent formuler et étudier leurs propres thèmes de recherche. Avec le temps, les chercheurs nationaux assimilent et traduisent les compétences et les connaissances des expatriés dans leur propre tradition et culture. Ils trouvent des solutions qui correspondent aux conditions du contexte de leur pays.

Le gros problème de cette stratégie est qu'elle met beaucoup plus de temps à contribuer aux discussions politiques. Les bailleurs de fonds et les gouvernements risquent de perdre patience et d'insister sur la production immédiate de recherches (par des expatriés expérimentés) aux dépens de la formation des chercheurs nationaux. Cette impatience risque d'apparaître lorsque le sujet de recherche ne correspond pas aux enjeux politiques des décideurs.

Cependant, avec le temps, si les thèmes de recherche dans le programme de formation sont choisis sur la base de problèmes nationaux urgents, les résultats de l'étude attireront l'attention des acteurs politiques, au sein et en dehors du gouvernement. La connaissance est synonyme de pouvoir, et le cachet du savoir « scientifique » est particulièrement utile car il permet de mobiliser le soutien pour un poste ou un autre. Les acteurs politiques soutiendront alors peut-être des réformes qui promettent de réduire ou de supprimer les problèmes décrits par l'étude. Lorsqu'elles sont disponibles, les données établies de façon scientifique seront utilisées pour renforcer l'attention portée au problème. Néanmoins, la mise en place de nouvelles politiques spécifiques dépend principalement de la capacité des acteurs politiques à générer une vision convaincante d'une réalité future.

Cette stratégie de « création de connaissances » utilise le développement des capacités de recherche nationales pour augmenter les prises de décision fondées sur les connaissances.

Étant donné qu'il existe assez de ressources, il est possible de poursuivre les deux stratégies. La première stratégie peut permettre d'élargir, sur une plus courte période, l'éventail des possibilités que les dirigeants nationaux étudient pour répondre à leurs problèmes spécifiques. L'existence de solutions « clé en main » pour répondre aux problèmes nationaux peut permettre d'accélérer le processus politique. La seconde stratégie, en obtenant un large soutien afin d'agir pour répondre à des problèmes nationaux spécifiques, peut être très efficace, et elle peut contribuer à développer des capacités pour la recherche et pour la prise de décision fondée sur des faits.

Malheureusement, le fonctionnement de l'IPE est soumis à de sévères contraintes financières. Son financement étant limité, il ne peut pas simultanément réaliser des études de haute qualité et répondre au grand nombre de problèmes dont les pays souffrent. Il est nécessaire que sa stratégie d'amélioration des capacités par la recherche soit fondée sur l'identification des situations dans lesquelles sa participation sera la plus bénéfique. Les caractéristiques conjoncturelles qui peuvent être prises en compte pour décider de localiser les projets dans certains pays sont les suivantes :

1. Le type d'information qui sera le plus susceptible d'avoir un impact sur la prise de décision varie en fonction de la « maturité » ou du niveau de compréhension du lien causal du problème concerné. Certains problèmes sont à peine compris, les autres sont mûrs pour que des solutions soient proposées. Les sections suivantes abordent certains types d'informations qui sont importants pour que les thèmes de recherche soient adaptés aux pays.
2. Le niveau de maturité des problèmes varie en fonction des pays. Une étude nécessaire dans un pays peut ne pas être utile dans un autre pays.
3. Les pays diffèrent également en ce qui concerne le type d'informations que les chercheurs nationaux sont capables de produire sur le moment. Cette remarque est pertinente en matière de choix des sujets, conception de la recherche et sélection des chercheurs-coordonateurs et des chercheurs nationaux.
4. L'IPE peut multiplier son efficacité en localisant des projets dans les pays où il est possible d'établir un réseau avec d'autres organisations.

Développement des capacités de recherche¹²

Comment l'IPE peut-il respecter au mieux son engagement pour le développement des capacités par la recherche ? Pour répondre à cette question, nous commencerons par analyser ce que cache le concept de « développement des capacités » et nous étudierons ensuite les différents types de « recherche ». Actuellement, le concept de développement des capacités est défini d'une manière générale comme l'amélioration de la capacité des chercheurs à fournir des informations pertinentes, et la capacité des décideurs à analyser cette information. On entend par informations pertinentes celles qui identifient et expliquent les « problèmes » importants rencontrés lors de la réalisation des objectifs. La qualité des décisions prises dépend de la qualité et de la quantité des informations disponibles et de la qualité du processus d'utilisation de ces informations dans le processus de décision.

La recherche est conçue pour produire des informations qui répondent à certains critères scientifiques. Les décideurs politiques (particulièrement les acteurs politiques) rassemblent, rédigent et analysent aussi des informations mais ils utilisent un système différent de procédures et établissent d'autres critères de pertinence et de fiabilité. Les éléments qui participent à la capacité de recherche sont sensiblement différents de ceux qui constituent la

¹²La mission que l'IPE doit remplir est très complexe. Nous faisons ces remarques tout en étant conscients des défis que l'IPE rencontre alors qu'il remplit sa mission.

capacité de prise de décision. Une analyse du type d'informations que les deux acteurs utilisent permet de résumer ces différences.

Ces informations peuvent entraîner un changement positif de quatre manières :

1. par l'identification des « problèmes » rencontrés ou des échecs survenus lors de la réalisation des objectifs fixés ou souhaités,
2. par l'explication de ces problèmes : pourquoi ils ont surgi ou quelles sont leurs « causes »,
3. par l'évaluation préalable de l'efficacité de différentes politiques afin de corriger les raisons de l'échec, et
4. par l'estimation de la faisabilité de la mise en œuvre d'une politique.

Pour produire chacun de ces quatre types d'information, différentes capacités sont nécessaires. En tant qu'acteurs politiques, les décideurs doivent d'abord identifier les objectifs des groupes qu'ils représentent et ensuite évaluer les différents moyens possibles qui permettent de les réaliser. Le moyen qu'ils choisissent est celui qui permet d'obtenir les avantages d'une mise en place réussie d'alternatives politiques et la faisabilité (financière et politique) de leur mise en place. Les chercheurs, quant à eux, commencent par décrire les performances obtenues par le passé et étudient ensuite les informations pour expliquer les échecs (et les succès).

La recherche pour évaluer les performances actuelles

Presque toutes les recherches qui sont actuellement parrainées par l'IPE sont conçues pour générer des informations sur certains aspects du fonctionnement actuel et des résultats en matière d'éducation. Les études évaluent si les politiques actuelles sont mises en place de manière adéquate et les conséquences de cette mise en place. Les performances actuelles sont comparées aux objectifs ou aux critères. Les documents officiels nationaux et les déclarations d'organismes internationaux sont utilisés comme référence lorsqu'il s'agit de choisir les critères de comparaison. « L'échec » est défini en termes de décalage par rapport aux spécifications (pour les ressources, les procédures ou les incidences). Si les décideurs ne participent pas au choix du thème de recherche (ou s'ils n'ont pas approuvé les critères « internationaux »), il est très probable que l'« échec » ne représente pas un problème considérable pour eux. Le risque qu'ils changent de politique est alors moindre.

La société, et particulièrement les groupes qui lui appartiennent, se distinguent en fonction de l'importance relative ou de la priorité qu'ils donnent à la réalisation des différents objectifs. Par exemple, il est possible que l'égalité des sexes soit une grande priorité pour certains pays et certains groupes sociaux mais relativement insignifiante pour d'autres groupes. Si l'objectif final de la recherche est d'améliorer la capacité d'un pays à mettre en place les politiques d'éducation souhaitées, alors les chercheurs devraient, dès le début, observer non seulement dans quelle mesure les objectifs sont réalisés, mais aussi l'importance de ces objectifs en fonction des différents groupes sociaux.

La recherche pour expliquer les performances actuelles

Bien que la plupart des projets de l'IPE soient commandés en tant qu'évaluations, ils peuvent et devraient être conçus pour aider à comprendre pourquoi le système fonctionne de cette manière. L'étude devrait rassembler des informations qui portent non seulement sur la réalisation ou non des objectifs mais aussi sur les facteurs qui pourraient expliquer pourquoi ces objectifs sont atteints ou ne le sont pas. La détermination des causes est très difficile à réaliser dans les études ponctuelles et dans les études qui impliquent des chercheurs relativement peu formés qui ne connaissent pas leur sujet d'étude. Ces études

peuvent générer des informations descriptives pertinentes mais sont peu utiles lorsqu'il s'agit d'orienter le débat politique vers la réflexion sur la meilleure façon d'agir.

La recherche des éléments d'explication des échecs demande une réflexion considérable et la prise en compte d'un large éventail de circonstances afin de « tester » les intuitions concernant de probables succès ou échecs. Les premières analyses peuvent révéler que plusieurs facteurs sont associés à des résultats non désirés, mais la plupart de ces associations est davantage due à une coïncidence qu'à un lien de cause à effet. Les analyses indiquent généralement les questions qui n'ont pas été posées mais qui auraient dû l'être. La réflexion vient de la comparaison entre les premières conclusions et les informations complémentaires. En plus des expériences contrôlées, les chercheurs peuvent utiliser des schémas quasi expérimentaux et comparer les groupes en une fois ou bien le même groupe en deux fois. Des professeurs et des administrateurs possédant une expérience considérable peuvent apporter des points de vue intéressants. C'est un argument en faveur de la participation de publics différents pour interpréter les premiers résultats. À ce stade, la participation de plusieurs acteurs offrant des perspectives différentes permet d'identifier des solutions innovantes au problème. Cela joue en faveur de la diffusion mais aussi de l'organisation de débats publics autour des résultats.

La recherche pour évaluer de nouvelles actions ou politiques

Les projets de recherche actuellement conduits par l'IPE ne sont pas conçus pour fournir des preuves systématiques de l'éventuelle efficacité de nouvelles politiques ou actions. Cela exigerait une expérimentation systématique. Pour une approche quasi-expérimentale acceptable, il faudrait procéder à un échantillonnage détaillé afin de prendre en compte l'éventail de variations actuelles des ressources et des procédés ainsi que les facteurs contextuels qui jouent sur leur impact. L'utilisation de données comparatives internationales peut être justifiée lorsque l'échantillon des cas est vaste et lorsque les facteurs contextuels ont été mesurés. Cependant, en l'absence d'études systématiques ou quasi-expérimentales, les projets de recherche devraient inclure de petits essais sur site afin de réduire le coût de l'engagement dans une grande réforme qui peut aboutir à un échec.

Les exigences inhérentes à ce niveau de la recherche dépassent les niveaux actuels de capacité de la plupart des pays. Par conséquent, la pratique actuelle consiste à transférer aux pays en développement les politiques mises en place dans des cadres plus développés. Dans certains cas, ces politiques ont fait leurs preuves dans les pays pour lesquels elles étaient conçues à l'origine. Ces politiques ont eu un certain succès dans les autres pays où elles ont été mises en place. Cependant, dans de nombreux cas, les politiques ont été transférées avant d'avoir démontré leur efficacité : les résultats de ces transferts sont décourageants.

Recherche sur les critères d'une mise en place réussie

La recherche sur les réformes en matière d'éducation indique qu'elles sont souvent un échec, non pas parce que les nouvelles politiques ne sont pas bien conçues mais parce qu'elles ne disposent pas des ressources nécessaires pour fonctionner de manière efficace. Parmi les coûts figurent les ressources humaines, les ressources fiscales ainsi que l'autorité et le pouvoir politiques. Les nouvelles politiques qui sont le plus susceptibles de sous-estimer les coûts liés au changement de système sont celles importées d'autres pays. Les programmes qui ont donné de bons résultats dans les pays riches ne fonctionnent pas dans les pays pauvres qui ne peuvent pas financer les ressources et les coûts de mise en œuvre qui sont nécessaires. Les chercheurs n'ont pas de responsabilité – ou peu – dans l'affectation des ressources, mais ils peuvent participer à l'identification du type et de la quantité de ressources nécessaires pour mettre en place des politiques spécifiques. C'est le travail de base dans le cadre de la planification de l'éducation. Les questions de ressources humaines ou fiscales sont généralement bien définies.

Les questions d'autorité et de pouvoir politiques sont cependant moins nettes. La plupart des problèmes en matière d'éducation sont les échecs relativement bien compris qui touchent des aspects secondaires du fonctionnement du système. La recherche est organisée pour fournir les données nécessaires afin d'apporter les corrections et les ajustements qui permettent l'amélioration. Ces problèmes ne suscitent généralement aucune controverse. Néanmoins, dans les cas où l'échec a perduré sur une longue période, nous avons des raisons de croire que ceux qui profitent des dispositions actuelles s'opposeront à toute tentative d'introduction d'un changement. Désormais, les informations pertinentes en vue d'une amélioration incluent la compréhension de la manière dont les différents acteurs réagiraient aux changements réalisés. Le « problème » est maintenant appréhendé en fonction des différents points de vue de plusieurs groupes de constituants. Cette compréhension favorise le développement de propositions politiques qui peuvent être défendues par une majorité et qui par conséquent sont plus susceptibles d'être approuvées et mises en place.

Implications

Le propos tenu dans les paragraphes précédents cherche à attirer l'attention sur la complexité du processus d'élaboration et d'utilisation de la recherche pour améliorer les capacités. La structure et le mode de fonctionnement des systèmes éducatifs sont extrêmement compliqués. Leur mission première se réalise dans une multitude d'endroits différents ; leur programme d'activités complexe est organisé en classes et en niveaux; ils garantissent un grand nombre de résultats. Leurs activités (ou processus de production) sont conçues pour être séquentielles, ce qui demande d'accorder une constante attention à l'évaluation de la qualité et de prendre des mesures correctrices lorsque c'est nécessaire. Beaucoup d'éléments peuvent devenir incontrôlables.

De plus, en raison de son importance, l'éducation est une institution qui fait l'objet de nombreuses controverses dans la société. Les systèmes éducatifs doivent répondre à diverses parties prenantes : les fournisseurs des biens et services nécessaires au fonctionnement du système, les réels créateurs et distributeurs du « produit » tels que les professeurs et les administrateurs, ainsi que les consommateurs tels que les parents, le patronat et la société en général. Chacun de ces groupes s'intéresse, pour des raisons différentes, à la manière dont l'éducation s'organise et à ses résultats. Les politiques qui favorisent un groupe peuvent être critiquées car elles privent les autres groupes de leurs avantages. Le choix d'une nouvelle politique dépend des objectifs et du pouvoir relatif des groupes d'intérêt participants.

Bien que les décisions politiques soient prises par les hauts responsables du gouvernement, leur mise en œuvre dépend de la collaboration des groupes subordonnés. Les unités et les départements d'un ministère de l'Éducation se battent pour les mêmes ressources, qui sont rares, et ont donc une vision différente d'une politique donnée. Les décisions politiques sont généralement prises par de hauts fonctionnaires qui prêtent serment d'allégeance à des groupes extérieurs au ministère. Après qu'une politique a été promulguée, elle doit être traduite en activités de programme. Cette mission est généralement remplie par les bureaucrates de carrière protégés des pressions publiques ou politiques. Le programme est ensuite transmis à des écoles locales où il est analysé et appliqué par les directeurs et les enseignants de l'école, qui font l'objet de pressions de la part des parents et des hommes d'affaire locaux. Il arrive que l'intention du groupe de décideurs soit dénaturée ou pervertie à tout niveau de la hiérarchie de l'organisation. L'expression « qualités de leader » doit être comprise comme la faculté de donner des ordres qui sont susceptibles d'être respectés, c'est-à-dire d'être capable de prévoir quels groupes désirent agir. L'amélioration de la prise

de décision nécessite donc beaucoup plus que les seules informations sur l'impact du choix d'une politique sur les résultats.

Perspectives de généralisation du modèle de l'IIPE-BA

Le bureau de l'IIPE à Buenos Aires a réussi dans une certaine mesure à apporter des fonds supplémentaires en réalisant des recherches à long terme sur un sujet unique et en discutant des résultats avec les décideurs.

Le succès du modèle de Buenos Aires dépend de trois éléments essentiels :

1. la présence d'un grand nombre d'universitaires ayant une expérience de la recherche et qui cherchent à obtenir des revenus complémentaires,
2. une rotation assez régulière d'individus formés en matière de recherche au sein et en dehors du gouvernement et particulièrement au ministère de l'Éducation,
3. l'existence de fondations privées à l'échelon national et international qui cherchent à se démarquer des grands organismes internationaux tels que la Banque mondiale ou la Banque interaméricaine de développement.

Ces conditions étant réunies en Argentine, l'IIPE-BA a pu maintenir un niveau d'activité beaucoup plus élevé que ce que l'on pourrait espérer étant donné le niveau de financement apporté par l'UNESCO. Cela a permis à l'IIPE-BA de se forger une réputation en termes de qualité et de compréhension des questions nationales, ce qui lui donne accès aux décideurs du ministère tout en lui laissant une autonomie lorsqu'il s'agit de choisir les thèmes de recherche.

Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, les capacités de l'IIPE sont limitées pour instaurer une présence régionale dans d'autres parties du monde. Cependant, ces conditions peuvent aussi permettre de limiter la faculté de l'IIPE à augmenter son impact sur la prise de décision en matière d'éducation dans d'autres pays d'Amérique latine. Dans les pays d'Amérique latine de plus petite taille et moins développés, il existe peu de sources de financement pour la recherche. En l'absence d'un nombre suffisant d'individus formés dans ces pays, les projets de recherche sont confiés à des chercheurs argentins. La formation et les conférences régionales sont organisées à Buenos Aires et tous les pays n'ont pas les moyens d'envoyer des représentants.

A l'heure actuelle, les comparaisons internationales (première stratégie) n'ont pas été pleinement exploitées. Cela s'explique en partie par le fait que les résultats et les recommandations ne profitent pas aux pays qui devraient en être informés. Il est possible que les forums sur les politiques régionales et les publications de synthèse aient peu d'impact au niveau national. Si l'objectif est que chacun des pays s'intéresse aux résultats et aux recommandations, il faudrait que le choix des thèmes soit communiqué en fonction des intérêts nationaux. Du fait des différences entre les pays d'une région, il peut être plus efficace d'organiser des conférences selon l'intérêt manifesté envers un thème plutôt que selon le lieu. Des équipes nationales seraient formées pour renforcer le développement ultérieur de réseaux nationaux autour de questions politiques.

L'excellent travail réalisé par l'IIPE-BA dans certains pays d'Amérique pourrait être étendu (sans financement supplémentaire de la part de l'UNESCO) aux pays les moins développés de la région. L'IIPE-BA utiliserait la seconde stratégie précédemment décrite (formée à partir des documents sur les inégalités en matière d'éducation sur 10 années) et choisirait des thèmes et des pays afin de garantir la possibilité de développer les capacités de recherche tout en sensibilisant à des questions importantes. Recruter de nouveaux conseillers originaires d'autres pays peut se révéler nécessaire (afin de diminuer la résistance à la domination d'un pays). Il serait nécessaire d'agir afin d'identifier de petits organismes

donateurs dans les autres régions d'Amérique latine qui soutiendraient la réalisation d'études de pays. L'IIPE- BA possède une grande quantité de supports qui sont pour la plupart disponibles sur Internet et dont il faudrait encourager l'utilisation.

V. Recommandations

Trois sortes de recommandations sont exposées ci-dessous. Elles sont tirées du réexamen des hypothèses sur lesquelles repose la théorie du changement implicite. Derrière chaque hypothèse se cache une interrogation ou une solution potentielle.

- Les thèmes qui intéressent plusieurs pays existent et peuvent être identifiés.
 - Cet élément pourrait être remis en cause à des fins d'ajustement national.
- La recherche est un élément ou facteur clé de l'élaboration des politiques et de la prise de décision dans les pays avec lesquels l'IIPE travaille.
 - L'une des facettes du PFA est de déterminer comment favoriser les liens entre la recherche et l'élaboration des politiques : *utiliser* la recherche, comment améliorer la création de liens entre le travail réalisé et la formation dans les pays.
- Faire participer des fonctionnaires des ministères de l'Éducation au processus de recherche depuis la conception jusqu'à la livraison favorisera l'engagement et permettra d'influencer la politique.
 - Une analyse économique plus orientée vers la politique est nécessaire afin de comprendre qui en réalité exerce le pouvoir et dirige.
- Les programmes politiques nationaux peuvent être influencés par une recherche de pointe et de qualité.
 - Comment obtenir (et garder) une influence potentielle ? Quels sont les liens à instaurer dans les pays ?
- Il existe à l'échelon national un intérêt en matière de recherche qui s'étend sur plusieurs pays.
 - Comment améliorer la diffusion aux pays intéressés et créer un dialogue avec ceux qui « devraient » être intéressés ?
- Les ministères de l'Éducation auront un intérêt, souhaiteront ou auront les capacités financières pour jouer un rôle important dans le processus de diffusion des recherches nationales.
 - Cette question n'a pas encore été posée, mais le problème des limites financières est clair.
- Il est nécessaire que les capacités soient développées afin que les équipes de recherche nationales fonctionnent de manière efficace.
 - Étant donné les différents contextes nationaux, il est nécessaire de comprendre quelles institutions de recherche peuvent être utilisées à ces fins.
- Le développement des capacités sera mis en place à l'échelle individuelle, mais aussi aux niveaux institutionnel et organisationnel et à travers différents réseaux.
 - Cela n'est pas automatique et exige une planification.
- Des rapports de synthèse donneront une image claire des principaux messages tirés des recherches conduites dans un (ou plusieurs) pays et intéresseront les décideurs.
 - En l'absence de rapports à l'échelle nationale et d'une compréhension des contextes locaux ? Qu'en est-il de la langue de communication ?
- Les études régionales apportent une valeur ajoutée car elles permettent de réaliser des comparaisons entre les pays tout en étant pertinentes à l'échelle locale.

- À qui sont-elles destinées – quel est le public, quels sont les États membres ou les bailleurs de fonds ?
- Les recherches conduites par l'IPE alimenteront d'autres domaines d'activités de l'institut.
 - Il est clair que cela exige une plus grande intégration des programmes de l'IPE afin d'en retirer des effets bénéfiques.

1. Engagement stratégique et activités de plaidoyer

L'approche de l'IPE en matière de définition des thèmes et d'orientations de recherche a tendance à être axée sur l'offre plutôt que sur la demande et manque de clarté au sujet des critères de sélection des thèmes de recherche. Cela contribue à réduire le niveau d'implication des projets de recherche. L'une de nos sources a indiqué : « *l'IPE devrait élaborer des programmes de recherche avec les pays. Croyez-en mon expérience !* » Le procédé de création **des thèmes de recherche devrait faire participer les pays et évoluer « de bas en haut »** – en se rapprochant de la méthode utilisée par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA).

Le lien entre la recherche et les décisions politiques est ténu et les décisions politiques ne sont pas forcément influencées par la recherche. Elles sont généralement politiques par nature. ***Il est nécessaire que l'IPE comprenne la politique des institutions, la manière dont les décisions politiques sont prises dans différents contextes et identifie les points d'entrée possibles*** afin d'influencer les recherches dans le cadre de la préparation des recherches. L'institut doit aussi clairement identifier qui sont les principaux acteurs au sein des institutions et entrer en contact avec eux.

La recherche pourrait plus efficacement avoir une influence stratégique si elle était inscrite dans le cadre de liens plus durables avec les institutions mères et si elle avait des liens avec les organisations locales pouvant financer un suivi (étant donné que la présence de l'IPE n'est pas très grande à l'échelle locale). Cela pourrait être réalisé à travers le bureau local de l'UNESCO, où l'Institut est engagé de manière très active et dispose de moyens, ou bien avec un organisme tel que l'UNICEF.

L'IPE doit continuer à développer de nouvelles alliances stratégiques avec les bureaux locaux de l'UNESCO – lorsque cela est possible – et augmenter les financements conjoints du budget existant ou des ressources extra-budgétaires. Les bureaux locaux pourraient refléter l'expertise de l'IPE et gagner du terrain alors que les liens permettraient d'assurer le suivi.

L'IPE doit poursuivre ses efforts pour établir des centres d'excellence régionaux en collaborant avec les universités ou les établissements éducatifs dans un certain nombre de pays dans le cadre de relations plus durables qui pourraient développer les capacités, en proposant des services accrédités par l'IPE (recherche, formation, élaboration des programmes éducatifs) ou en utilisant ces centres pour réaliser son rôle de plaidoyer politique et de suivi.

L'IIPE doit chercher à créer des synergies plus stratégiques entre ses activités de recherche, d'assistance technique et de formation – y compris autour des groupes de recherche – pour créer et déployer des relations de plus longue durée dans les pays ou les régions, en créant une politique de développement des capacités plus stratégique. Cette politique doit inclure une réflexion sur le choix des pays et l'intégration de la participation de l'IIPE dans leurs plans de développement des capacités.

2. Partenariats et réseaux, y compris les institutions de recherche nationales et organismes de développement ou de financement

Le petit volume des subventions pour la recherche modifie l'impact des études. **Pour avoir un impact, l'IIEP doit essayer de travailler dans une plus petite quantité de contextes mais dans le cadre d'engagements à plus long terme** plutôt que de se disperser à petite dose et de n'être capable d'avoir aucune influence ni aucun impact. Cela s'applique à tous les pays dans lesquels il s'engage, à tous les thèmes, et évidemment à ces zones ou contextes dans lesquels il peut apporter de la valeur.

Une politique de développement des capacités plus stratégique qui associe les recherches et les objectifs généraux de l'IIPE en matière de développement des capacités doit pouvoir guider l'Institut dans ses engagements envers les pays, avec des instituts de recherche nationaux et régionaux, avec des conseillers et des équipes nationales, en orientant les responsabilités de l'IIPE dans les pays et en construisant puis en développant ses liens. L'IIPE doit accroître sa compréhension des éléments de capacité qui sont les plus susceptibles de conduire au développement dans différents contextes. L'IIPE doit renforcer les mécanismes et les critères pour préserver la qualité des produits de la recherche afin de garantir que ceux-ci répondent aux exigences minimales. Cela suppose l'existence de critères pour la sélection des chercheurs et des institutions de recherche qui sont impliqués. Ces critères doivent porter non seulement sur leurs capacités de recherche mais aussi sur leur compréhension de la manière dont la recherche est susceptible d'améliorer le processus de prise de décision.

L'IIPE doit poursuivre ses efforts en matière de partenariats pour attirer des fonds pour la recherche. L'IIPE, qui fait partie d'un plus vaste consortium au sein duquel il peut jouer un rôle différent, peut tirer profit de sa place au sein de l'UNESCO, par exemple en formant des partenariats avec des bureaux locaux de l'UNESCO et en minimisant le chevauchement des efforts. À cet égard, le rôle de l'IIPE dans le développement des capacités en matière de planification et de gestion de l'éducation devrait être lié à ses recherches.

L'IIPE doit continuer à chercher de nouveaux partenariats avec des organismes comme les ONG et à des fins de plaidoyer. Il faut que l'IIPE détermine sa marge de manœuvre avec les ONG et dans le cadre des activités de plaidoyer, par exemple dans ses efforts de lutte contre la corruption, mais aussi dans d'autres domaines où les sensibilités du gouvernement peuvent empêcher un engagement direct. Un débat ouvert sur le rôle de l'IIPE vis-à-vis des institutions nationales enrichirait peut-être sa participation ?

3. Une stratégie de diffusion qui inclut la langue

La participation de l'IPE ne doit pas s'arrêter à la publication de l'étude. Au contraire, les projets de recherche doivent comporter une réflexion claire et précise sur la stratégie de diffusion et d'influence sur les politiques. Cette stratégie doit être financée (par l'IPE mais aussi par les partenaires, dont les ministères de l'Éducation) et elle doit clairement fixer les responsabilités des différents partenaires. Dans le même ordre d'idées, le suivi des projets de recherche doit inclure des indicateurs liés à la diffusion des résultats de recherche.

La participation de ministères « de tutelle » est absolument essentielle pour garantir la responsabilité et l'engagement à la diffusion de l'étude. La participation doit être élevée pour pouvoir avoir de l'influence. ***L'IPE est responsable face aux équipes nationales lorsqu'il conduit une étude comparative internationale.***

L'IPE doit davantage développer ses stratégies de communication et de diffusion dans les pays où il conduit des recherches. Cela exigera un suivi avec les bureaux, les partenaires et les réseaux locaux afin de garantir : a) la promotion des produits b) la continuité des liens et des retours c) l'influence sur les politiques. ***La diffusion doit faire partie du processus de recherche et il est nécessaire que l'IPE soit engagée dans cette phase.*** Les parties prenantes doivent identifier les principales opportunités pour la diffusion lors des réunions nationales et régionales (par exemple les réunions planifiées par les ministères de l'Éducation, les retraites de donateurs, etc.) et élaborer une stratégie pour en tirer profit. La responsabilité de la diffusion doit être partagée entre l'IPE et les pays, et une contribution budgétaire (« pour créer des opportunités » comme l'a déclaré l'une des personnes interrogées) sera probablement nécessaire.

Il est essentiel que la diffusion auprès des acteurs locaux des résultats de la recherche soit une pratique habituelle des recherches de l'IPE. Cela renforcera le développement des capacités. Comme l'a remarqué une source originaire du Kenya : « *tant que les individus à l'échelle locale ne sont pas informés des résultats et n'ont aucune occasion d'apporter un retour, ce sera comme si la recherche n'avait jamais été réalisée* ».

La recherche sera plus pertinente si les études de pays (et pas seulement les synthèses régionales) sont aussi publiées et réparties dans le cadre d'une stratégie de diffusion ou de plaidoyer à l'échelle nationale. Ces études sont plus susceptibles d'influencer les politiques car elles sont liées au contexte spécifique des pays.

Le décalage entre la fin de la recherche et la publication, la diffusion et la répartition doit être plus court.

L'IPE doit affecter un budget à la traduction des résultats de recherche et des publications de l'IPE dans la langue locale pour permettre de développer leur usage et leur compréhension, particulièrement à l'échelle locale.

Annexe 1 Liste des personnes interrogées

Équipe IIPE

Anton De Grauwe	GGE (décentralisation, BLE, bourses scolaires)
Ousmane Diouf	CF (coûts pour les ménages)
Stephanie Dolata	EAQ (VIH/Sida)
Ilona Genevois	CF (PPP)
Gabriele Gottelmann	GGE (déploiement des enseignants)
Suzanne Grant-Lewis	Directrice-adjointe
Igor Kitaev	CF (enseignement gratuit)
Candy Lugaz	GGE (coordinateur décentralisation)
Leonora MacEwen	EAQ (PCPD)
Michaela Martin	GGE (gestion de l'enseignement supérieur)
Serge Peano	CF (coûts pour les ménages)
Muriel Poisson	EAQ (éthique et transparence)
Mioko Saito	EAQ (égalité des sexes – et SACMEQ)
Khadim Sylla	CF (SIGE)
Barbara Tournier	GGE (déploiement des enseignants)
N.V. Varghese	GGE (gestion de l'enseignement supérieur)
Estelle Zadra	Responsable de la communication

Comité directeur d'évaluation de la recherche

(Elliott Stern)	Membre externe
Josef Vaessen	IOS/Siège de l'UNESCO

Cambodge

Luise Ahrens	Chargée de cours, Université royale de Phnom Penh (RUPP)
Erika Boak	Spécialiste de l'éducation à l'UNICEF
Oung Borat	Directeur-adjoint du département de la planification, ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports (MdEJS)
Nith Bulay	Directeur général adjoint du département de l'enseignement supérieur, MdEJS
Lynn Dudley	AT à long terme destinée au MdEJS pour les projets de la BM
Pring Morkoath	Directeur-adjoint du département de l'enseignement secondaire, MdEJS
Than Setharat	Département de la planification, MdEJS

Sam Sophea	Département de la planification, MdEJS
Sam Sopheaktry	Responsable de politique et élaboration des programmes éducatifs du département de l'enseignement supérieur, MdEJS
Brian Stoddart	Administrateur AT pour l'actuel projet de la BM en ES
You Virak	Directeur du département de l'enseignement supérieur, MdEJS
Touch Visalsok	Recteur de l'Université de Battambang

Vietnam

Nguyen Huu Cuong	Administrateur adjoint de la division de l'accréditation de l'enseignement supérieur, MdEF
Elsa Duret	Secteur de l'éducation, Coopération technique belge
Tran Dai Hai	Directeur du département APD, Planification et finances, MdEF
Nguyen Thi Le Huong	Directrice générale (DG) adjointe de l'enseignement supérieur, MdEF
Sun Lei	Coordinateur des programmes d'éducation, UNESCO Hanoï
Do Bich Loan	Directrice adjointe de l'Institut des sciences de l'éducation du Vietnam et des points de contact pour l'égalité des sexes, ministère de l'Éducation et de la Formation (MdEF)
Nguyen Loc	DG adjoint de l'Institut des sciences de l'éducation du Vietnam
Le Phuoc Minh	Vice-recteur de l'Institut national de gestion de l'éducation
Katherine Muller-Marin	Représentante et responsable de bureau, UNESCO Hanoï
Nguyen Thi Kieu Vien	Directeur exécutif de Towards Transparency
Le Gia Thang	Coordinateur de programmes de gouvernance de l'éducation, Oxfam
Le Khanh Tuan	DG adjointe, Planification et finances, MdEF

Kenya

Lawrence Okuma Barasa	Sous-directrice de l'Éducation du directorat de l'éducation de base, ministère de l'Éducation
Charles Khayira	Premier sous-directeur de l'éducation, des bourses et subventions, ministère de l'Éducation
Adelaide Mbaika Mbithi	Responsable et greffière adjointe au centre des examens à l'Université de Nairobi
John Kiruru Ndiritu	Chercheur/chargé de cours, université de Kenyatta
Samwel Mukirae Njihia	Chercheur/chargé de cours, université de Kenyatta
Elias Noor	Administrateur de programmes, UNICEF Kenya
C.B.K Nzioko	Département de sociologie, faculté des lettres, université de Nairobi (ancien membre de l'équipe de l'IPE)
Timothy Mwololo Waema	Professeur associé, École d'informatique, université de Nairobi

Ouganda

Jim Ackers	Conseiller régional en éducation, bureau régional de l'UNICEF
Joseph Eilor	Commissaire adjoint des statistiques, du suivi et de l'évaluation au ministère de l'Éducation et des Sports (MdES)
Betty Ezati	Chercheur, département de l'Éducation, université de Makarere
Akhiro Fushimi	Ancien responsable de l'éducation du bureau régional de l'UNICEF
Samuel Kayabwe	Chargé de recherche principal à l'Université de Makarere
Charles T. Mukasa-Lusambu	Commissaire adjoint du département de l'éducation de base, MdES
Charles Nabacwa	Chercheur, université de Makarere
R. Rugamba-Rwanyange	Spécialiste de l'éducation, UNICEF Ouganda
Rosemary Waya Mugeni	Commissaire adjoint pour l'analyse des politiques, département de la planification et des analyses des politiques, MdES

Région ALC

Inés Aguerrondo	Coordinatrice du projet de développement des capacités, ancienne sous-secrétaire de la planification au ministère argentin de l'Éducation et de la Culture, employée contractuelle à l'IIPE-BA à Buenos Aires
Jarbas Barato	Retraité du SENAC (système brésilien d'apprentissage commercial), actuellement professeur d'université au Brésil
Jose Weinstein Cayuela	Chercheur pour le projet de développement des capacités; ancien fonctionnaire, ministère chilien de l'Éducation, directeur des programmes d'éducation de la Fundación Chile
Pedro Flores Crespo	Chercheur pour l'évaluation de la stratégie relative aux grossesses d'adolescente (TPSE), professeur chercheur à l'Universidad Iberoamericana de México
Natalia Gherardi	Chercheuse pour le projet de l'égalité des sexes; directrice exécutive de l'Équipe latino-américaine pour la justice et le genre (ELA)
Mario Gómez	Directeur des projets sociaux, Fundación Restrepo, Colombie
Claudia Jacinto	Coordinatrice de l'évaluation TPSE, réseau RedEtis pour l'IIEP-UNESCO, Buenos Aires
Nestor López	Coordinateur du projet de diversité culturelle, professeur à l'université de Buenos Aires et à la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO), employé contractuel à l'IIPE-BA à Buenos Aires
Carlos Ornelas	Professeur d'université, conseiller personnel du Secrétaire à l'enseignement public, Mexique
Margarita Poggi	Responsable de l'IIEP-BA, Buenos Aires

Iván Nuñez Prieto

Chercheur en développement des capacités, ancien fonctionnaire du ministère chilien de l'Éducation, membre du centre privé de recherche en éducation PIIÉ

Catalina Turbay

Chercheuse pour l'évaluation TPSE en Colombie, chercheuse indépendante et consultante en développement éducatif et social

Annexe 2

Outils de collecte des données

ÉTUDE MONDIALE : ÉVALUATION DE LA RECHERCHE DE L'IIPE – QUESTIONNAIRE

Nous vous remercions du temps que vous consacrez à répondre à cette enquête. Votre apport est grandement apprécié !

Contexte de l'enquête

Cette enquête est l'un des éléments du processus d'évaluation des activités de recherche de l'IIPE qui est actuellement entrepris par une équipe d'évaluation externe. L'évaluation comprend également une vaste révision des documents ainsi que des études de pays. L'objectif du questionnaire est :

- de connaître votre point de vue sur les éléments de réussite et les enjeux
- d'obtenir votre contribution aux recommandations pour la prochaine étape

Instructions

- répondre à **toutes** les questions
- écrire dans les cases grises : placer simplement le curseur dans la case et commencer à écrire, la case s'agrandira pour afficher toutes vos informations
- renvoyer le questionnaire à Muriel Visser à l'adresse mvisser@learndev.org et Abby Riddell à l'adresse abby.riddell@gmail.com avant le 27 juillet 2012. Veuillez nous prévenir si vous ne pouvez pas respecter ce délai.

Ce questionnaire comprend neuf questions et 15 minutes sont nécessaires pour le remplir. Merci du temps que vous y consacrez.

Informations personnelles

Pays:

Organisation:

Nom:

Poste occupé:

1. À quels projets de recherche de l'IIPE avez-vous participé depuis 2008? (faites une liste des projets par nom)

2. En quelle qualité avez-vous participé à cette recherche (veuillez cocher la bonne case)

Chercheur

- Décideur politique (ministère de l'Éducation)
- Décideur politique (autre institution)
- Conseiller/expert technique
- Autre (préciser)

3. À votre avis, quelle est la pertinence des recherches de l'IPE axées sur les programmes et les priorités en matière d'éducation dans votre pays ?

- Grande
- Suffisante
- Faible
- Nulle

Veillez expliquer votre réponse :

4. Comment évaluez-vous l'approche de l'IPE pour le développement des capacités dans le contexte des projets de recherche ?

- Excellente
- Bonne
- Raisonnable
- Insuffisante

Veillez expliquer votre réponse :

5. À votre avis, quels changements l'action de l'IPE a-t-elle entraînés (veuillez choisir une ou plusieurs options) ?

- Des données plus solides
- Une plus grande interaction entre les chercheurs et les décideurs
- Une amélioration des capacités de recherche (veuillez préciser le domaine)
- Un plaidoyer renforcé autour des problèmes clés liés au domaine de recherche
- Une meilleure prise de conscience de la part des décideurs et des responsables de la mise en œuvre concernant des questions stratégiques spécifiques
- Des changements politiques (veuillez préciser ces changements dans votre réponse détaillée ci-dessous)

Veillez expliquer votre réponse :

6. Comment qualifiez-vous la contribution de l'IPE à l'influence sur les politiques ?

- Aucune influence
- Faible influence
- Influence modérée
- Forte influence

Veillez expliquer votre réponse :

7. Veuillez, en trois propositions maximum, expliquer comment l'IPE pourrait influencer la prise de décision à l'échelle nationale de manière plus efficace

8. Veuillez soumettre trois idées sur la façon dont l'IPE pourrait accroître son rôle dans le développement des capacités à l'échelle nationale grâce à ses projets de recherche

9. Veuillez indiquer d'autres propositions ou remarques dans la case ci-dessous

Nous vous remercions encore de votre contribution ...

(POUR LA RÉGION ALC:)QUESTIONNAIRE ÉVUALUATION POLITIQUE DE RECHERCHE DE L'IIPE (IIPE-BA)

1. Veuillez nommer tous les projets de l'IIPE que vous avez connus.

2. Si vous connaissez une ou plusieurs recherches de l'IIPE, pensez-vous que les projets de l'Institut peuvent contribuer au développement de
 - a. la capacité de recherche en Amérique latine ?

 - b. la capacité des gouvernements et des institutions éducatives à élaborer et à mettre en place des politiques éducatives efficaces ?

 - c. Quels arguments ou éléments pourriez-vous apporter pour étayer votre propos ?

3. Si vous croyez que les projets de l'IIPE sont utiles, quels changements avez-vous constatés ?
 - _____ une plus grande quantité et une meilleure qualité d'informations et données
 - _____ une plus grande interaction entre les chercheurs et les décideurs en matière politique
 - _____ une amélioration de la qualité des recherches
 - _____ un plus grand soutien apporté aux réformes et changements éducatifs
 - _____ une meilleure sensibilisation aux problèmes et enjeux spécifiques
 - _____ des changements en matière d'éducation

4. À votre avis, dans quelle mesure les recherches en éducation contribuent-elles à la réforme de l'éducation ?

5. Pourriez-vous, en trois propositions, expliquer comment l'IIPE pourrait améliorer son action afin de contribuer plus efficacement à la politique éducative à l'échelon national ?

Je vous remercie d'avoir collaboré à cette enquête.

Noel McGinn
1-781-596-0217
nmcginn@igc.org
Skype nmcginnsr

Lignes directrices pour les entretiens et les ateliers dans les pays

Obtenir les points de vue des parties prenantes sur :

1. la pertinence des priorités de recherche de l'IPE par rapport aux priorités nationales
2. l'approche de l'IPE en matière d'influence sur les politiques (comparer avec la théorie du changement) et les forces et faiblesses de sa mise en œuvre dans les pays ;
3. l'approche de l'IPE en matière de développement des capacités ;
4. les résultats et les conséquences de l'action de l'IPE à ce jour :
 - a. Quels processus ont été mis en place ?
 - b. Quelle capacité a été développée ?
 - c. Quelle production a été réalisée ?
 - d. Quelle prise de décision / quel changement politique a été ou est susceptible d'être mis en œuvre ?
5. les enseignements tirés – quels facteurs ont entraîné les succès, les opportunités manquées, les décalages ;
6. les recommandations pour le futur ;

Autres types de question qui ont été posées lors des entretiens :

1. choix du sujet, pertinence, autres facteurs
2. choix de « partenaires »
3. conception de la recherche
4. résultat/produit
5. communication et diffusion
6. débat et conséquences politiques
7. suivi
8. enseignements
9. comment améliorer l'approche – quel modèle doit être employé ?
10. réseaux

Annexe 3 Principaux documents consultés

Documents de l'IIPE

Dossiers fournis par l'IIPE

- Propositions de recherche
- PPP DOCTS
- Liste des projets de recherche de l'IIPE
- IIPE : stratégie de communication 2010-2013
- Plan de communication 2011
- La Politique des publications de l'IIPE
- Liste de plusieurs partenaires / contacts

Publications de recherche sur le site Internet de l'IIPE : <http://www.iiep.unesco.org/fr.html>

Inés Aguerrondo (coordinatrice), *Institucionalidad de los Ministerios de Educación: Los procesos de reforma educativa de Chile y la Argentina en los años 90*, Buenos Aires, IIPE, 2012.

Analysis of capacity development in educational planning and management in Vietnam (ébauche, 2009, diffusion non prévue)

Anton De Grauwe et Candy Lugaz, *École et décentralisation, Résultats d'une recherche en Afrique francophone de l'Ouest*, 2011 (ébauche).

Anton De Grauwe et Candy Lugaz, *Strengthening Local Actors: The Path to Decentralizing Education: Kenya, Lesotho, Uganda*, 2011.

Education and Fragility in Cambodia, Paris, IIPE, 2011. Laura Fumagalli (coordinatrice), *Programa de la Mejora de la Enseñanza de las Ciencias Naturales y la Matemática: Evaluación*, Buenos Aires, IIPE, 2010.

« L'égalité entre les sexes dans l'éducation : voir au-delà de la parité », forum s'appuyant sur des études de cas de l'IIPE, 3-4 octobre 2011, Paris.

Gender Specific Programme Component I: Follow-up Qualitative Studies to Investigate the 'Stories Behind' Gender Equality in Developing Countries.

Natalia Gherardi, étude de cas sur l'Argentine, *Gender Equality in Educational Planning and Management, Case Study: Argentina.*

Claudia Jacinto, rédactrice, *Recent trends in Technical Education in Latin America*, 2010.

Kristy Kelly, étude de cas sur le Vietnam, *Vietnam Case Study (Preliminary Findings) : Women In Educational Leadership and Management*, université Columbia.

Nestor López (coordinateur), *Escuela, Identidad y Discriminación*, Buenos Aires, IIPE, 2012.

Nestor López (coordinateur), *Equidad Educativa y Diversidad Cultural en América Latina*, Buenos Aires, IIPE, 2012.

Anna P. Obura, *Global Literature Review on Gender Equality in Educational Planning and Management.*

Alfredo Ortiz et Peter Taylor, *Learning purposefully in capacity development: Why, what and when to measure*, Paris, IIPE, 2009.

Margarita Poggi, *Innovaciones educativas y escuelas en contextos de pobreza: Evidencias para las políticas de algunas experiencias en América Latina*, Buenos Aires, IIPE, 2011.

Do Huy Thinh et Ho Thanh My Phuong, *Chapter 6: Governance Reforms in Higher Education: A Study of Institutional Autonomy in Viet Nam*.

Barbara Tournier, Les aspects organisationnels de la gestion des enseignants du secondaire dans les pays en développement, atelier de l'IIPE sur la gestion des enseignants du secondaire, 4-5 novembre 2011, Paris (ébauche).

Transparence et ciblage des mesures incitatives pro-pauvres, étude de cas au Cambodge et au Vietnam, dirigé par Muriel Poisson, ébauche 2012.

N. V. Varghese, *Higher Education Reforms: Institutional Restructuring in Asia*, Paris, IIPE 2009.

Touch Visalsok, Mak Ngoy et You Virak, *Chapter 2: Governance Reforms in Higher Education: A Study of Institutional Autonomy in Cambodia*.

Timothy M. Waema et Adelaide M. Mbithi, Atelier de validation de la recherche sur le rôle des politiques d'orientation et des réformes de gouvernance dans la gestion de l'enseignement secondaire : le cas des contrats de performance à l'université de Nairobi, Kenya, 17-18 mai 2012.

Tina Wallace et Helen Banos Smith, Le contexte de la recherche de l'IIPE sur les femmes aux postes de direction, 20 décembre 2011.

Documents non fournis par l'IIPE

Inés Aguerro, « Racionalidades subyacentes en los modelos de planificación (educativa) », *Revista Brasileira de Política Administracao da Educacao* 23,3 (2007)1-16.

Cambodge, MdEJS, Plan directeur pour le développement de la recherche dans le secteur de l'éducation 2011 – 2015, 14 mars 2011.

Roy A. Carr-Hill, « A large-scale donor attempt to improve educational status of the poor and household income distribution: The experience of PEDC in Vietnam », *International Journal of Educational Development* 31 (2011) 251–261.

Harry Jones, « A guide to monitoring and evaluating policy influence », Notes d'information, Londres, Institut de développement d'outre-mer, 2011.

Université nationale d'économie, Institut de management de l'Asie-Pacifique, Hanoi, Décentralisation de l'éducation au Vietnam, rapport de recherche soumis à Oxfam Grande Bretagne (document interne) en décembre 2010, Hanoi.

Vietnam, directive du premier ministre n° 296/CT-TTg du 27 février 2010 sur la révision de la gestion en matière d'enseignement supérieur pour la période 2010 – 2012.

Vietnam, Proposition de projet sur l'éducation, Initiative du gouvernement suédois sur les enfants et la jeunesse, titre du projet : « Promouvoir la responsabilité sociale dans le secteur de l'éducation au Vietnam », Oxfam GB (document interne).

Vietnam High Quality Education for All by 2020, Volume I: Overview/policy report, Human Development Department, East Asia and Pacific Region, Banque mondiale, Coopération belge au développement, Département pour le développement international du Royaume-Uni (UKAID), juin 2011.

Vietnam, MdEF, rapport sur le développement du système d'enseignement supérieur, *The Solutions to Ensure Quality Assurance and Improve of Education Quality*, n°760 /BC-BGDĐT, Hanoi, 29 octobre 2009.

Vietnam, MđEF, Remarques sur le projet de rapport « Analysis of capacity development in educational planning and management in Vietnam », préparé par l'IIEP-UNESCO (joint à la lettre officielle n° 7361/ BGDĐT -KHTC, 24 août 2009)

Carol Hirschon Weiss, « Nothing as Practical as Good Theory: Exploring Theory-based Evaluation for Comprehensive Community Initiatives for Children and Families », dans *New Approaches to Evaluating Community Initiatives: Concepts, Methods, and Contexts*, ed. James Connell et al. Washington, DC, Aspen Institute, 1995.

Annexe 4 Résultats de l'enquête mondiale

PROCÉDURES D'ENQUÊTE

L'IIEP a fourni une liste des personnes pouvant être visées par le questionnaire. La liste prenait en compte les 19 projets de recherche mais n'incluait pas les contacts des projets suivants : bureaux de l'éducation au niveau local, bourses scolaires et diversification de l'enseignement postsecondaire hors des 6 pays où ont eu lieu les visites de pays ou les études documentaires. Le questionnaire (voir Annexe 2, Outils de collecte des données) a été envoyé par email. Les personnes interrogées avaient deux semaines pour remplir et renvoyer le questionnaire par email. Une seule relance était envoyée à la fin des deux semaines. Au total, 40 des 92 personnes qui ont reçu le questionnaire par email ont répondu à l'enquête, soit un taux de réponse de 43%. Trois individus qui avaient été interrogés dans leur pays ont aussi répondu au questionnaire.

Aperçu de l'origine des personnes interrogées

Les réponses sont venues de 28 pays, dans l'ordre : Afrique du Sud, Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, États-Unis, France, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Myanmar, Népal, Nigéria, Ouganda, Paraguay, Papouasie Nouvelle Guinée, Royaume-Uni, Sénégal, Suisse, Thaïlande, Uruguay et Vietnam.

Un peu plus d'un tiers des personnes interrogées (33 % ou 14 personnes) étaient des donateurs ou appartenaient à des institutions de développement (par ex. l'UNESCO), un peu moins d'un cinquième à des universités (18 % ou 7 personnes), un cinquième aux ministères de l'Éducation (18 % ou 7 personnes). Les autres personnes interrogées étaient issues d'autres départements gouvernementaux tels que des entités de recherche/de formation et d'autres ministères (10 %, 4 personnes) ou bien, dans 20 % des cas (8 personnes), il s'agissait de partenaires/collaborateurs non gouvernementaux tels que des consultants ou des personnes appartenant à des entités privées (par ex. Microsoft).

Illustration n°1 – Organisation et poste occupé par les personnes interrogées

Poste occupé / organisation	Chercheur	Décideur	Conseiller	Total
Donateur	2	1	11	14 (35 %)
Ministère de l'Éducation	3	3	1	7 (17, 5 %)
Université	7			7 (17, 5 %)
Autre dans le gouvernement	3	1		4 (10 %)
Partenaire / consultant hors gouvernement	4	1	3	8 (20 %)
Total	19	6	15	40

Concernant le poste occupé par les personnes interrogées, les données indiquent une majorité de chercheurs (45 % ou 18 personnes), suivis par les conseillers/experts techniques qui travaillaient dans des institutions étatiques ou en tant que consultants (25 % ou 10 personnes). Les autres personnes interrogées étaient des décideurs qui appartenaient aux ministères de l'Éducation ou à d'autres institutions (6 personnes) ou bien occupaient d'autres postes (3 personnes). Trois personnes n'ont pas indiqué pour qui elles travaillaient. Il faut noter, cependant, que certaines personnes travaillant dans des ministères et universités et qui se sont classées dans la catégorie chercheur occupaient des postes de direction qui leur permettait clairement d'avoir une influence sur les politiques. Le tableau ci-dessus fournit un aperçu plus détaillé du profil des personnes interrogées.

Les personnes interrogées ont indiqué avoir participé à un grand nombre de projets de recherche de l'IPE liés à l'éducation et au conflit, à l'enseignement primaire (dont l'impact de la mise en place de l'enseignement primaire gratuit), les partenariats public/privé, le développement des capacités relatives aux SIGE et aux TIC, l'enseignement technique postsecondaire, la réforme de la gouvernance de l'enseignement supérieur, les bourses scolaires, ainsi que les projets sur les mathématiques et l'enseignement technique. Certains projets de recherche n'apparaissent pas dans l'enquête¹³ :

- enseignement au niveau tertiaire dans de petits États
- diversification de l'enseignement postsecondaire
- gestion et déploiement des enseignants
- code de conduite des enseignants

Analyse des réponses

Pertinence de l'axe de recherche de l'IPE

Les personnes interrogées devaient indiquer dans quelle mesure l'axe de recherche de l'IPE était pertinent, selon eux, pour le programme éducatif et les priorités de leur pays.

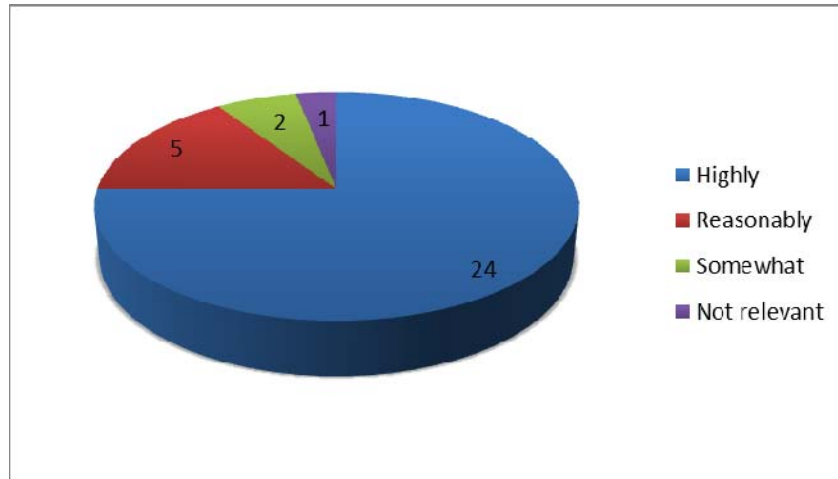
Comme l'indique le tableau ci-dessus, la grande majorité des personnes interrogées a affirmé que le programme de recherche était « très pertinent » (24 personnes sur un total de 32 réponses à cette question). Cinq personnes ont considéré que la pertinence du programme de recherche de l'IPE était « suffisante », deux ont déclaré qu'elle était « faible » et enfin une personne a choisi la réponse de pertinence « nulle »¹⁴.

¹³ Parce qu'il n'y a pas eu de réponse ou parce que les personnes interrogées n'apparaissent pas dans la liste des contacts fournie par l'IPE.

¹⁴ Cette question ne figurait pas dans la version espagnole du questionnaire qui a été remis aux personnes interrogées en Amérique latine.

Illustration n°2 – Pertinence du programme de recherche de l'IPE par rapport aux besoins nationaux

(nombre de réponses par catégorie de réponses)



Grande – Suffisante – Faible – Nulle

Les participants devaient expliquer leurs réponses. Ils ont estimé que l'axe des recherches de l'IPE avait été d'une « grande » pertinence, principalement pour ces raisons :

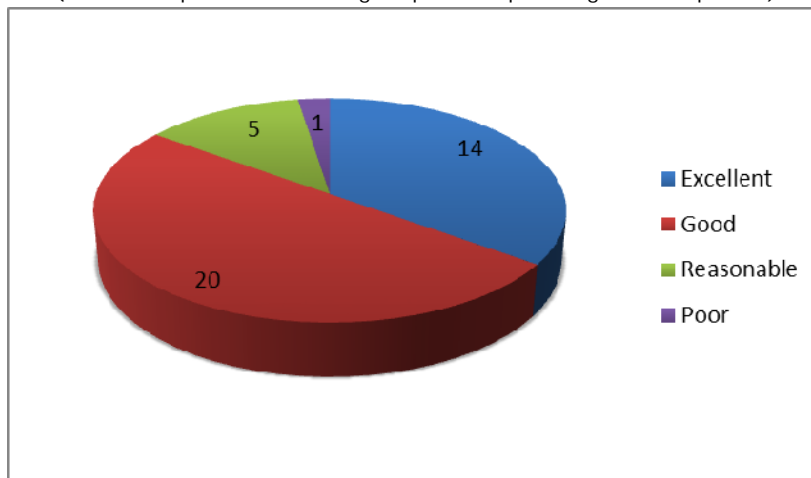
- elles répondent aux problèmes clés du système : « *La plupart des problèmes qui sont traités dans les recherches de l'IPE sont de vrais enjeux du système éducatif et peuvent servir d'outils pour la prise de décision des décideurs* » (réponse du Malawi) ;
- elles proposent une perspective différente : « *Le travail de l'IPE apporte un point de vue indépendant qui est assez différent des recherches universitaires menées à bien par nos universités et les administrations publiques ... [il] peut offrir des perspectives internationales pour répondre aux problèmes communs en matière d'éducation.* » (Brésil) ;
- elles visent à remédier à un manque de connaissances dans des domaines critiques de l'éducation. Comme beaucoup de personnes interrogées l'ont fait remarquer, « *les réformes se font de manière successive, il n'y a pas le temps de se pencher sur leur impact et leur efficacité. Le projet (de l'IPE) auquel je participe porte sur une grande réforme ... et a justement pour objectif d'étudier l'impact de cette réforme sur le système* » et « *mon pays, l'Afrique du Sud, est une jeune démocratie qui est passée par de nombreux changements ... dont l'impact n'est généralement pas évalué ou mesuré* ». (Afrique du Sud) ;
- elles portent sur des thèmes qui reposent sur une grande compréhension des priorités nationales en matière d'éducation et de développement. Selon un participant argentin, les thèmes « *sont choisis en fonction des programmes des pays et des besoins d'information des décideurs* » ;
- elles sont « *très pertinentes pour les décideurs et les universitaires et placent les thèmes à l'ordre du jour de la communauté internationale* », de plus elles « *offrent au chercheur la possibilité d'acquérir une expérience internationale et de comparer son propre système d'éducation à ceux du reste du monde* » (Lesotho) ;
- elles se concentrent sur la « *réalité du terrain* » afin d'atteindre les objectifs de l'EPT.

Évaluation de l'approche de l'IPE pour le développement des capacités

Les participants à l'enquête devaient évaluer « l'approche de l'IPE pour le développement des capacités dans le contexte des projets de recherche ». Pour cette question aussi, les réponses étaient généralement positives. Un peu plus d'un tiers des personnes interrogées (35 % ou 14 individus) ont choisi la réponse « excellente » et 50 % (20 participants) ont

affirmé avoir jugé que l'approche de l'IPE était « bonne ». Mais il faut remarquer que la plupart des commentaires ont été faits par des individus qui étaient eux-mêmes des chercheurs, et par conséquent les résultats peuvent être légèrement faussés.

Illustration n°3 – Évaluation de l'approche de développement des capacités de l'IPE
(nombre de personnes interrogées pour chaque catégorie de réponses)



Excellente – bonne – raisonnable - insuffisante

Afin de justifier leur évaluation, les participants ont mis en avant plusieurs éléments :

- l'aspect pratique de la formation ;
- la concentration des recherches sur des « problèmes réels » ;
- l'emploi d'experts locaux ;
- la création d'un réseau d'experts venant du monde entier ;
- les qualités « *d'ouverture, d'humilité et de respect pour la culture* » de l'IPE ;
- le caractère participatif de l'approche, qui implique un nombre considérable de parties prenantes et de personnes influentes ;
- la recherche de solutions innovantes (en termes de partenariat, de financement et de modèles) ;
- l'accent mis sur les techniques et le contenu de la recherche.

Les enjeux qui sont ressortis des réponses à cette question ouverte sont : la capacité financière limitée de l'IPE et ses conséquences sur la portée, la durée et le type de renforcement des capacités ; l'aspect très centralisé des études régionales et les conséquences sur la nature de la participation au niveau national; et d'autres questions portant sur la participation et le suivi du renforcement des capacités. Voici les explications des participants à l'enquête.

- L'IPE « *ne [dispose] pas de suffisamment de moyens pour répondre à la demande* », ou bien selon un autre participant, « *l'IPE n'est pas assez solide financièrement* », ce qui signifie que la participation à l'échelon national est souvent limitée et que les études / le renforcement des capacités sont de courte durée. Selon le responsable d'une étude, « *L'IPE finance de petites études de cas qui n'exigent pas de ressources très élevées (peut-être en raison du maigre financement des donateurs ou parce qu'elles sont dispersées dans le monde entier), et leur impact sur le développement des capacités, particulièrement des jeunes chercheurs, est très limité* ». Certains participants ont aussi mentionné l'insuffisance des fonds attribués aux activités de développement des capacités de suivi à la fin de la recherche.
- La plus grande faiblesse des études régionales est qu'elles traitent tous les pays de la même manière : « *Dans les études régionales, c'est comme si un agenda avait*

déjà été établi et les pays essayent juste de s'y conformer. Les rapports sont écrits selon le souhait des organisateurs et pas forcément des gouvernements. Les études régionales sont accaparées par l'IIPE et les pays ne font plus grand-chose après la collecte des données ».

- « Je parle du point de vue des pays en développement ... Dans ces pays, la capacité de recherche est généralement faible. La durée de la recherche et l'approche employée auront un grand impact sur le développement des capacités du pays concerné. Je pense que d'autres améliorations peuvent être apportées, par exemple en allongeant la durée et l'ampleur de la participation de la population locale à la collecte et à l'analyse des données. »

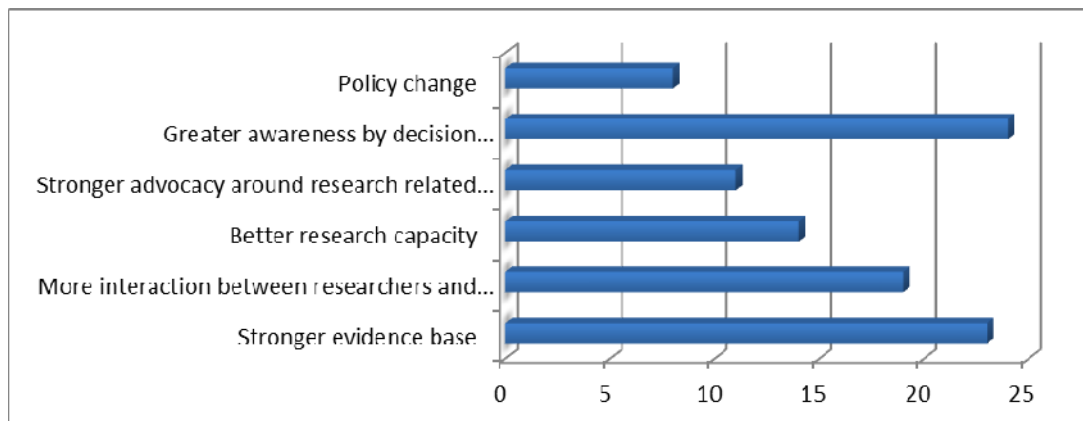
Quelques réponses seulement indiquaient que le renforcement des capacités avait été « raisonnable » ou « insuffisant ». Les principales raisons de ces affirmations sont attribuées au manque de coordination efficace de la part de l'IIPE (dans le cas de la recherche sur l'égalité des sexes), aux contraintes de temps imposées lors de la mise en place du développement des capacités et de la conduite des recherches, à la faible qualité du processus de recherche / de renforcement des capacités en lui-même, et à une diffusion ultérieure peu efficace (selon un chercheur en égalité des sexes), ainsi qu'à une trop faible participation des bureaux locaux de l'UNESCO.

Les changements que l'action de l'IIPE a entraînés

Les personnes interrogées devaient indiquer, parmi un choix de plusieurs questions fermées (voir l'illustration ci-dessous), quels changements l'intervention de l'IIPE avait entraînés selon eux. Plusieurs réponses étaient possibles pour cette question.

Illustration n°4 – Évaluation par les participants de l'impact de l'action de l'IIPE

(nombre de personnes interrogées par catégorie de réponses)



Changements politiques	Meilleure prise de conscience de la part des décideurs ...	Plaidoyer renforcé autour des sujets liés à la recherche	Amélioration des capacités de recherche	Plus d'interaction entre les chercheurs et...	Données plus solides
------------------------	--	--	---	---	----------------------

Selon les données récoltées, les participants considèrent que les principaux changements ont été constatés dans les domaines suivants :

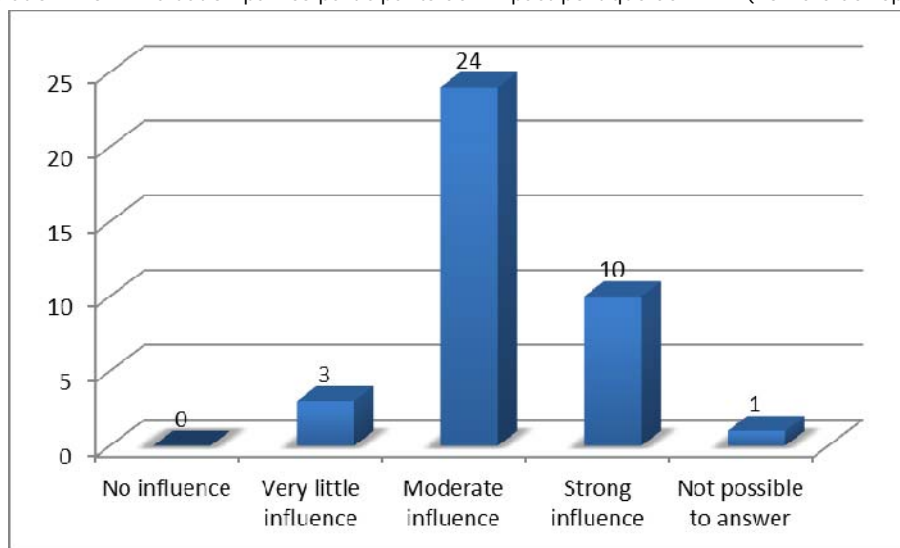
- une meilleure prise de conscience de la part des décideurs et des responsables de la mise en œuvre concernant des questions stratégiques spécifiques (réponse choisie par 24 personnes ou 63 % des participants) ;
- des données plus solides (réponse choisie par 23 personnes ou 58 % des participants) ;
- une plus grande interaction entre les chercheurs et les décideurs (19 personnes ou 48 % des participants).

Ces conclusions montrent que l'amélioration des capacités de recherche, le plaidoyer renforcé et le changement politique ont été des réponses beaucoup moins choisies. Seuls huit participants ont indiqué qu'un changement politique avait été constaté, cinq d'entre eux étant originaires de la région Amérique latine (qui a abordé la recherche de manière différente et l'a conduite de manière plus exhaustive, comme en fait état le rapport principal). En ce qui concerne les autres régions, seul le Kenya a fourni un exemple spécifique (comme cela était demandé dans le questionnaire) de changement politique. Ce résultat est particulièrement intéressant étant donné que l'IPE a fait du développement des capacités et de l'influence stratégique ses objectifs ultimes.

Contribution de l'IPE à l'influence stratégique

Les participants devaient donner leur avis sur la contribution de l'IPE à l'influence stratégique, en choisissant entre les réponses suivantes : « aucune influence », « faible influence », « influence modérée », et « forte influence ». La plupart des participants (24 personnes, ou 60 % des personnes qui ont répondu à la question) pensaient que l'IPE a une « influence modérée » en termes stratégiques.

Illustration n°5 – Évaluation par les participants de l'impact politique de l'IPE (nombre de réponses)



Aucune influence - Faible influence - Influence modérée - Forte influence – Impossible à définir

Voici les principales explications, exposées dans la partie ouverte de la question, concernant les choix de réponses qui avaient été faits.

Aucune/faible influence :

- une simple étude ou une simple intervention ne provoque pas de changements ;

- l'orientation et le suivi de l'IPE sont insuffisants ;
- l'IPE n'a pas de présence au niveau local et exercer une influence stratégique exige de maintenir la participation à l'échelon national (selon un donateur, région Afrique du Sud) ;
- la qualité de la recherche n'est pas suffisamment représentative des groupes visés / des problèmes en cours d'étude (du fait de la petite taille des échantillons) ;
- les résultats de la recherche sont présentés dans des documents courts qui n'ont pas vraiment d'impact sur la réflexion ou la compréhension.

Influence modérée :

Voici les raisons de ce choix :

- la répartition/diffusion des études est limitée. Selon l'un des participants (un décideur), « *en Éthiopie peu de rapports étaient consultés et aucun n'était diffusé* » et selon un autre décideur, « *les recherches sont bien conduites mais d'une certaine manière la diffusion des résultats de la recherche n'est pas assez grande et cela a sapé les tentatives d'influence stratégique* » ;
- d'autres éléments ont un impact sur la prise de décision (les stratégies ne dépendent pas nécessairement d'éléments factuels), notamment des facteurs tels que le gouvernement, le contexte, les mécanismes de prise de décision (selon un donateur). Comme l'ont fait remarquer plusieurs participants, une seule étude ne suffit généralement pas à avoir une forte influence (selon des chercheurs/décideurs) ;
- l'interaction avec les décideurs de haut niveau est insuffisante – l'IPE cible le personnel technique : selon un participant originaire du Népal, « *l'activité de recherche est bien réalisée mais il y a trop peu d'interaction avec les décideurs de haut niveau pour que des changements politiques soient réalisés sur la base des résultats de recherches* » ;
- la portée de la recherche et/ou le caractère représentatif de l'échantillon sont limités, ce qui joue sur la crédibilité des résultats. Selon un chercheur, « *L'approche de l'IPE en matière de recherche est très qualitative et comprend des études de cas dont les résultats ne peuvent pas (scientifiquement parlant) être généralisés à l'échelon national. La fiabilité (le caractère représentatif) des conclusions d'études de cas est contestable lorsqu'il s'agit d'avoir un impact stratégique à l'échelon national* ».

Forte influence :

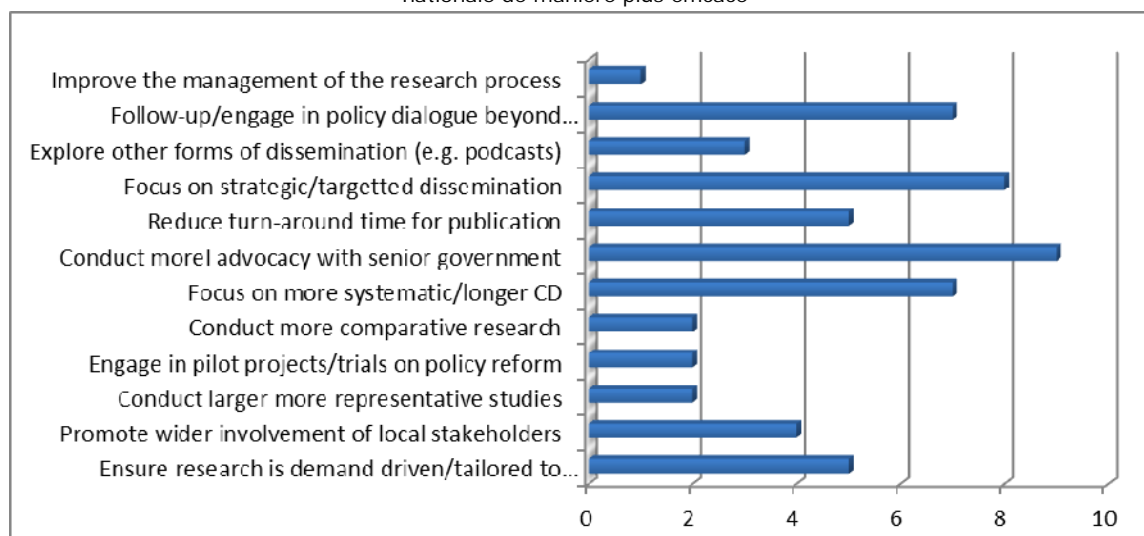
Les quelques participants qui ont estimé que l'IPE avait une forte influence stratégique ont estimé que les facteurs suivants y contribuaient :

- du fait de sa crédibilité auprès des gouvernements, l'IPE peut promouvoir la réforme politique (selon un expert technique d'une « autre » institution) ;
- l'association de la recherche, du développement des capacités et d'un engagement fort pour faire participer les décideurs et les fonctionnaires a un poids considérable (selon un chercheur) ;
- les personnes impliquées dans la recherche participaient aussi à des réunions clés en matière de politique, comme c'était le cas au Kenya où les chercheurs sont membres de l'Équipe technique pour la réforme de l'éducation. Comme l'a déclaré le participant kenyan, « *cela m'a permis d'intégrer de très bons enseignements tirés du rapport de recherche* » (selon un décideur) ;
- le fait que l'IPE ait réussi à établir des liens et à s'engager sur le long terme avec des fonctionnaires de haut niveau des MdE et des partenaires du développement (selon un donateur et un conseiller d'une « autre » institution) ;
- l'engagement de l'IPE sur une longue période dans un projet à long terme, le SACMEQ (selon un chercheur et un décideur).

Comment l'influence stratégique de l'IIPE pourrait-elle être renforcée ?

Les participants devaient répondre à une question ouverte sur les éléments qui pourraient renforcer ou accroître la contribution de l'IIPE à la prise de décision (« veuillez, en trois propositions maximum, expliquer comment l'IIPE pourrait influencer la prise de décision à l'échelle nationale de manière plus efficace »). Les réponses ont été analysées et résumées dans le tableau ci-dessous.

Illustration n°7 – Propositions sur la façon dont l'IIPE pourrait influencer la prise de décision à l'échelle nationale de manière plus efficace



Améliorer la gestion du processus de recherche
Chercher/établir un dialogue politique au delà du processus de recherche
Chercher d'autres types de diffusion (par exemple les <i>podcasts</i>)
Mettre l'accent sur la diffusion stratégique/ciblée
Réduire le délai de réalisation de la publication
Accroître les activités de plaidoyer auprès de hauts responsables du gouvernement
Mettre en place un DC de manière plus systématique et à plus long terme
Augmenter le nombre des recherches comparatives
Mener des projets pilotes/des essais sur la réforme politique
Conduire de plus grandes études, plus représentatives
Encourager la participation des partenaires locaux
Veiller à ce que la recherche soit axée sur la demande / adaptée ...

Comme cela a été résumé dans l'illustration n° 7, les principales propositions sont les suivantes :

- mener un processus d'identification davantage axé sur la demande et mené par les pays ;
- renforcer l'élaboration des études – qu'elles soient plus représentatives, plus convaincantes du point de vue méthodologique ;

- diminuer les études ponctuelles et établir un engagement plus systématique à l'échelon national, éventuellement à travers un partenaire local, dans un processus complet qui doit aller au-delà de la publication et inclure les activités de suivi ;
- établir un engagement stratégique avec des partenaires clés qui peuvent veiller à ce que la recherche soit utilisée. Ces partenaires seront des fonctionnaires appartenant à d'autres ministères (comme le ministère des Finances) et à d'autres entités gouvernementales (commissions parlementaires), mais aussi de hauts responsables de l'éducation
- accélérer la diffusion, c'est-à-dire réduire le temps d'exécution entre les résultats des études et la publication ;
- augmenter la diffusion stratégique, notamment avec des formats adaptés aux différents publics, des types de communication plus innovants/différents, en mettant à profit des réunions locales ou des séminaires (avec par exemple des comptes-rendus de donateurs), et en menant un engagement à plus long terme au-delà du processus de recherche en lui-même grâce à des études de suivi, des formations plus poussées, d'autres publications, la participation à des forums sur les politiques et en travaillant avec et grâce à un partenaire local (par exemple l'UNICEF ou une autre organisation possédant des capacités reconnues sur le terrain), etc.

Propositions sur la manière dont l'IIEP peut accroître son rôle dans le développement des capacités

Il s'agissait également d'une question ouverte qui a récolté un grand nombre de propositions et de recommandations. Il a été possible de dégager deux recommandations principales qui portent sur le type des liens établis avec les pays et sur le financement des activités de l'IIEP.

Recommandation n°1: *L'IIEP doit développer des liens à plus long terme et plus durables avec les pays, grâce à des alliances stratégiques avec des institutions telles que des universités partenaires reconnues.*

S'associer à de telles institutions lui serait profitable (notamment en termes de partage et de préservation des ressources) en établissant des liens et une confiance et en comprenant comment provoquer des changements dans un pays.

L'IIEP pourrait ainsi s'associer avec les MdE et d'autres acteurs (syndicats, associations de chefs d'entreprise et à l'échelle locale, municipalités et provinces).

Dans ce contexte, un des participants a particulièrement recommandé : « *Il faudrait que l'IIEP ait des soutiens dans les pays ciblés, afin de défendre le programme de l'IIEP à côté des activités ordinaires* ».

Recommandation n°2: *L'IIEP doit utiliser ses ressources de manière plus efficace et concentrer ses efforts sur la recherche de moyens financiers.*

Comme l'un des participants l'a fait remarquer, la petite taille des budgets à l'échelon national constitue le « *plus grand obstacle au maintien de résultats exceptionnels et à la qualité de la mise en place* ». Les réponses mettaient aussi en avant que l'IIEP devrait approfondir sa recherche d'autres moyens financiers innovants, notamment dans le secteur privé, ce qui permettrait d'accroître l'accès à l'éducation en s'associant à ce secteur.

Les autres réponses à cette question ouverte sur le développement des capacités étaient principalement liées à la manière dont l'IIEP participe à ce développement. Les propositions suivantes ont été faites :

- aligner avec plus de soin et de précision le projet de recherche de l'IIEP sur les programmes de développement des capacités du pays inscrits dans le cadre du plan national en matière d'éducation ;

- veiller à ce que l'IIPE fasse participer les chercheurs locaux et leur permette de diriger le processus de recherche ou de diffusion jusqu'au bout et dans ce contexte, optimiser la participation d'individus formés par l'IIPE pour conduire ses projets de recherche et le développement des capacités ET pour transformer les résultats de recherche en actions politiques ;
- accélérer la publication et la diffusion des résultats de recherche afin d'avoir un impact sur le développement des capacités dans les pays ;
- identifier de manière volontaire et stratégique les éléments permettant que les résultats de la recherche alimentent les discussions en matière politique et les initiatives de développement des capacités à l'échelon national ;
- concentrer les efforts sur les séminaires régionaux portant sur le développement des capacités et sur les recherches comparatives régionales afin de favoriser le partage d'expériences entre les pays et débattre et élaborer des stratégies sur les implications et l'influence stratégique ;
- renforcer les activités de l'IIPE consacrées à la formation, notamment grâce à :
 - des stages à l'IIPE proposés au personnel des ministères de l'Éducation, ou la promotion de stages dans d'autres institutions ;
 - un travail mené avec les universités locales en vue d'élaborer des programmes pour différents modules de formation sur la planification et la gestion de l'éducation ;
 - différentes opportunités offertes aux chercheurs pour qu'ils présentent leurs résultats de recherche et leurs recommandations, au sein et en dehors du pays (grâce à d'autres partenaires locaux comme l'UNICEF) ;
 - la formation de plus grands groupes de chercheurs, en plus de ceux qui seront déjà en charge de la recherche.

Annexe 5 Termes de référence

Évaluation du programme de recherche de l'IIPE

Projet de termes de référence

7 mai 2012

Titre

Évaluation des effets des activités de recherche de l'IIPE sur les capacités de recherche et le processus décisionnel des instituts partenaires du secteur de l'éducation.

Contexte

Dans le cadre de sa mission de renforcement des capacités et d'amélioration de la planification et de la gestion de l'éducation dans les États membres de l'UNESCO, l'IIPE conduit des recherches ayant un impact aussi bien sur les politiques que sur les pratiques. Le principal groupe cible comprend les responsables de la planification de l'éducation, les directeurs et les décideurs des ministères de l'Éducation ainsi que les responsables du développement. En outre, les outils de recherche sont utilisés par des universités et des institutions de formation dans le cadre de leurs activités d'enseignement. Enfin, les recherches de l'Institut sont utilisées par l'Institut lui-même dans ses activités de formation, d'assistance technique ou de plaidoyer.

La fonction de recherche de l'Institut est détaillée dans l'actuel [Plan à moyen terme \(PMT\)](#) dans le cadre d'un cycle de six ans (2008-2013). La recherche a notamment mis l'accent sur l'équité, l'accès et la qualité ; les coûts et le financement ; et la gouvernance et la gestion. Parmi les questions transversales, l'Institut a notamment concentré ses efforts sur la fragilité, les questions d'égalité des sexes étant mieux appréhendées depuis 2010. Les recherches sont menées principalement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Les zones et les thèmes de recherche ont été identifiés à l'aide des données de l'IIPE sur l'insuffisance de connaissances, après concertation des parties prenantes. Le programme de recherche a ensuite été approuvé par le Conseil d'administration de l'Institut. Les pays participant à la recherche décident souvent de l'orientation à donner à cette recherche dans un cadre très large.

Le plus souvent, le cycle de recherche est un programme qui repose sur la collaboration et qui met l'accent sur le développement des capacités. Dans le cadre de ce modèle, l'IIPE :

- identifie un thème significatif pour un groupe de pays et qui a des conséquences sur la planification de l'éducation ;
- assure la conception du cadre de la recherche et des outils méthodologiques ;
- met en place des équipes de recherche nationales composées de chercheurs et de représentants des ministères et responsables du déroulement effectif de la recherche ;
- assure la formation de l'équipe nationale de recherche en ce qui concerne le cadre de la recherche, la méthodologie et les outils par le biais de séminaires de méthodologie, d'études pilotes et d'autres outils ;
- assure le suivi et le soutien des équipes nationales de recherche ;
- assure l'assurance qualité des études de cas/monographies ;
- prépare une synthèse de la recherche ;
- diffuse les informations auprès des parties prenantes nationales dans un premier temps, puis auprès d'un plus grand public ; et
- transpose les résultats sur différents formats afin d'en assurer la diffusion et l'utilisation, par exemple sous la forme de supports de formation, de notes d'orientations, de

discours-programmes ou de documents de séance.

Lorsque la recherche n'est pas axée sur une région donnée, l'IPE peut en confier l'élaboration à un tiers. L'IPE prépare alors les termes de référence, fournit des lignes directrices à l'auteur et contrôle la qualité du manuscrit avant d'en assurer la publication et la diffusion.

Dans le cas du bureau de Paris, le programme de recherche de l'Institut est généralement financé par le budget ordinaire, tandis qu'il dispose de fonds externes à Buenos Aires. Selon les estimations, environ un tiers des ressources humaines et financières de l'IPE consacrées aux opérations du programme alimentent la fonction de recherche du bureau de Paris. L'Institut cherche invariablement des solutions de partage des frais et certains programmes ont été particulièrement efficaces en ce qui concerne la mise en place d'alliances et de partenariats, qui peuvent potentiellement augmenter l'influence des recherches concernées.

Les recherches menées par le bureau de Buenos Aires sont réalisées sur contrat. L'IPE reçoit les lignes directrices de la partie contractante et négocie les termes de référence. Le bureau de Buenos Aires met ensuite en œuvre la recherche grâce à une équipe mixte composée de membres du personnel et de consultants.

Dans la mise en œuvre des programmes de recherche, l'IPE présente des avantages spécifiques, comme la possibilité de réunir une équipe de professionnels à même d'offrir une perspective et un ancrage locaux et régionaux. Parmi les partenaires de recherche de l'IPE, citons notamment :

- Des institutions nationales et régionales et des particuliers, afin de faciliter la mise en œuvre de la recherche sur le plan local et de surmonter les difficultés liées à la langue. Généralement, les partenaires de recherche sont les ministères nationaux de l'Éducation et des institutions de recherche. Il s'agit d'encourager la propriété des résultats de la recherche tout en renforçant l'analyse des politiques et les capacités de recherche des participants.

Des universités des pays développés, ce qui permet à l'IPE (i) d'augmenter ses capacités de recherche en tirant parti des compétences des étudiants ou des chercheurs rattachés à ces institutions, ou (ii) de participer à des groupements de recherche, comme dans le cas du projet portant sur l'entrepreneuriat dans le contexte de l'éducation supérieure.

- Des réseaux disposant du soutien de l'IPE, comme l'ANTRIEP, le SACMEQ, RedEtis et le réseau des anciens de l'IPE. Ce dernier réseau est particulièrement intéressant. De nombreux anciens occupent des postes à responsabilités dans leurs pays et facilitent l'identification des institutions et des individus les plus appropriés pour les projets de recherche. Les anciens peuvent également contribuer à la mise en œuvre des recherches disposant du soutien de l'IPE.
- Les Nations Unies et d'autres institutions internationales (ex. : UNICEF), qui donnent plus de profondeur aux recherches de l'IPE, favorisent la création de synergies et assurent la demande. De tels partenariats peuvent également favoriser un élargissement des sujets de recherche.

L'IIPE s'efforce de construire des alliances pouvant améliorer, élargir et approfondir les recherches tout en favorisant leur diffusion. La nature des partenariats varie, mais il peut s'agir d'un partenariat financier ou en nature ou de projets communs.

Objectif de l'évaluation

L'évaluation constitue un élément important du plan général de surveillance et d'évaluation de l'IIPE, qui a pour objectif d'évaluer la performance, la pertinence et l'adéquation du travail de l'IIPE avec les réalités du terrain. Cet exercice particulier a un rôle d'évaluation de mi-parcours du programme de recherche. Les résultats pourront guider les actions de l'IIPE dans le cadre de l'actuel Plan à moyen terme et éclairer les décisions portant sur les conséquences des recherches et sur leur diffusion. L'exercice guidera également la conception du programme dans le cadre de la prochaine stratégie à moyen terme. Afin de favoriser la planification, les principaux utilisateurs de cette évaluation sont les directeurs et le personnel de l'IIPE. Citons également le Conseil d'administration (l'organe de contrôle de l'IIPE) et les partenaires de l'IIPE dans le domaine de la responsabilité sociale.

Deux ans avant la fin de son actuel Plan à moyen terme, l'IIPE cherche à mieux comprendre comment ses recherches et les efforts de diffusion associés (par exemple les séminaires, les publications sous différents formats ou les interventions dans des conférences) parviennent aux parties prenantes en vue d'une analyse stratégique, du dialogue et du processus décisionnel. Cette évaluation fournira donc de plus amples informations sur la pertinence et l'influence des recherches de l'IIPE sur de nombreuses parties prenantes.

En plus de proposer des données pertinentes pour les responsables de la planification et les décideurs, les projets de recherche de l'IIPE, de par leur nature collaborative, ont également pour objectif de renforcer les capacités de recherche des partenaires nationaux impliqués dans lesdits projets. Ainsi, l'évaluation devra tenter de déterminer dans quelle mesure la recherche de l'Institut, lorsqu'elle adopte une approche participative, est susceptible de renforcer les compétences dans les domaines de la conception et des méthodologies de recherche, de la direction d'actions sur le terrain, de l'élaboration de résultats conformes à la stratégie et de la communication de ces résultats d'une manière pertinente pour le dialogue politique.

En conséquent, l'objectif de l'évaluation consiste à analyser les effets des activités de recherche de l'IIPE¹⁵ sur les capacités de recherche et le processus décisionnel des instituts partenaires du secteur de l'éducation.

Portée de l'évaluation

Les projets de recherche compris dans cette évaluation, qui se trouvent actuellement à différentes étapes de mise en œuvre, couvrent la période 2008-2012. Selon les prévisions, l'évaluation couvrira la recherche de l'IIPE telle qu'elle est décrite dans l'actuel [Plan à moyen terme](#), ce qui comprend des projets liés :

- à l'éthique et à la transparence dans l'éducation ;
- à l'éducation dans les pays en situation de post-crise et de post-catastrophe ;

¹⁵ Les activités de recherche comprennent la conception, la mise en œuvre et la diffusion des recherches ainsi que le renforcement des capacités de recherche.

- aux coûts pour les ménages, aux initiatives pour la suppression des frais de scolarité et aux partenariats public/privé ;
- à la décentralisation ;
- aux réformes de la gouvernance de l'enseignement supérieur ;
- aux politiques et à la gestion de développement des compétences et de plans de formation

L'évaluation apportera des réponses aux questions suivantes :

1. Étant donné que le programme de recherche de l'IPE est en cours, dans quelle mesure la recherche a-t-elle réussi à :
 - améliorer les capacités des parties prenantes à entreprendre des recherches ?
 - provoquer un débat politique dans les pays participants et informer des pratiques de planification ?
 - attirer l'attention des décideurs ?
 - trouver sa place dans les priorités et les documents stratégiques ?
 - influencer d'autres acteurs tels que les ONG, les universitaires et les bailleurs de fonds ?
2. Quels facteurs/éléments expliquent les réussites dans les domaines ci-dessus ? Quel enseignement peut être tiré des situations où les résultats escomptés n'ont pas été obtenus ?
 - Les processus de planification, de mise en œuvre et de diffusion de la recherche de l'IPE sont-ils adaptés pour éclairer le dialogue stratégique et les documents stratégiques chez les instituts partenaires du secteur de l'éducation ?
 - Quels procédés ou systèmes en place au sein de l'IPE fournissent des informations sur les demandes en matière de recherche et de renforcement des capacités de recherche des partenaires dans le domaine de la planification de l'éducation ?
 - Dans quelle mesure les recherches en cours répondent-elles aux attentes des partenaires des instituts d'éducation ?
3. Quels enseignements peuvent être tirés pour les futurs programmes de recherche de l'IPE ?
 - Quelles leçons peuvent être identifiées pour renforcer la planification, la mise en œuvre et la diffusion de la recherche de l'IPE afin d'aider l'Institut à gagner en pertinence et en efficacité dans son soutien des instituts partenaires du secteur de l'éducation ?
 - Quelles leçons peuvent être identifiées pour améliorer la surveillance et l'évaluation des activités de recherche de l'IPE ?
 - Quelles observations ont été émises en ce qui concerne le rapport efficacité/coût de l'approche de l'IPE en matière de recherche ?

Méthodologie

L'évaluation comprendra une étude de documents primaires et secondaires et des entretiens avec des sources essentielles. Parmi les documents, figureront des rapports déjà publiés, des documents Internet, des notes internes, des documents émis par l'IPE à propos de projets et des extraits de publications académiques. L'IPE fournira une quantité importante de documents. Les entretiens pourront être effectués sur place, par téléphone et par email. Un effort particulier sera réalisé afin de réunir des points de vue aussi variés que possible.

L'évaluation reposera également sur une approche multiple en matière de localisation, afin de recueillir des données dans des contextes géographiques différents (jusqu'à deux semaines de visites sur site). Une sélection de projets de recherche spécifiques à inclure dans la conception de l'évaluation sera effectuée à partir de plusieurs critères.

Rôles et responsabilités

L'IPE sera responsable du déroulement de l'évaluation. Un Comité directeur assurera la direction et la supervision de l'évaluation ainsi que le contrôle qualité du rapport d'évaluation. Il sera composé de chercheurs de l'IPE, d'un spécialiste externe de l'évaluation, d'un spécialiste de l'évaluation issu du Service d'évaluation et d'audit de l'UNESCO et d'un confrère responsable de l'évaluation. Cet évaluateur, de concert avec le Comité directeur, établira les critères de sélection des projets de recherche à traiter, en mettant l'accent sur la portée, la profondeur et le coût des projets.

Compétences de l'équipe d'évaluation

Les responsables de l'évaluation devront maîtriser les questions de développement, les processus décisionnels et la formulation des politiques en matière d'éducation. Ils devront justifier d'une longue expérience dans le domaine de l'examen, l'analyse et l'évaluation des recherches en matière de stratégie éducative ciblant les pays en voie de développement. La maîtrise de l'anglais, du français et de l'espagnol est requise en raison de la localisation géographique des activités de recherche.

Aspects logistiques

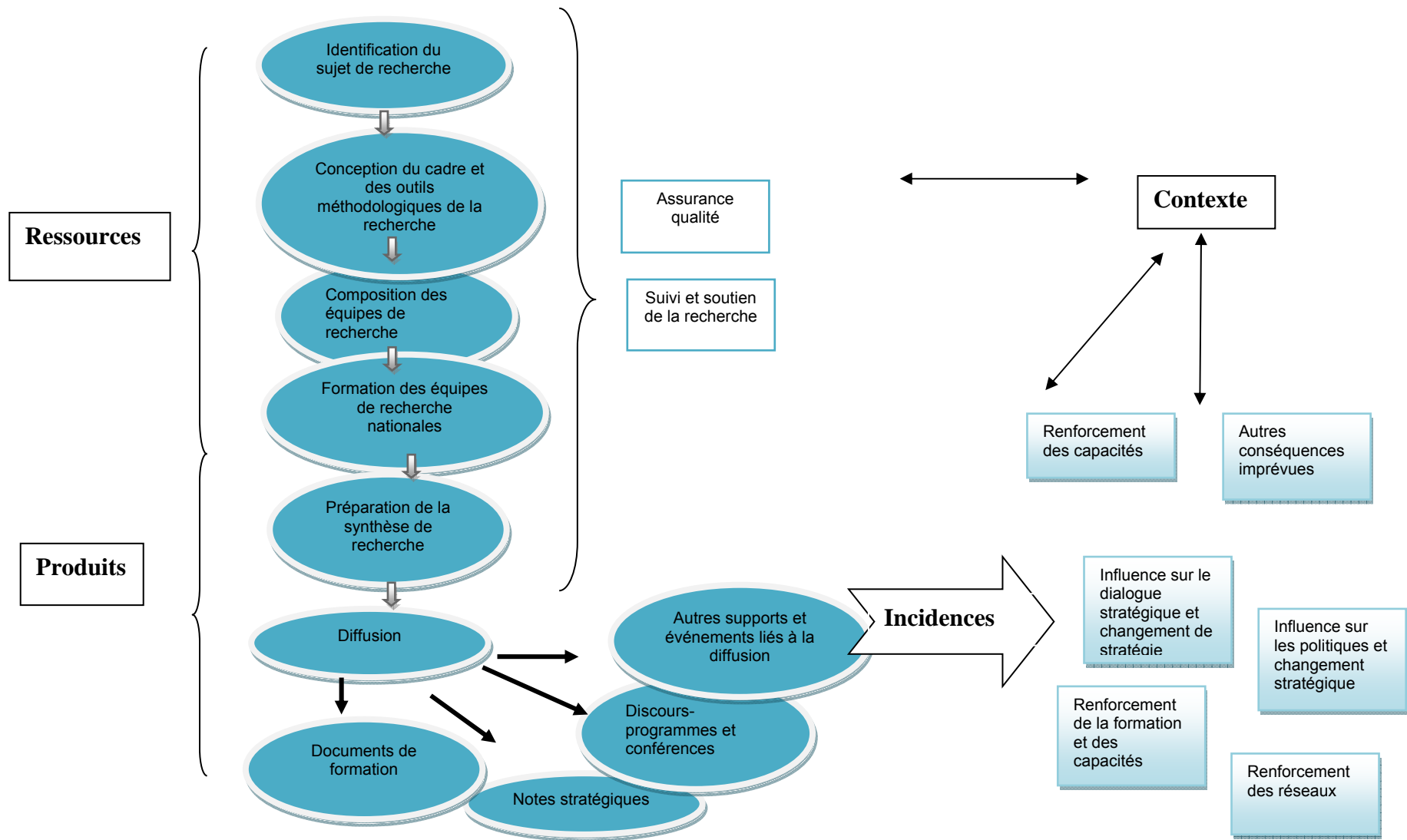
Les responsables externes de l'évaluation seront responsables de leurs propres besoins logistiques : espace de bureau, soutien administratif et secrétariat, télécommunications, impression de la documentation, etc. Ils seront également responsables de la mise en œuvre du plan de travail relatif à la collecte de données, mais l'IPE facilitera ce processus dans la mesure du possible en fournissant des informations de contact, comme des adresses email. En ce qui concerne les visites sur site, l'IPE assistera les responsables de l'évaluation en leur fournissant des documents, en organisant des rencontres et en fournissant des habilitations en matière de sécurité etc. Les responsables de l'évaluation sont responsables des coûts de déplacement, y compris le trajet depuis et vers l'aéroport et depuis et vers les lieux des entretiens. Les coûts de déplacement devront être détaillés dans la proposition financière.

Calendrier de livraison des documents

- Début juin** Un premier rapport contenant la chaîne de résultats du programme, une proposition de liste de critères de sélection des projets de recherche, un plan d'évaluation, le cadre méthodologique et la liste des documents consultés.
- Fin juillet** Projet de rapport d'évaluation complet à présenter au cours d'un séminaire destiné à la direction et au personnel
- Fin août** Rapport d'évaluation final comprenant :
- un résumé exécutif (quatre pages maximum) ;
 - une description du programme ;
 - l'objectif de l'évaluation ;
 - la méthodologie d'évaluation ;
 - les résultats / enseignements tirés de l'évaluation ;
 - des recommandations ;
 - des annexes : liste des personnes interrogées ; outils de collecte des données ; principaux documents consultés ; termes de référence.

L'ensemble des documents sera fourni en anglais.

Annexe 6 La théorie du changement implicite de l'IPE (TC)



**Annexe 7 Récapitulatif des projets de recherche de
l'IIPE**

RÉCAPITULATIF DES PROJETS DE RECHERCHE DE L'IIPE									
	Module thématique/ Projet recherche de	Stade	Origine du financement	Budget (US\$)	Région	Pays	Partenaire de mise en œuvre/ réseaux	Supports	Communication/ diffusion
ÉQUITÉ, ACCÈS ET QUALITÉ (EAQ)									
1.	1. Actions en faveur des plus pauvres	Presque complété	Budget ordinaire	\$365k	Afrique du Sud, Asie ALC	Afrique du Sud, Cambodge, Inde, Vietnam, Brésil, Pérou	Équipes nationales/ TI	Analyse de documents, étude pays, enquête auprès des bénéficiaires	Synthèses, séminaires politiques (2012)
2.	2. Genre	Terminé	Budget ordinaire	\$60k	Afrique de l'Est, Asie ALC	Kenya, Vietnam, Argentine	Équipes nationales	Études de cas, synthèses	Forums politiques 2011
3.	3. CC des enseignants	Terminé	Budget ordinaire, ACDI	\$180k	Europe, Afrique, Asie	-	Consultants internationaux, IE	Suivi de recherches précédentes	Boîte à outils, 3 séminaires de formation
4.	4. Situation de post-conflit ou de post-catastrophe		Budget ordinaire, UNICEF	\$138k		-	INEE	Examen, lignes directrices	Séminaires
COÛTS ET FINANCEMENTS (CF)									
5.	1. Coûts pour les ménages	En cours	Budget ordinaire	(\$1,3m) proposé	Afrique du Sud et de l'Ouest Asie	Malawi, Burkina Faso, Laos	Équipes nationales, Consultants internationaux	Études de cas, synthèses	Ateliers régionaux, forums politiques, enseignement
6.	2. Politiques sans frais	En cours	Budget ordinaire	(\$1,1m) proposé	Afrique de l'Est, du Sud et Centrale Asie	Éthiopie, Tanzanie, Lesotho, Congo, Népal	Équipes nationales, Consultants internationaux	Études de cas, synthèses	Ateliers régionaux, forums politiques, enseignement
7.	3. PPA		Budget ordinaire, Orange, Microsoft	(\$1,2m) proposé	Afrique de l'Ouest	Sénégal	LIEN, Partenariats pour l'éducation	Étude de classification, guide	Guide, formation
GOVERNANCE ET GESTION DE L'ÉDUCATION (GGE)									
	1. Décentralisation			\$763k*					* Comprend les BED, les prêts scolaires et le matériel de formation
8.	Codes de déontologie	Presque terminé	Budget ordinaire,	\$293k	Afrique de l'Est	Kenya, Lesotho, Ouganda, Philippines,	Équipes nationales	Études de cas, synthèses	Forums politiques, notes d'orientation

			FDPE		et du Sud Asie	Sri Lanka, Pakistan			
9.	Prêts aux écoles	En cours	Budget ordinaire + UNICEF	\$336k	Afrique de l'Est et du Sud Asie	Éthiopie, Kenya, Malawi, Ouganda (pilotage du Lesotho), Indonésie, Vanuatu, Timor oriental, (Mongolie, Laos?)	Équipes nationales	Études de cas, synthèses	Forums politiques, notes d'orientation
10.	2. Gestion de l'ES	En cours	Budget ordinaire	\$250k	Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Sud Asie	Kenya, Afrique du Sud, Ghana, Nigéria, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Cambodge, Chine, Indonésie, Japon, Vietnam	Équipes nationales/ SEAMEO RIHED, AUF, IPAGU	Études de cas, synthèses, forums sur la politique	Séminaires de Bangkok, Hanoï et Jakarta, Modules de formation
11.	Petits États	Terminé	Budget ordinaire	?	Afrique de l'Ouest, Asie, MOAN, Europe	Gambie, Fidji, Sainte-Lucie, Oman, Malte	?		
12.	3. Diversification de l'EPS	Terminé (en l'état actuel des connaissances)	Budget ordinaire	\$25k	Afrique de l'Ouest, Asie, ALC	Nigéria, Azerbaïdjan, Malaisie, République de Corée, Chili	Équipes nationales?	Études de cas	Synthèse
13.	4. Répartition des enseignants	En cours	Budget ordinaire + département d'État US	\$50k (US)	Afrique du Nord	Maroc Thaïlande (identifiée, pas encore en cours)	Équipe nationale	Documents sur l'état des connaissances actuel Études de cas	Atelier 2011
14.	5. DC	Terminé	Norvège	\$780k	Afrique de l'Est et de l'Ouest, Asie, ALC, Europe	Éthiopie, Benin, Vietnam, Bangladesh, Argentine, République de Moldavie, Hongrie	Consultants	Études de cas/ documents thématiques	Synthèse, Centre d'échange des informations
BUENOS AIRES									
15.	1. EPS technique	Terminé (en l'état actuel des connaissances)	Budget ordinaire	\$86k	ALC	Pérou, Chili, Argentine, Bolivie, Mexique, El Salvador, Nicaragua	Équipes nationales, RedETIS	Examens, statistiques, études, 3 études de cas, base de données	Publication, matériel de formation
16.	2. Diversité culturelle	Terminé (en l'état actuel des connaissances)	Ford	\$100k	ALC	Argentine, Colombie, Chili, Pérou	?	Série d'étude de cas suivant les 3 réalisées au début des années 2000s	Livre + séminaire
17.	3. Enseignement - Sciences+ Maths	Terminé	BID	\$655k	ALC	Argentine	MdE (Argentine + Uruguay)	Évaluation	Rapport

18.	4. SITEAL	En cours	OEI Ford	\$133k	ALC	19 pays	?	Base de données	Rapports annuels sur les tendances
19.	5. Adolescents	Terminé	?	\$36k	ALC	Paraguay	MdE	5 documents	Rapport statistiques +

Visite de pays

Étude documentaire/ entretiens

Thème couvert par la visite de pays

Thème traité par l'étude documentaire